

RSHA

33

3

Centered

214 STRAN

FIRME : _____

DOSSIER

CODEX
Alpha

GEHEIM

FIRME : VII 515

a)

VILLE : _____

VILLE : MOERSCHEL

RUE : _____

FR 5

TÉLÉPHONE : _____

OBJET

S.A.

VII 515

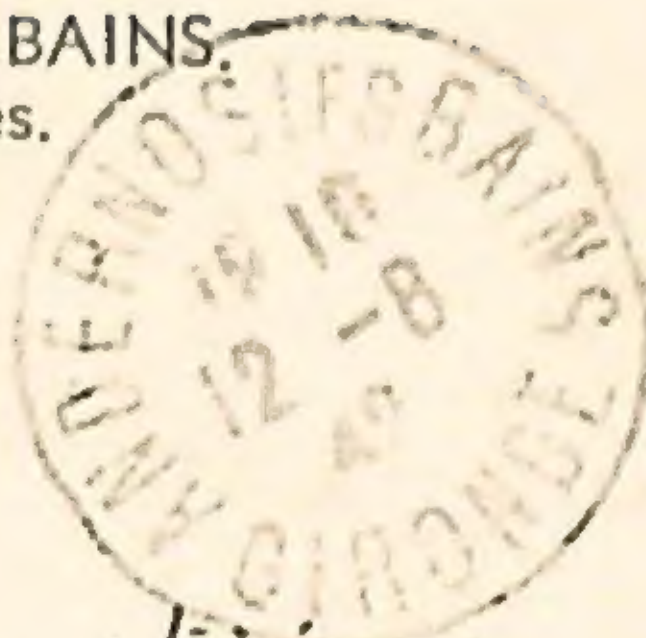
du _____

au _____

N^o

Centered

ANDERNOS-LES-BAINS
Les Régates.



Bonne amitié de
vacances

Votre ami diseur

[Handwritten signature]

Monsieur l'Officier

Moriz

84 Avenue Foch

Paris 16^{ème}

JDA VI W / VII 515 / 18

Centered



PRÉFECTURE de POLICE
 Service spécial
 des
 Associations dissoutes
 4, Square Rapp, PARIS.

Paris, le 21 Février 1944.

Monsieur le Lieutenant S T U B E R :

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Objet :
 Surveillance
 DE FELS.

J'ai l'honneur de vous rendre compte que la surveillance effectuée sur le nommé DE FELS Philippe, né le 13 juin 1922 à PARIS (4°), célibataire, demeurant chez ses parents 78 avenue Mozart à PARIS (16°), et travaillant 8 rue Copernic à PARIS (8°), n'ayant rien révélé de particulier, elle a été levée de jour.

VII 513



PREFECTURE de POLICE

Service Spécial

Associations dissoutes

4, Square Popp PARIS-VII^e

Paris, le 2 Mars 1944.

125

R A P P O R T :

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Au cours de la surveillance effectuée du 31 janvier 1944 au 19 février 1944, sur le nommé Philippe DE FELS, directeur du Centre d'Histoire Contemporaine, 8 rue Copernic à PARIS et y demeurant, les renseignements suivants ont été recueillis :

- Le 31 janvier, rien à signaler.
- Le 1er février, le susnommé a quitté son domicile à 11 h.45, en compagnie de sa femme, s'est rendu à la station du métropolitain IENA, et est descendu à SAINT AUGUSTIN, pour se rendre à la maison G. CHALNIETTE (maroquinerie), située au coin de la rue d'Anjou et du Boulevard Malesherbes, où il n'est resté que quelques minutes, puis au magasin d'objets pieux MESLIER, 9 Bd Malesherbes, où il a du faire des achats, de là il s'est rendu à la papèterie LERENE, boulevard Malesherbes, puis a regagné, son domicile, où il est arrivé à 12 h.20. Il n'a pas été revu de la journée.
- Le 2, rien à signaler.
- Le 3, rien à signaler, le susnommé n'a pas été aperçu.
- Le 4, rien à signaler, le susnommé n'a pas été aperçu.
- Le 5, rien à signaler, le susnommé n'a pas été aperçu.
- Le 6, rien à signaler.
- Le 7, il n'a pas été aperçu de la journée, des renseignements recueillis, il résulte que le susnommé organiserait une exposition publique à l'adresse déjà citée.
- Le 8, Philippe de FELS a quitté son domicile à 15 h 20 et s'est rendu 44 rue Hamelin au "My Bar", où il a consommé, puis à la station de Métro "Georges V", où il est arrivé vers 15 h.35, et d'où il s'est rendu à la Station PALAIS -ROYAL, et ensuite à la Bibliothèque Nationale, rue Richelieu où il est entré à 15 h.45, et ressorti à 17 h.40, pour rentrer chez lui.
- Le 9, il n'a pas été aperçu.
- Le 10, il n'a pas été aperçu.
- Le 11, il n'a pas été aperçu.
- Le 12, à 18 h. il a quitté son domicile pour aller à la station d'autobus GALILEE, avenue Marceau, et descendre à la station VICTOR DURUY, bd des Invalides. Là il a retrouvé sa femme, et tous deux ont repris l'autobus 92, pour retourner à la station GALILEE et rentrer chez eux à 18 h.40.

...../

- Le 13, il a quitté son domicile à 12 h. pour se rendre à la Chapelle 66 avenue Raymond Poincaré, et y assister à un office religieux ; il n'a pas été revu après être rentré à 12 h.45.

- Le 14, il n'a pas été aperçu.

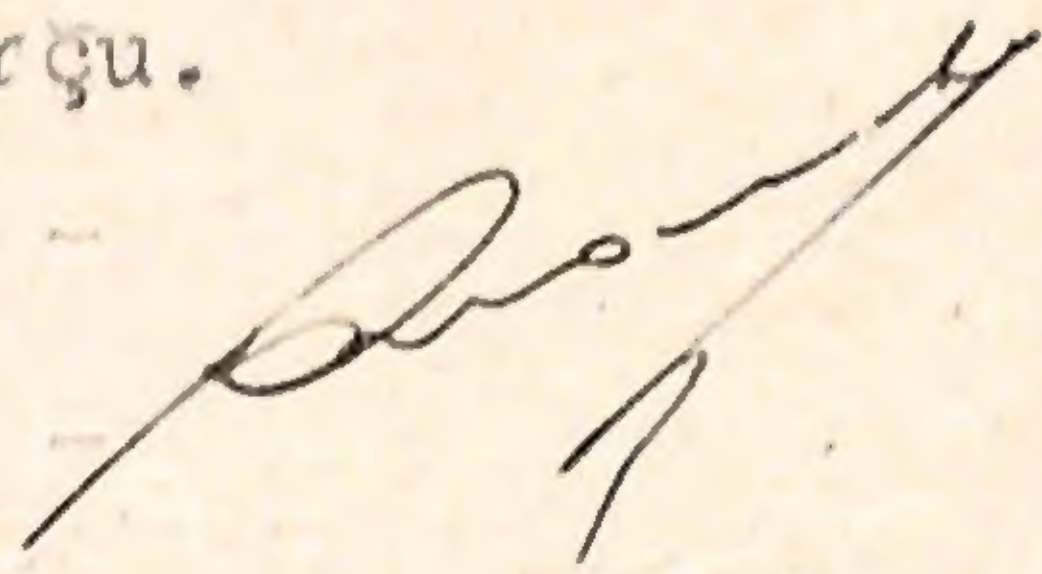
- Le 15, à 14 h.35 il a quitté son domicile pour se rendre à la station de Métro Georges V, en ressortir à PALAIS ROYAL et se diriger vers la BIBLIOTHEQUE NATIONALE, rue de Richelieu, où il est entré à 15 h. et ressorti à 17 h.10, pour rentrer chez lui à 17 h.40.

- Le 16, il n'a pas été aperçu.

- Le 17, il a quitté le 8 rue Copernic à 15 h. et est rendu à la station Georges V, où il a pris le métropolitain jusqu'à la station PALAIS-ROYAL, d'où il est descendu et s'est rendu à la Bibliothèque Nationale où il est arrivé à 15 h.35, il en est reparti à 17 h.15 et a regagné son domicile. Il est à mentionner que pendant la journée une voiture immatriculée 4322 R.N.2 (Clamart), est venue livrer 3 paquets.

- Le 18, il n'a pas été aperçu.

- Le 19, il n'a pas été aperçu.



128

- SURVEILLANCES EFFECTUEES AU SUJET DU SIEUR P. ENTRE LES 31/8 ET 19/9/43

Ont donné les résultats ci-après :

- 31/8 - Visite de 15 heures à 17 h.40 aux Editions BALZAC - CALMANN LEVY, éditeurs 4, impasse Saudrié. Visite à 18 heures 25,75 bis avenue Foch, adresse où se trouvent au 2^o et 3^o étage les service de police allemande SS. A 21 heures l'intéressé n'avait pas été vu ressortir. Il a été appris par la suite qu'il existait une autre porte de sortie de l'immeuble, 45 avenue Bugeaud.
- 1^{er} Septembre - A 11 h. 45 P. monte dans une auto de la Préfecture de Police 3313 RN2, qui l'attendait devant la porte et part en direction de la place de l'Etoile. A 13 h.5 il est de retour. A 17 h.20 il reprend la voiture, mais à 21 h.30 il n'était pas de retour.
- Du 2 au 5 absent.
- 6 septembre - L'intéressé n'est pas aperçu, par contre deux individus stationnant aux abords de son domicile sont identifiés, il s'agit de détectives privés les sieurs HAMARD et LAURENT
- 7 septembre - L'intéressé est sorti de 15 h.5 à 19 h.15, mais il a été aperçu dans le courant de l'après-midi.
- 8 septembre - Parti à 9 h. P. s'est rendu 58 rue Richelieu à la NATIONALE, où il a séjourné jusqu'à 11 h.50. Il s'est rendu ensuite aux Editions BALZAC d'où il a regagné son domicile. A 17 h.30 il s'est rendu de nouveau aux Editions BALZAC, puis est rentré chez lui.
- 9 septembre - L'intéressé pas aperçu de la journée. Les deux détectives toujours là.
- 10 septembre - A 15 h.20 P. s'est rendu aux portraits de NADAN, 48 Bassano en compagnie de son épouse, laquelle l'a quitté peu après. Ensuite P. s'est rendu à une annexe de la NATIONALE, 127 faubourg Saint Honoré. A 17 h.30 il est rentré chez lui.
- 11 septembre - L'intéressé n'est pas sorti, toutefois à 20 heures 45 une Peugeot s'est arrêtée devant chez lui, un individu en est descendu qui est entré chez lui et qui à 22 heures n'était pas ressorti. La voiture 8225 RN 1 appartient à l'Ambassade d'Allemagne, 78 rue de Lille.
- 12 Septembre - P. a quitté son domicile à 11 h. 50 pour aller à l'église avec son fils, il est rentré chez lui à 12 h.45. Il n'a plus quitté son domicile et a travaillé dans son bureau.
- 13 septembre - L'intéressé n'est pas sorti de la journée, il n'a pas été aperçu.
- 14 septembre - P. est parti à 10 h.55 accompagné de sa secrétaire, ils se sont rendus à la NATIONALE, 58 rue de Richelieu. A 12 h.35 il a réintégré son domicile d'où il n'a pas bougé.
- 15 septembre - Rien à signaler.
- 16 septembre - Le matin P. n'est pas sorti. A 11 h.55 un camion 8686 RN6 est

venu lui livrer des classeurs renfermant des dossiers qui ont été déchargés de 14 h.15 à 17 h.10. A 18 h.15 il a quitté son domicile accompagné du sieur MAUGEY Gaston, journaliste, 21 rue Michel-Ange. Ils se sont séparés et P. est allé rejoindre sa femme et son fils, en compagnie desquels il est rentré à 20 heures.

- 17 septembre - Le matin rien à signaler. L'après-midi entre 13 h.50 et 15 h.20, il paraît avoir reçu la visite d'un sieur SCHMITT, 95 rue Lauriston. A 16 h.15 arrive le camion 4995 X7, d'où ont été déchargés des cartons et des piles de dossiers et documents, l'opération était terminée à 18 h.45.

P. pas aperçu de la journée.

- 18 septembre - L'intéressé n'a pas quitté son domicile.

- 19 septembre - P. s'est rendu le matin à 11 h.50 avec son fils à la messe, il est rentré à son domicile à 13 h. A 16 h.45 il est ressorti avec sa femme et son fils, puis a regagné son domicile à 19 h.15.

4011 VII 512

LISTE DES DOCUMENTS

Dossier du Chap. "LES VRAIS FIDELES", Val de MONTPELLIER.
Registre de compte-rendu des travaux de la L.º. 645 "LES APPRENTIS".
Registre des Procès-verbaux de la Société immobilière "LES DEMOPHILES" à
TOURS (rue Michelet).
Registre des transferts des actions de la Société civile "LES DEMOPHILES".
Registre contenant la liste des ouvrages de la bibliothèque populaire
de CHINON (62, rue Voltaire).
Registre de comptabilité "LES DEMOPHILES" (1er semestre 1921) 20 Août 40.
Petit registre de comptabilité de la société civile "LES PERSEVERANTS
ECOSSAIS".
Registre des procès-verbaux de la société civile "LES PERSEVERANTS
ECOSSAIS".
Répertoire d'actionnaires d'une Société non identifiée.
Registre de comptabilité "LES DEMOPHILES" (probablement) (du 6.10.1897 au
11.1.1940).
Registre de comptabilité d'une société civile non identifiée.
Petit registre de transfert des actions de la société civile "LES DEMO-
PHILES" (Rose).
Un Siècle de Maçonnerie.
Statuts de la société de la F.M. Tonkinnoise (2 ex.)
Statuts de la société immobilière du G.O.
Statuts modèles pour les Sociétés de Secours mutuel.
Statuts de la caisse Générale des retraites de la Presse Française.
Statuts de la Persévérance.
Statuts de l'Œuvre des Patronages Laïques de France (3 ex.)
Statuts de la société Anonyme d'Électro-métallurgie.
Statuts de la société Civile de "L'ÉTOILE DES CEVENNES".
Statuts de la Fédération nationale des anciens coloniaux.
Estatutos de la Societat anonima J. SOULAS ET FILS de CURTIEMBRES Y
LAVADEROS DE LANAS.
Suppression des impôts et leur remplacement. (2 ex.)
Le Socialisme contre la France. (Publié par l'Animateur des Temps Nou-
veaux.)
Suprême conseil des Patriarches.
Le suffrage des femmes en France (2 ex.)
Statuts de l'At. Franc. et Ecos. de l'"ESPERANCE". 5.828 (2 ex.)
Statuts de la Société Française des "AMIS DES ARTS".
La Solidarité, conf. en réponse à M. BRUNETIERE.
Sédition au sein de la Maç.
Le saul remède.
Service de renseignements et d'entraide du G.O. 1936 (3 ex.)
Le symbolisme N° 128, 129, 130, 131, 132 (2 ex.) 133, (2 ex.) 134 (2 ex.)
135.

(suite)

LISTE DES DOCUMENTS

Dossier du Chap. "LA CONCORDE", Val. de PERIGUEUX.
Dossier du Chap. "LES CHEVALIERS DE SAINT JEAN DES ARTS DE LA REGU-
LARITE".

103 fiches diverses (suprême cons. etc.)

37 fiches extraites du fichier général.

275 fiches brouillon.

T. des Chap. 79, 119, 122, 171, 178, 72, 44.

T. des Aréopages 164, 232.

44 feuilles diverses (serments de présidents, pouvoirs de députés,
procès-verbaux d'élection).

179 petites chemises jaunes contenant quelques documents maç. originaux
et des doubles de lettres et documents.

un Dossier ARTAR.

Divers (chemises jaunes)

un dossier LELONGT auguste; vide, mais contenant une liste des membres
de la 1.°. de Perf. "LE PARVIS DU DELTA", O.°. d'ALGER.

une dossier Gérard LERETOUR.

2 fichiers pœins contenant différentes fiches. (F.N.A-G.L.)

GIRON

Marcel Gabriel Secrétaire Général de la Fédération
des Fonctionnaires
né le 20 5 1895 Valbelex (Puy de Dôme) ¹⁷⁵
Loge " Les Enfants de Jergovie" Orient de Clermont Ferrand
Affilié à la Loge "Etoile Polaire" O. de Paris G.O.
A. le 10 1 1922 C. I.4.1936

CHATEAU

Maurice Pierre Instituteur 8 rue Marcel Sembat St Ouen
né le 15.5. 1889 à Cognac (Charente)
Loge "Unité Solidarité" O. de Nogent le Ferreux G.O.
A. le 20.I. 1924 C. le 21 6 1925
Démissionnaire le 12 . 5. 1927 (Eloignement de son
Orient)

LEVILLAIN

(Maurice) Conseiller Municipal de PARIS, 48 rue de Buzenval
PARIS - né le 2.4. 1892 à PARIS -
Loge "LA CLARTE" Or;PARIS G.O. -
A. 24.I.1922 - C. 17.10.1922 - M. 5.6.1923
affilié à la Loge "LES FRERES UNIS INSEPARABLES" Or.PARIS
le 21.2.1924
(T.AT.1940 et T.AT.1936)

(et non)
FONTENY ~~ou~~ FONTENOY) (André, Jacques) journaliste, 7 rue de la Montagne
Sainte Geneviève, PARIS 5°, né le 9.9.1885 à NANTEUIL
LE HAUTOIN (Oise) -
Loge "DROITS DE L'HOMME" Or. PARIS G.O.
A. 20.3.1911 - C. 29.I.1912 - M. 28.2.1913
affilié à la Loge "NORD MIDI" Or. PARIS G.O. en
1931.

MONTAGNON

(Barthélémy, Marius) ingénieur, ex député, 38 rue Pasteur
SAINT OLEN (Seine), né le 19.8.1889 à SAINT ETIENNE (Loire)
Loge "L'EXPANSION FRANÇAISE" Or. PARIS G.O. -
A. 25.3.1926 - C. 27.I.1927 - M. 23.2.1928
(T.AT.1939)

GIRON

Sémon Jules Alexandre Controleur Principal des Con-
tributions Indirectes
30, rue Monge Paris 5°
né le 30 .9. 1884 à Brest
Loge " Les Amis du Progrès " O; de Paris G.O.
A. 11.12.1922 C. 10.12.1923 M. 10.11. 1924
(T.A. 1937)

2. G. A. "Fischer"

~~_____~~

LE MORITZ -

Centered

(1)

11

VI W/VII 515.

Paris, den 8. Oktober 1942.

Dr.Kl./Wo.

A k t e n v e r m e r k .

- 1.) Betrifft: Bericht eines Mitarbeiters von Marcel Déat über den General G i r a u d .

AG FR 5 teilt mit:

Bei einer am 26. 9. 1942 bei dem Freimaurer Paul L e y r e , Paris, 25. rue Cassandi, durchgeführten Haussuchung wurde ein Brief gefunden, der von P. Leyre, Suresnes, 13. Bld. Aristide Briand, an seine Tochter, Frau P. Leyre, Versailles, 53. rue de la Paroisse, gerichtet ist.

Der Brief lautet in Übersetzung:

den 4. 6. 1942.

Meine liebe große Tochter!

Vor einigen Tagen verkündete Radio London mit großem Lärm die Flucht des Generals G i r a u d aus Deutschland, wo er als Kriegsgefangener weilte. Es ist richtig, daß er sein Ehrenwort als Offizier, nicht zu fliehen, nicht gegeben hat. Er ist nach Frankreich über die Schweiz und zwar ins unbesetzte Gebiet zurückgekehrt und hat sich nach Vichy begeben, wo er von Vater Pétain empfangen wurde, der ihn mit besonderen Ehren überhäufte. Pétain hat also gegen die Bestimmungen der internationalen Abmachungen gehandelt, die es einer Nation verbieten, in ihrem Land entkommene Kriegsgefangene aufzunehmen und ihnen eine Heimatstätte zu bieten. Ganz und gar ausgeschlossen aber ist es, sie gar noch mit besonderen Ehren zu bedecken.

Der englische Rundfunk hat diesen Empfang durch Pétain und den Willen Giraud's, wieder die Waffen gegen Deutschland zu erheben, hervorgehoben. Und doch ist auch dies durch dieselben internationalen Abmachungen verboten, Abmachungen,

die außerdem durch den Abschluß des deutsch-französischen Waffenstillstandsvertrages im Juni 1940 erneuert wurden.

Sobald diese Tatsache bekannt wurde, hat sich der deutsche Botschafter nach Vichy begeben, wo er beim französischen Staatschef in Audienz empfangen wurde. Der deutsche Botschafter hat im Namen seiner Regierung die notwendigen Vorstellungen erhoben. Doch weigerte sich der General Giraud nach Deutschland zurückzukehren, obgleich der deutsche Botschafter darauf bestand. Infolge dieser Handlungsweise wurden die Beziehungen zwischen Deutschland und Frankreich abgebrochen. Diese Tatsache hätte sehr folgenschwer sein können. Im Zusammenhang damit ist aber noch ein anderer Punkt zu erwähnen, den Radio London mit voller Absicht beiseite ließ.

Als ^Z Zeichen der Befriedigung über die Wiederaufnahme der Politik von Montoire durch die Berufung Laval's zur Regierung hatte Deutschland beschlossen, 200.000 Kriegsgefangene freizulassen. Eine bestimmte Zahl von Zügen stand schon zum Rücktransport ^{Centered} nach Frankreich bereit. Da kam der Zwischenfall mit Giraud. Der deutsche Botschafter erklärte diesem General in Vichy, daß seine Handlungsweise die Befreiung der Kriegsgefangenen unmöglich machen werde. "Das ist mir wurscht", antwortete dieser. Man dringt in ihn und bittet ihn, eine menschliche Geste zu tun und sich wieder in seine Festung zu begeben und zwar nur für 48 Stunden. Der deutsche Botschafter gibt ihm sein Ehrenwort, daß er nach 48 Stunden freigelassen wird. Doch dieser famose General weigert sich hartnäckig. Schließlich zieht sich der Botschafter angesichts dieser Verstocktheit resigniert zurück. In diesem Augenblick geschah der Bruch zwischen den beiden Ländern.

Infolge dieser Handlungsweise des Generals Giraud sind also die Züge nicht abgefahren und die Kriegsgefangenen blieben hinter ihrem Stahldraht.

So werden also wegen dem dummen Hochmut eines Angsthansen 200.000 Männer ohne Zweifel in ihrem Stalag, ich weiß

- 3 -

nicht wie lange, bleiben, und unter diesen 200.000 befindet sich sicherlich auch unser Paul.

Diese Nachricht stammt von einem sehr guten Freund von Déat, der sie selbst direkt von Laval hat, der an der Unterhaltung Pétain und Giraud einerseits und mit Botschafter Abetz andererseits teilnahm.

Es schien mir von Wichtigkeit, Dir all dies mitzuteilen, damit Du gegebenenfalls denen die richtige Antwort erteilen kannst, die diesen beschränkten General Giraud herausstreichen und auch, um die Doppelsinnigkeit der Engländer zu beweisen.

Grußformel.

Dein Vater.

- 2.) An L VI zur Ktsn.
- 3.) An VI B zur ^{Centered}weiteren Verfügung.
- 4.) Doppel z. d. A. VI W/VII 516


Hauptmann-Obersturmführer.

A k t e n v e r m e r k .

- 1.) Betrifft: Bericht eines Mitarbeiters von Marcel Déat über den General G i r a u d .

AG FR 5 teilt mit:

Bei einer am 26. 9. 1942 bei dem Freimaurer Paul L e y r e , Paris, 25. rue Cassandi, durchgeführten Haussuchung wurde ein Brief gefunden, der von P. Leyre, Suresnes, 13. Bld. Aristide Briand, an seine Tochter, Frau P. Leyre, Versailles, 53. rue de la Paroisse, gerichtet ist.

Der Brief lautet in Übersetzung:

den 4. 6. 1942.

Meine liebe große Tochter!

Vor einigen Tagen verkündete Radio London mit großem Lärm die Flucht des ^{Centered}Generals G i r a u d aus Deutschland, wo er als Kriegsgefangener weilte. Es ist richtig, daß er sein Ehrenwort als Offizier, nicht zu fliehen, nicht gegeben hat. Er ist nach Frankreich über die Schweiz und zwar ins unbesetzte Gebiet zurückgekehrt und hat sich nach Vichy begeben, wo er von Vater Pétain empfangen wurde, der ihn mit besonderen Ehren überhäufte. Pétain hat also gegen die Bestimmungen der internationalen Abmachungen gehandelt, die es einer Nation verbieten, in ihrem Land entkommene Kriegsgefangene aufzunehmen und ihnen eine Heimatstätte zu bieten. Ganz und gar ausgeschlossen aber ist es, sie gar noch mit besonderen Ehren zu bedecken.

Der englische Rundfunk hat diesen Empfang durch Pétain und den Willen Giraud's, wieder die Waffen gegen Deutschland zu erheben, hervorgehoben. Und doch ist auch dies durch dieselben internationalen Abmachungen verboten, Abmachungen,

die außerdem durch den Abschluß des deutsch-französischen Waffenstillstandsvertrages im Juni 1940 erneuert wurden.

Sobald diese Tatsache bekannt wurde, hat sich der deutsche Botschafter nach Vichy begeben, wo er beim französischen Staatschef in Audienz empfangen wurde. Der deutsche Botschafter hat im Namen seiner Regierung die notwendigen Vorstellungen erhoben. Doch weigerte sich der General Giraud nach Deutschland zurückzukehren, obgleich der deutsche Botschafter darauf bestand. Infolge dieser Handlungsweise wurden die Beziehungen zwischen Deutschland und Frankreich abgebrochen. Diese Tatsache hätte sehr folgenschwer sein können. Im Zusammenhang damit ist aber noch ein anderer Punkt zu erwähnen, den Radio London mit voller Absicht beiseite ließ.

Als Zeichen der Befriedigung über die Wiederaufnahme der Politik von Montoire durch die Berufung Laval's zur Regierung hatte Deutschland beschlossen, 200.000 Kriegsgefangene freizulassen. Eine bestimmte Zahl von Zügen stand schon zum Rücktransport nach Frankreich bereit. Da kam der Zwischenfall mit Giraud. Der deutsche Botschafter erklärte diesem General in Vichy, daß seine Handlungsweise die Befreiung der Kriegsgefangenen unmöglich machen werde. "Das ist mir wurscht", antwortete dieser. Man dringt in ihn und bittet ihn, eine menschliche Geste zu tun und sich wieder in seine Festung zu begeben und zwar nur für 48 Stunden. Der deutsche Botschafter gibt ihm sein Ehrenwort, daß er nach 48 Stunden freigelassen wird. Doch dieser famose General weigert sich hartnäckig. Schließlich zieht sich der Botschafter angesichts dieser Verstocktheit resigniert zurück. In diesem Augenblick geschah der Bruch zwischen den beiden Ländern.

Infolge dieser Handlungsweise des Generals Giraud sind also die Züge nicht abgefahren und die Kriegsgefangenen blieben hinter ihrem Stahldraht.

So werden also wegen dem dummen Hochmut eines Angsthasen 200.000 Männer ohne Zweifel in ihrem Stalag, ich weiß

- 3 -

nicht wie lange, bleiben, und unter diesen 200.000 befindet sich sicherlich auch unser Paul.

Diese Nachricht stammt von einem sehr guten Freund von Déat, der sie selbst direkt von Laval hat, der an der Unterhaltung Pétain und Giraud einerseits und mit Botencharakter Abetz andererseits teilnahm.

Es schien mir von Wichtigkeit, Dir all dies mitzuteilen, damit Du gegebenenfalls denen die richtige Antwort erteilen kannst, die diesen beschränkten General Giraud herausstreichen und auch, um die Doppelsinnigkeit der Engländer zu beweisen.

Grüßformel.

Dein Vater.

- 2.) An L VI zur Ktsn.
- 3.) An VI B zur weiteren Verfügung.
- 4.) Doppel z. d. A. VI V/VII 516


//-Obersturmführer.

POLIZIALE
Sonderdienststelle
4, Square Rapp
Paris

PARIS den 19 Juli 1941

NOTE FUER S.S. OBERSTURMFUEHRER KONITE

Ich habe die Ehre Ihnen mitzuteilen, dass ich mich gestern Abend um 20 Uhr zur Versammlung im Velodrome d'Anvers, organisirt von der "FRANZÖSISCHEN LEGION GEGEN DEN BOLSCHHEWISMUS", begeben habe.

Die Versammlung ist in den Tageblättern heute Morgen, Samstag den 19 Juli, erzählt, wie sie sich so ziemlich abge- spielt hat.

Einer nach dem Anderen haben das Wort ergriffen :
BOISSEL, Chef der "Französischen Front" und Direktor der Zeitung "Reveil du Peuple"; CLEMENTI, Chef der kollektivistischen nationalen Partei und Direktor der Zeitung "Le Pays libre"; COATANTINI, Chef der Französischen Ligue und Direktor der "L'APPEL"; Marcel DEAT, Chef des R.M.P.; Jacques DORIOT, Chef du P.P.F. und Direktor des "Cri du Peuple" und schliesslich DELONCLE der nationalen revolutionären Partei und Chef der Legion.

Die Einen wie Anderen haben fast einstimmigen Beifall erhalten. Es waren ungefähr 10 bis 12.000 Menschen anwesend, zum grössten Teil Mitglieder der obengenannten Parteien oder Sympathisierende.

Es scheint mir nicht, dass das "Pariser Volk" auf den Aufruf der Organisatoren geantwortet hat; immerhin ist es sicher, dass eine gewisse Anzahl Neugieriger und Vertreter anderer Gruppen, um Auskünfte einzuholen, da waren. Die Versammlung hat sich in der Ruhe abgespielt und man kann sagen ohne jeglichen Vorfall. Am Ausgang war ein sehr zahlreicher Ordnungsdienst (Mächter, Republikanische Garde, Kavallerie) an allen Zugängen verteilt.

Die Anwesenden haben besonders dem Marschall PETAIN und dem Reichkanzler A. HITLER Beifall gezollt. Einige Ausrufe ohne Bedeutung, ausser Geschrei gegen BATH, CHURCHILL und andere.

Es wurde besonders im Laufe der Versammlung von den verschiedenen Rednern über den Bolschhevismus gesprochen. Was die Maurerei anbelangt hat besonders Doriot behutsam darauf hingewiesen und nur allgemein, man hat eher Hinweis auf die Juden-Maurerei gemacht, ohne mehr.

gez: NOTSCHEL

*A: ij Fol B verwendet ✓
1) PA VI EI / VII 545. 1/1 597.44*

MINISTRE DE LA POLICE
Service spécial
des
Associations dissoutes
4, Square Rapp, PARIS-VII^e

PARIS le 19 JUILLET 1941

NOTICE POUR LA PRESSE

J'ai l'honneur de vous rendre compte que je me suis rendu hier soir, à 20 heures, au Vélodrome d'Hiver. La réunion organisée par la "Ligue Française pour la Liberté de la Presse" (L.F.P.L.P.).

La réunion est relatée, peu près comme elle s'est déroulée, dans les quotidiens de ce matin, Samedi 19 Juillet.

Pour le tour, ont eu la parole, BOISSIER, chef du Front Français et directeur du Réveil du Peuple, GILBERT, chef du parti national collectiviste et directeur du journal, *Le Paysan Libre*, COSTANTINI, chef de la Ligue Française et directeur de L'ARBELE, MARCEL DANT, chef du Rassemblement National Populaire, Jacques DORVILLE, chef du parti Populaire Français et directeur du CRI de France, et enfin DUCHESNE du parti national révolutionnaire et chef de la légion.

Les uns et les autres ont recueilli les applaudissements quasi unanimes des assistants qui étaient groupés au nombre de 10 à 12.000, pour la plupart des adhérents des partis *par les ligues* sus-indiqués ou des sympathisants.

Il ne m'a pas paru que le "peuple de Paris" ait répondu à l'appel des organisateurs; toutefois, il est certain qu'il y avait un certain nombre de curieux et des représentants de groupements autres, venus aux renseignements. La réunion s'est déroulée dans le calme et il n'y a pour ainsi dire, eu aucun incident. A la sortie, un gros nombre de services d'ordre (gardiens, gardes républicains, cavalerie) était disséminé aux abords.

Les assistants ont applaudi notamment le maréchal LÉTALIEU et le Chancelier A. HITLER. Quelques cris sans importance, si ce n'est des clameurs à l'adresse de BLUM, CHURCHILL et autres.

Il a surtout été parlé, au cours de la réunion, du belonevisisme, par les divers orateurs. En ce qui concerne la maçonnerie, c'est surtout DORVILLE qui y a fait allusion, discrètement, et d'une façon générale on a plutôt fait allusion à la juéo-maçonnerie, sans plus.

De Mouchet

Paris, am 29. 5. 41.

Freimaurerreferat
Polizei-Präfektur Paris.A k t e n v e r m e r k .Betreff: Insp. M ö r s c h e l ,
Polizei-Präfektur Paris,
Dienststelle 4 Square Rapp.

Am 29.5.41 vorm. 11 Uhr erschien bei dem Unterzeichneten
(Freimaurerreferat Pol.Präfektur Paris) Sonderfahrer Frank V o l m e r
von der hiesigen Abwehrstelle, ausgewiesen durch Personalausweis, aus-
gestellt von der Militärverwaltung Paris und teilte mit, dass gegen Insp.
M ö r s c h e l ein Attentat geplant sei.

Mörschel sei als eifriger Beamter gegen die Freimaurerei
und als Deutschenfreund bekannt geworden und müsse deshalb damit rechnen,
dass er in den nächsten Tagen beiseite geschafft werde, sei es dass er ei-
nem Autounfall zum Opfer falle oder sonstwie um die Ecke gebracht werde.
Ferner sei bekannt, dass er wegen seiner rührigen Tätigkeit sich bei Herrn
L a f o n t missliebig gemacht habe.

Der Gewährsmann von dem er diese Mitteilung erhalten habe,
sei ebenfalls Polizeiinsp. und einer der tüchtigsten und zuverlässigsten
Vertrauensmänner der Abwehrstelle. Er (Sdt. Volmer) habe es deshalb für
notwendig erachtet, sich selbst hierher zu bemühen, um rechtzeitig zu
warnen. An der Wahrscheinlichkeit der Durchführung des Vorhabens könne
nicht gezweifelt werden.

1) Insp. Mörschel wird von uns allgemein
zu Kopist eingestuft. Er glaubt
nicht, daß ihn von irgendeiner Seite
Gefahr drohen kann.

Hindemann
// U-Sturmführer.

2) JdA VII E 1 / VII 515.

Hindemann
25 JUNI 1941

VI E 1/VII 511.
Mo./Wo.

Paris, den 25. Februar 1942.

A k t e n v e r m e r k .

- 1.) Betrifft: Antifreimaurerpolizei für das besetzte Gebiet.

AG FR 1 hatte vor wenigen Tagen eine Unterredung mit Innenminister Pacheu, wobei dieser unter anderem erklärte, daß er hoffe, in Kürze mit seinen Plänen zur Schaffung der Antifreimaurerpolizei im besetzten Gebiet auch bei den deutschen Behörden durchgedrungen zu sein. Er sei sich hierüber bereits jetzt mit Kriegsverwaltungschef Dr. Best einig. Er werde alles daran setzen, um sein Ziel in möglichst kurzer Zeit zu erreichen. Was den derzeitigen Leiter des Freimaurerreferates bei der Polizeipräfektur Paris, Polizeioffizier Moerschel (hiesiger AG), angehe, werde er diesen Beamten niemals in seiner Stellung anerkennen können. Auf den Einwand des AG/FR 1, daß er Moerschel sicher überschätze, erklärte der Minister mit großer Erregung, er werde Moerschel entlassen und für sein jetziges Verhalten zur Rechenschaft ziehen, sobald er hierzu die Möglichkeit habe.

- 2.) SS-Obersturmbannführer Dr. Knochen m. d. B. um Kten.
3.) Z. d. A. VI E 1/VII 551.
4.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 515.
5.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 511.
6.) Für Lagebericht auswerten!

SS-Obersturmführer.

VI E 1 - VII 517

1911. 11. 17

Personenverzeichnis

Befug.: Inspektor Moerschel.

Fr. 7. 1911:

Wie beruflicher V-Nam. im folgenden Bericht:

Moerschel, Inspektor bei der Leitung der Police Judiciaire, ebenfalls im Kabinett Lafon, abkommandiert zur Kontrolle der Wahlkommissionen, Bureau Rom.

Der Vater von Moerschel war Präsident der Vereinigung der atheistischen und republikanischen Jugend des 11. Arrondissement (Vereinigung unter freimaurerischem Einfluss). Er wurde als solcher in die Ehrenlegion aufgenommen. Er war Wahlbevollmächtigter der Brüder ... Fiquet und Henri Patey.

Moerschel Sohn steht in Verbindung mit zahlreichen Freimaurern und Englandfreunden. Er war Sekretär des Salon des Jeunes (Adresse: Rue des Petits Champs) und hatte (également) für diese Vereinigung vom Ministerium für Nationale Erziehung und Sport Gelder, hat aber niemals ein Amt in der Verwaltung bekleidet.

Er rühmt sich, von Herrn Joseph (Abt) in der Bildung von Verbindungen unterstützt zu werden.

Er ist ein Mitarbeiter von Carudo. Er vermittelt Freunden bei einem gewissen Dalilier im Kabinett des Polizeipräfekten die Erlaubnis eines von Passierschiffen.

Man sagt ihm nach, dass er sich mit Fahnenverkauf im Schwarzhandel beschäftigt.

FR. 7.

~~77 Oberstaatsanwalt~~

Viz.

- 1) 1/0 Stuba. Dr. Knochen
m.d.B. um Kenntnissnahme.
- 2) zur PA.
- 3) Doppel z.d.A. VI E 1 - VII 517
- 4) zur weiteren Bearbeitung abgegeben

1) Kg. 1) H. g. ...
 2) JdA VI E 1 / VII 515. ...

IV 20 VII 11
in the ...

Receipt ...
Volume ...
...

The following ...
...
...

Centered

Handwritten signature

- VII.
1. zd . VII 515.
 2. Do. . VII 511.

VI W/VII 515

Paris le 17 Février 1943

N° 50

Ag. Fr. 5. communique au sujet d'un tract communiste adressé à la Société Théosophique, 4 Square RAPP.

N° 8

Janvier 1943

" J'ACCUSE " !

Souscrivez au fonds de

Solidarité en faveur des

victimes du racisme barbare

ORGANE DU MOUVEMENT NATIONAL CONTRE LA BARBARIE RACISTE.

Devant le monstrueux bilan des massacres de l'année écoulée jurons au seuil de la nouvelle année de renforcer notre lutte contre les assassins hiltériens qui souillent notre Patrie de leurs crimes racistes.

Contre les 4 millions de Juifs amenés de tous les pays de l'EUROPE occupée et "encerclés" dans les ghettos de POLOGNE, une gigantesque bataille d'anéantissement est menée d'après un plan minutieusement établi. Plus d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants exterminés au cours de l'année 1942. Plusieurs trains d'enfants déraillés. Des milliers de femmes juives faites prisonnières dans les maisons de tolérance pour les héroïques soldats allemands...

N'est-ce pas un bilan impressionnant de l'année passée, des faits d'armes glorieux dont peut s'enorgueillir à juste titre le génie militaire du Führer ?

Mais le monde civilisé tout entier a poussé un cri d'horreur en apprenant ces faits terrifiants. La vision de cette Hécatombe des innocents a fait se dresser un mur de haine et de mépris entre les auteurs de ces massacres, ramassis d'assassins professionnels, et la masse innombrable de ceux qui ont conservé des sentiments humains.

La rage des assassins hiltériens devient de autant plus furieuse qu'ils sentent approcher l'heure du châtement. Ils sentent le tournant décisif qui s'est opéré dans la guerre. Réduits à la défensive sur tous les fronts ils voient se dessiner le spectre d'un 2ème front en EUROPE et la pous-

sée vengeresse des insurrections dans les pays occupés. Et dans notre pays l'occupation de tout le territoire, la dissolution de l'armée de l'armistice, les événements de TOULON, ont accentué l'opposition contre les occupants. Une volonté d'union et de lutte libératrice anime la FRANCE.

Afin de briser l'union de notre peuple et de le terroriser, les hitlériens s'appêtent à déclancher une nouvelle vague de massacres anti-sémites. Des milliers de familles juives sont de nouveau désignées à la déportation et à l'extermination. Ce sont les naturalisés depuis 1927', les juifs alsaciens, les femmes ayant des enfants de plus d'un an.

Un nouveau 16 Juillet s'organise faisant planer la mort sur des milliers d'êtres humains sans défense, tandis que l'abrutissement raciste, est en train de devenir obligatoire à tous les degrés de l'enseignement pour avilir l'âme de nos enfants.

Le pillage des logements des internés est organisé méthodiquement. Français, au seuil de la nouvelle année qui s'annonce comme une année de lutte décisive et de victoire jurons de faire tout notre possible pour arrêter la main des bourreaux.

-:--:--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

UN MONUMENT D'IMPUDENCE

La "PARISER ZEITUNG" du 20 Décembre 1942 a publié un reportage sur un camps de juifs en EUROPE Orientale, en réponse "aux légendes d'atrocités de Roosevelt". Il s'agit de deux villes où ont été concentrés des juifs slovaques et d'autres déportés, provenant en particulier de FRANCE. Dans ces villes anonymes, les conditions d'habitation ou de travail, l'hygiène, le ravitaillement seraient des plus satisfaisants. Les Juifs eux-mêmes se déclarent heureux et ne savent comment exprimer leur reconnaissance au généreux régime national-socialiste qui les a dotés d'un si grand confort. Leur seul regret est de n'avoir pas encore été rejoints dans ces agréables séjours par leurs amis et connaissances,

AINSI que par tous les juifs d'EUROPE. Des photos illustrent l'article . Sur l'une quelques hommes au visage maigre et soucieux, sur une autre des jeunes femmes en costumes d'infirmières souriantes et réjouies. Mais le fait que l'une d'elles porte l'étoile de David ne suffit pas à conférer à ce document un caractère d'authenticité ! On reste ahuris devant ces russes grossières, ces malices cousues d'un câble blanc.

Ainsi qui l'eût dit ? QUI l'eût cru ? C'est pour leur bien qu'on déporte les juifs en EUROPE Orientale. Les vociférations du Führer promettant à chacun de ses discours l'anéantissement des juifs, jurant qu'on ne verra plus jamais de sourire sur leur visage, autant de paroles en l'air.

L'absence de toute correspondance entre les déportés et leur famille est sans doute aussi une preuve de bienveillance à leur égard. Les innombrables témoignages recueillis par les gouvernements polonais et soviétique les récits hallucinants publiés conjointement par les gouvernements alliés, autant de calomnies ou de divagations ! Ils ont sans doute rêvé, ceux qui, en FRANCE même ont vu les cadavres vivants sortir du camp de DRANCY ? ou qui ont été témoins des horreurs du Vel'd'Hiv... Notons en passant que le reporter a oublié de nous dire si les mères séparées de leurs enfants depuis des mois lui ont demandé de leurs nouvelles.

En vérité, pour qui nous prenâtes ? Mais ces mensonges mêmes, tout maladroits et contradictoires qu'ils puissent être, sont révélateurs. ILS sont la preuve que la protestation unanime du monde civilisé gêne les assassins, qu'ils commencent à prendre peur devant la réprobation universelle et la menace des justes châtements. Contre toute vraisemblance, ils nient, ils mettent sur ce qui leur sert de cœur leurs mains rouges et dégouttantes de sang et prennent des airs d'innocence colonisée ! Raison de plus pour que la clameur vengeresse de l'humanité outragée s'élève plus haute et plus menaçante, et poursuive jusqu'à leur anéantissement final les

monstres hiltériens et leurs complices.

LE MONDE CIVILISE CONDAMNE LES MASSACRES DES JUIFS.

Le ministre américain Cordell BULL a annoncé dernièrement qu'une procédure spéciale serait établie pour juger les responsables et les auteurs des crimes envers les juifs. Un châtimant exemplaire, a-t-il dit, sera infligé aux hiltériens et à leurs complices. La liste des criminels atteint déjà 3.000 .

LES ALLEMANDS DES ETATS-UNIS FLETRISSENT LA BARBARIE RACISTE .

LES organisations et institutions des Allemands habitant les ETATS-UNIS viennent de publier un manifeste qui condamne en termes très énergique l'extermination des juifs par l'Allemagne hiltérienne.

LE GOUVERNEMENT SUEDOIS VEUT SAUVER LES JUIFS NORVEGIENS .

Avant la déportation des juifs norvégiens ,le gouvernement suédois a demandé aux autorités allemandes de les laisser rentrer en SUEDE. Cette demande a été rejetée .

... ET EN FRANCE .

Dans plusieurs églises de Paris et de la banlieue parisienne des prêtres ont prêché contre les tueries des juifs en POLOGNE. Ils ont appelé les fidèles à prier pour les victimes et à secourir les persécutés.

De hautes personnalités françaises, des savants, des hommes de lettres, des universitaires, etc. ont donné leur adhésion au Mouvement National contre la barbarie raciste en l'appuyant moralement et matériellement.

Professeurs et instituteurs! ne permettez pas de transformer l'école française en un foyer de haine raciale et de pogroms. Boycottez l'enseignement du racisme.

VI W

monstrer, hétérodoxe et leurs complices.

1. Meldung stamm von AG FR..... 5

LE MONDE CIVILISE COMMANDE LA BARRIÈRE DES JUIFS.

2. An L VI m. e. B. u. Khen.

le ministre américain Cordell Hull a annoncé dernièrement qu'une procé-

3. An zur weiler Verfügung

4. An zur Kenntnis

aux ministres et à la presse des pays alliés

1943 2.00

LES ALLEMANDS DES ETATS UNIS LA BARRIÈRE NACISTE

Handwritten signature and scribbles

LES organisations et institutions allemandes habitant les ETATS-UNIS viennent de publier un manifeste qui condamne en termes très énergiques l'extermination des juifs par l'Allemagne hitlérienne.

Centered

LE GOVERNEMENT SUÉDOIS VEUT SAUVER LES JUIFS NORVÉGIENS.

Avant la déportation des juifs norvégiens, le gouvernement suédois a demandé aux autorités allemandes de les laisser rentrer en SUÈDE. Cette demande a été rejetée.

... ET EN FRANCE

Dans plusieurs églises de Paris et de la banlieue parisienne des prêtres ont prêché contre les turcs des juifs en POLOGNE. Ils ont appelé les fidèles à prier pour les victimes et à secourir les persécutés. De hautes personnalités françaises, des savants, des hommes de lettres, des universitaires, etc. ont donné leur adhésion au mouvement National contre la barbarie raciste en l'appuyant matériellement et moralement.

Professeurs et instituteurs! ne permettez pas de transformer l'école française en un foyer de haine raciale et de pogroms. boycotter l'enseignement du racisme.

VI W/VII 515

Paris le 17 Février 1943

N° 50

Ag. Fr. 5. communique au sujet d'un tract communiste adressé à la Société Théosophique, 4 Square RAPP.

N° 8

Janvier 1943

" J'ACCUSE " 1

Souscrivez au fonds de

Solidarité en faveur des

victimes du racisme barbare

ORGANE DU MOUVEMENT NATIONAL CONTRE LA BARBARIE RACISTE.

Devant le monstrueux bilan des massacres de l'année écoulée jurons au seul
de la nouvelle année de renforcer notre lutte contre les assassins hilté-
riens qui souillent notre Patrie de leurs crimes racistes.

Contre les 4 millions de Juifs amenés de tous les pays de l'EUROPE occupée et "encerclés" dans les ghettos de POLOGNE, une gigantesque bataille d'anéantissement est menée d'après un plan minutieusement établi. Plus d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants exterminés au cours de l'année 1942. Plusieurs trains d'enfants déraillés. Des milliers de femmes juives faites prisonnières dans les maisons de tolérances pour les héroïques soldats allemands...

N'est-ce pas un bilan impressionnant de l'année passée, des faits d'armes glorieux dont peut s'enorgueillir à juste titre le génie militaire du Führer ?

Mais le monde civilisé tout entier a poussé un cri d'horreur en apprenant ces faits terrifiants. La vision de cette Hécatombe des innocents a fait se dresser un mur de haine et de mépris entre les auteurs de ces massacres, ramassis d'assassins professionnels, et la masse innombrable de ceux qui ont conservé des sentiments humains.

La rage des assassins hiltériens devient de plus en plus furieuse qu'ils sentent approcher l'heure du châtement. Ils sentent le tournant décisif qui s'est opéré dans la guerre. Réduits à la défensive sur tous les fronts ils voient se dessiner le spectre d'un 2ème front en EUROPE et la pou-

sée vengeresse des insurrections dans les pays occupés. Et dans notre pays l'occupation de tout le territoire, la dissolution de l'armée de l'armistice, les événements de TOULON, ont accentué l'opposition contre les occupants. Une volonté d'union et de lutte libératrice anime la FRANCE.

Afin de briser l'union de notre peuple et de le terroriser, les hitlériens s'appêtent a déclancher un e nouvelle vague de massacres anti-sémites. Des milliers de fammilles juives sont de nouveau désignées à la déportation et à l'extermination. Ce sont les naturalisés depuis 1927', les juifs alsaciens, les femmes ayant des enfants de plus d'un an.

Un nouveau 16 Juillet s'organise faisant planer la mort sur des milliers d'êtres humains sans défense, tandis que l'abrutissement raciste, est en train de devenir obligatoire à tous les degrés de l'enseignement pour avilir l'âme de nos enfants.

Le pillage des logements des internés est organisés méthodiquement. Français, au seuil de la nouvelle année qui s'annon-ce comme une année de lutte décisive et de victoire jurons de faire tout notre possible pour arrêter la main des bourreaux.

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

UN MONUMENT D'IMPUDENCE

La "PARISER ZEITUNG" du 20 Décembre 1942 a publié un reportage sur un camps de juifs en EUROPE Orientale, en réponse "aux légendes d'atrocités de Roosevelt". Il s'agit de deux villes où ont été concentrés des juif slovaques et d'autres déportés, provenant en particulier de FRANCE. Dans ces villes anonymes, les conditions d'habitation ou de travail, l'hygiène, le ravitaillement seraient des plus satisfaisants. Les Juifs eux-mêmes se déclarent heureux et ne savent comment exprimer leur reconnaissance au généreux régime national-socialiste qui les a dotés d'un si grand confort. Leur seul regret est de n'avoir pas encore été rejoints dans ces agréables séjours par leurs amis et connaissances,

AINSI que par tous les juifs d'EUROPE. Des photos illustrent l'article . Sur l'une quelques hommes au visage maigre et soucieux, sur une autre des jeunes femmes en costumes d'infirmières souriantes et réjouies. Mais le fait que l'une d'elles porte l'étoile de David ne suffit pas à conférer à ce document un caractère d'authenticité ! On reste ahuris devant ces russes grossières, ces malices cousues d'un câble blanc.

Ainsi qui l'eût dit ? QUI l'eût cru ? C'est pour leur bien qu'on déporte les juifs en EUROPE Orientale. Les vociférations du Führer promettant à chacun de ses discours l'anéantissement des juifs, jurant qu'on ne verra plus jamais de sourire sur leur visage, autant de paroles en l'air.

L'absence de toute correspondance entre les déportés et leur famille est sans doute aussi une preuve de bienveillance à leur égard. Les innombrables témoignages recueillis par les gouvernements polonais et soviétique les récits hallucinants publiés conjointement par les gouvernements alliés, autant de calomnies ou de divagations ! Ils ont sans doute rêvé, ceux qui, en FRANCE même ont vu les cadavres vivants sortis du camp de DRANCY ? ou qui ont été témoins des horreurs du Vel'd'liv... Notons en passant que le reporter à oublié de nous dire si les mères séparées de leurs enfants depuis des mois lui ont demandé de leurs nouvelles.

En vérité, pour qui nous prenâton ? Mais ces mensonges mêmes, tout maladroits et contradictoires qu'ils puissent être, sont révélateurs. ILS sont la preuve que la protestation unanime du monde civilisé gêne les assassins, qu'ils commencent à prendre peur devant la réprobation universelle et la menace des justes châtements. Contre toute vraisemblance, ils nient, ils mettent sur ce qui leur sert de coeur leurs mains rouges et dégouttantes de sang et prennent des airs d'innocence colonisée ! Raison de plus pour que la clameur vengeresse de l'humanité outragée s'élève plus haute et plus menaçante, et poursuive jusqu'à leur anéantissement final les

WW IV

monstres hitlériens et leurs complices.

LE MONDE CIVILISE CONDAMNE LES MASSACRES DES JUIFS.

Le ministre américain Cordell HULL a annoncé dernièrement qu'une procédure spéciale serait établie pour juger les responsables et les auteurs des crimes envers les juifs. Un châtimant exemplaire, a-t-il dit, sera infligé aux hitlériens et à leurs complices. La liste des criminels atteint déjà 3.000 .

LES ALLEMANDS DES ETATS-UNIS FLETRISSENT LA BARBARIE RACISTE .

LES organisations et institutions des Allemands habitant les ETATS-UNIS viennent de publier un manifeste qui condamne en termes très énergique l'extermination des juifs par l'Allemagne hitlérienne.

LE GOUVERNEMENT SUEDOIS VEUT SAUVER LES JUIFS NORVECIENS .

Avant la déportation des juifs norvégiens ,le gouvernement suédois a demandé aux autorités allemandes de les laisser rentrer en SUEDE. Cette demande a été rejetée .

... ET EN FRANCE .

Dans plusieurs églises de Paris et de la banlieue parisienne des prêtres ont prêché contre les tueries des juifs en POLOGNE. Ils ont appelé les fidèles à prier pour les victimes et à secourir les persécutés.

De hautes personnalités françaises, des savants, des hommes de lettres, des universitaires, etc. ont donné leur adhésion au Mouvement National contre la barbarie raciste en l'appuyant moralement et matériellement.

Professeurs et instituteurs! ne permettez pas de transformer l'école française en un foyer de haine raciale et de pogroms. Boycottez l'enseignement du racisme.

VI W 1

1. Meldung - kommt von: AG FR.....

2. Anl. V. d. B. d. V. L. N. A. 2

3. Anl. V. d. B. d. V. L. N. A. 2

4. Anl. V. d. B. d. V. L. N. A. 2

5. Z. d. A. V. W. V. L. N. A. 2

Handwritten signature and scribbles

LES ALLEMANDS DES ETATS BARBARES NAZIS

LES ORGANISATIONS ET LES INSTITUTIONS DES ALLEMANDS HABITANT LES ETATS-UNIS VIENNENT DE PUBLIER UN MANIFESTE QUI CONDAMNE EN TERMES TRÈS ÉNERGIQUES L'EXTERMINATION DES JUIFS PAR L'ALLEMAGNE NAZIE.

LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS VEUT SAUVER LES JUIFS NORVÉGIENS.

AVANT LA DÉPORTATION DES JUIFS NORVÉGIENS, LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS A DEMANDÉ AUX AUTORITÉS ALLEMANDES DE LES LAISSER RENTRER EN SUÈDE. CETTE DEMANDE A ÉTÉ REJETÉE.

... ET EN FRANCE

DANS PLUSIEURS ÉGLISES DE PARIS ET DE LA BANLIEUE PARISIENNE LES PRÊTRES ONT PRÊCHÉ CONTRE LES TUERIES DES JUIFS EN POLOGNE. ILS ONT APPELÉ LES FIDÈLES À Prier pour les victimes et à secourir les persécutés. DE HAUTES PERSONNALITÉS FRANÇAISES, DES SAVANTS, DES HOMMES DE LETTRES, DES UNIVERSITAIRES, ETC. ONT DONNÉ LEUR ADHÉSION AU MOUVEMENT NATIONAL CONTRE LA BARBARIE NAZIE EN L'APPUYANT MORALEMENT ET MATÉRIELLEMENT.

PROFESSEUR ET INSTITuteur

L'ÉCOLE FRANÇAISE A ÉTÉ LAISSÉE EN L'ÉTAT DE LAISSER-FAIRE. L'ASSASSINAT DES JUIFS

Paris le 16 Février 1943

N° 49 A. g; Fr.5 communique au sujet d'un tract communiste adressé
à la Société Théosophique ,4 Square Rapp .

N° 7
25 Décembre 1942 " J' ACCUSE ! "

ORGANE DU MOUVEMENT NATIONAL CONTRE LA BARBARIE RACISTE

La Pologne toute entière, vaste abattoir des juifs. Par dizaine de milliers femmes, enfants, vieillards, malades sont massacrés. 360.000 êtres humains assassinés dans le Ghetto de Varsovie. Le monde entier se révolte et clame sa haine envers les massacreurs nazis. Onze gouvernements dressent un acte d'accusation. Le Parlement britannique demande le châtement suprême pour les assassins. Journée de deuil, manifestations, protestations dans tous les pays libres.

Français! Joignons-nous à la protestation et à l'action du monde civilisé, qu'un cri unanime s'élève dans toute la France.

Renforçons la lutte pour chasser de notre sol les barbares.

Les progroms sanglants qui ont commencé le 17 Juillet contre les Juifs en Pologne et qui continuent encore ont ému le monde entier.

Le Parlement britannique a consacré une séance à cette tragédie et une minute de silence a été observée à la mémoire des martyrs.

Des manifestations grandioses de protestation se déroulent dans tous les pays libres. Onze gouvernements se sont entendus en vue d'exercer une pression sur l'Allemagne pour faire cesser ces massacres. Ils viennent de dresser un bilan horrible des atrocités qui bouleversent la conscience humaine.

Sur 400.000 Juifs de Varsovie il en reste 40.000. Radem 28.500 Juifs exterminés sur 30.000. A Piétrokow il reste 2.000 Juifs sur 20.000. A Vilno, la totalité de la population juive a été massacrée; même extermination dans

d'autres villes, dans les pays Baltes; en Ukraine et en Biélorussie.

Le sang se glace dans les veines aux récits de ces atrocités. Ainsi dans une petite ville de Pologne tous les enfants Juifs rassemblés dans une école ont été brûlés vifs, des mères qui imploraient pitié pour leurs enfants ont eu les yeux arrachés par les sadiques hitlériens. Ailleurs des milliers d'enfants ont été noyés dans la Vistule et dans des canaux, des nouveaux-nés étranglés et leurs mères assommées.

Ce ne sont pas des crimes isolés d'agents subalternes mais des actes prémédités et organisés selon un plan tracé à l'avance par le gouvernement hitlérien.

En application de ce plan diabolique les hommes valides sont parqués dans les camps de travail, où on leur inflige des souffrances intolérables et où ils meurent au bout de peu de temps; des femmes, des vieillards, des enfants, des malades et des infirmes sont anéantis avec une sauvagerie bestiale, sans exemple dans l'histoire. Toute sorte de supplices sont en oeuvre: chambres à gaz, empoisonnements, fusillades, champs de mine courant électrique, etc...

C'est aussi en appliquant ce plan que 11.000 Juifs déportés de France, inaptes au travail, ont été asphyxiés en route; 5000 atteints par des épidémies; brûlés vifs, et le même sort est réservé à des dizaines de milliers de familles de déportés de tous les pays occupés vers la Pologne que les canibales nazis ont transformée en une vaste abattoir où le sang coule à flots.

C'est dans le même but qu'ils s'apprêtent à organiser un 16 Juillet dans l'autre zone où les préparatifs sont faits et à frapper des mêmes mesures les Juifs français. C'est selon ce même programme que ces monstres et leurs complices ramassent chez nous des enfants juifs, des bébés de 2 mois et moins encore, des vieillards et des infirmes pour les envoyer à une mort atroce.

français, nous ne pouvons pas rester passifs devant ces meurtres dont le sang rejaillit sur notre pays. Le comité National de la France Combattante s'est associé à l'initiative et à l'action des gouvernements libres. A notre tour de montrer que nous sommes solidaires de la protestation indignée du monde entier. Dressons-nous d'un seul élan contre ces crimes hitlériens; qu'un cri unanime s'élève dans toute la France opprimée et meurtrie, clamant notre haine aux assassins, notre sympathie agissante aux victimes! Aidez-nous à arracher les enfants et les vieillards à une mort cruelle! Camouflons-les et secourons-les! Donnons asile aux persécutés! Formons partout des comités anti-racistes! Que les nazis de chez nous sachent que les Français défendent le droit de tout être humain à la vie ^{sacré}. Le jour du règlement de comptes approche! Tous à l'action pour chasser de notre sol les assassins qui le souillent de leurs crimes!

L'HUMANITE ENTIERE SE DRESSE CONTRE LES ASSASSINS.

38

88

Acte d'accusation dressé par II Nations.

Dans le manifeste lancé au monde entier par les II Nations et C.N.F. nous lisons :

"Dans tous les pays occupés par l'Allemagne, les juifs sont privés de tous les droits de l'homme et ils'y déroule un horrible processus d'extermination. C'est surtout la Pologne qui, en est le théâtre. C'est là que des dizaines de milliers de juifs de différents pays d'Europe occupée ont été déportés. Aucune nouvelle ne parvient de ces malheureux dont des milliers sont morts au cours du trajet. Des centaines de milliers d'hommes de femmes et d'enfants sont morts au cours du trajet. Des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont été massacrés par tous les moyens.

Les Nations sousignées font connaître au monde entier ces crimes monstrueux envers un peuple innocent et ils sont décidés à appliquer le châtiment suprême à tous les criminels nazis et à tous ceux qui les aident dans

leur plan d'extermination.

La Chambre des Communes flétrit les atrocités commises

Envers les Juifs;

M. Eden, ministre des affaires étrangères de Grande-Bretagne, a prononcé un discours important à la chambre des Communes au sujet des massacres des juifs. Après avoir retracé les horribles tueries des populations juives, le ministre déclare catégoriquement que les Alliés sont décidés à mettre fin à la barbarie raciste, honte de l'humanité. "Il n'y a pas de place dans le monde futur a-t-il dit, pour ceux qui commettent ces bestialités envers les hommes, les femmes et les enfants du peuple juif."

Toute l'Assemblée observe debout une minute de silence en hommage aux martyrs de la barbarie hitlérienne.

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Le gouvernement suédois, apprenant que les quelques milliers de juifs norvégiens allaient être déportés en Pologne, leur a offert asile en Suède. Cette proposition trop humaine a été repoussée par les autorités allemandes et le gouvernement Quisling.

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Le 30 Novembre dernier, l'EGLISE de Suède a organisé une journée de solidarité de protestation contre les persécutions des juifs en Europe. Une lettre de protestation, rédigée par le haut clergé et signée par l'archevêque Heden, a été lue dans toutes les églises. Nous y lisons: "Comme hommes et comme chrétiens, nous appelons chacun à la lutte contre l'Antisémitisme sauvage;"

Une grandiose manifestation organisée par des prêtres et de hautes personnalités contre les persécutions des juifs a eu lieu à Genève. L'ordre du jour suivant fut adopté: "Les espoirs de l'Eglise sont unis à jamais aux espoirs des JUIFS. L'antisémitisme est incompatible avec la chrétienté".

L'UNIVERSITE FRANCAISE N'est pas mûre pour le RACISME:

Tout dernièrement le nazi Abel BONNARD a créé à la Sorbonne la chaire d'histoire du Judaïsme, et l'a confiée à M. LABROUË qui ne sait ni l'hébreu ni le yidisch et que rien ne qualifie pour l'enseignement dont il est chargé, si ce n'est la publication d'un livre d'une mauvaise foi inique: VOLTAIRE anti-juif. Le conseil de la FACULTE a proféré à l'unanimité contre le fait que, contrairement à l'usage universitaire, il n'a pas été consulté ni pour la création de la chaire ni pour la désignation du titulaire, le doyen, qui n'avait connu la nouvelle que par le journal officiel, n'est abstenu d'assister à la séance de la leçon inaugurale, de même que les autres professeurs. Par contre Darquier de PELLEPOIX représentait brillamment la culture française nouvelle manière. Le cours a été tel qu'on pouvait s'y attendre: un tissu d'affirmations gratuites, d'absurdité et d'exaltations haineuses. Le "professeur" s'est borné à se réclamer de la prétendue tradition anti-juive du peuple français. Il se charge d'expliquer par l'internationalisme et le parasitisme juifs tous les faits saillants de l'histoire de FRANCE et de l'histoire UNIVERSELLE. Les étudiants venus là par curiosité, n'ont pas tardé à manifester leur mépris à ce singulier enseignement en "chahutant" et en sortant les uns après les autres. La Sorbonne a montré le cas qu'elle fait des "savants" racistes. ~~NUL~~ Nul doute qu'un accueil semblable soit réservé au cours d'anthropologie confié à un autre triste sire, le nommé MONTANDON.

~~~~~

L'UNIVERSITÉ FRANÇAISE N'est pas morte pour le fascisme

1. Meldung stammt von AG <sup>5</sup>

2. An L. VI. m. B.

3. An <sup>II A</sup>

zur Verfügung

4. An <sup>III A</sup>

zur Kenntnis

5

4-2-43

Tout dernièrement, le Journal de la Sorbonne a été à la Sorbonne la chaire de l'histoire du Judaïsme, et c'est à la Sorbonne que l'histoire du Judaïsme a été enseignée. On a vu par là que l'Université française n'est pas morte pour le fascisme, et que son enseignement est toujours vivant.

On a vu par là que l'Université française n'est pas morte pour le fascisme, et que son enseignement est toujours vivant. On a vu par là que l'Université française n'est pas morte pour le fascisme, et que son enseignement est toujours vivant.

On a vu par là que l'Université française n'est pas morte pour le fascisme, et que son enseignement est toujours vivant. On a vu par là que l'Université française n'est pas morte pour le fascisme, et que son enseignement est toujours vivant.

On a vu par là que l'Université française n'est pas morte pour le fascisme, et que son enseignement est toujours vivant. On a vu par là que l'Université française n'est pas morte pour le fascisme, et que son enseignement est toujours vivant.

-----

VI W/VII 515

Paris le 16 Février 1943

N° 49 Ag; Fr.5 communique au sujet d'un tract communiste adressé à la Société Théosophique ,4 Square Rapp .

N° 7  
25 Décembre 1942 " J' ACCUSE ! "

ORGANE DU MOUVEMENT NATIONAL CONTRE LA BARBARIE RACISTE

La Pologne toute entière, vaste abattoir des juifs. Par dizaine de milliers femmes, enfants, vieillards, malades sont massacrés. 360.000 êtres humains assassinés dans le Ghetto de Varsovie. Le monde entier se révolte et clame sa haine envers les massacreurs nazis. Onze gouvernements dressent un acte d'accusation. Le Parlement britannique demande le châtime<sup>Centered</sup>nt suprême pour les assassins. Journée de deuil, manifestations, protestations dans tous les pays libres.

Français! Joignons-nous à la protestation et à l'action du monde civilisé, qu'un cri unanime s'élève dans toute la France.

Renforçons la lutte pour chasser de notre sol les barbares.

Les progroms sanglants qui ont commencé le 17 Juillet contre les Juifs en Pologne et qui continuent encore ont ému le monde entier.

Le Parlement britannique a consacré une séance à cette tragédie et une minute de silence a été observée à la mémoire des martyrs.

Des manifestations grandioses de protestation se déroulent dans tous les pays libres. Onze gouvernements se sont entendus en vue d'exercer une pression sur l'Allemagne pour faire cesser ces massacres. Ils viennent de dresser un bilan horrible des atrocités qui bouleversent la conscience humaine.

Sur 400.000 Juifs de Varsovie il en reste 40.000. Radem 28.500 Juifs exterminés sur 30.000. A Piétrokow il reste 2.000 Juifs sur 20.000. A Vilno, la totalité de la population juive a été massacrée; même extermination dans

d'autres villes, dans les pays Baltes; en Ukraine et en Biélorussie.

Le sang se glace dans les veines aux récits de ces atrocités. Ainsi dans une petite ville de Pologne tous les enfants Juifs rassemblés dans une école ont été brûlés vifs, des mères qui imploraient pitié pour leurs enfants ont eu les yeux arrachés par les sadiques hitlériens. Ailleurs des milliers d'enfants ont été noyés dans la Vistule et dans des canaux, des nouveaux-nés étranglés et leurs mères assommées.

Ce ne sont pas des crimes isolés d'agents subalternes mais des actes prémédités et organisés selon un plan tracé à l'avance par le gouvernement hitlérien.

En application de ce plan diabolique les hommes valides sont parqués dans les camps de travail, où on leur inflige des souffrances intolérables et où ils meurent au bout de peu de temps; des femmes, des vieillards, des enfants, des malades et des infirmes sont anéantis avec une sauvagerie bestiale, sans exemple dans l'histoire. Toute sorte de supplices sont en oeuvre: chambres à gaz, empoisonnements, fusillades, champs de mines, courant électrique, etc...

C'est aussi en appliquant ce plan que 11.000 Juifs déportés de France, inaptes au travail, ont été asphyxiés en route; 5000 atteints par des épidémies; brûlés vifs, et le même sort est réservé à des dizaines de milliers de familles de déportés de tous les pays occupés vers la Pologne que les canibales nazis ont transformée en une vaste abattoir où le sang coule à flots.

C'est dans le même but qu'ils s'approprient à organiser un 16 Juillet dans l'autre zone où les préparatifs sont faits et à frapper des mêmes mesures les Juifs français. C'est selon ce même programme que ces monstres et leurs complices ramassent chez nous des enfants juifs, des bébés de 2 mois et moins encore, des vieillards et des infirmes pour les envoyer à une mort atroce.

français, nous ne pouvons pas rester passifs devant ces meurtres dont le sang rejaillit sur notre pays. Le comité National de la France Combattante s'est associé à l'initiative et à l'action des gouvernements libres. A notre tour de montrer que nous sommes solidaires de la protestation indignée du monde entier. Dressons-nous d'un seul élan contre ces crimes hitlériens; qu'un cri unanime s'élève dans toute la France opprimée et meurtrie, clamant notre haine aux assassins, notre sympathie agissante aux victimes! Aidez-nous à arracher les enfants et les vieillards à une mort cruelle! Camouflons-les et secourons-les! Donnons asile aux persécutés! Formons partout des comités anti-racistes! Que les nazis de chez nous sachent que les Français défendent le droit de tout être humain à la vie. Le jour du règlement de comptes approche! Tous à l'action pour chasser de notre sol les assassins qui le souillent de leurs crimes!

---

L'HUMANITE ENTIERE <sup>Centered</sup> SE DRESSE CONTRE LES ASSASSINS.

88

88

---

Acte d'accusation dressé par II Nations.

Dans le manifeste lancé au monde entier par les II Nations et C.N.F. nous lisons :

"Dans tous les pays occupés par l'Allemagne, les juifs sont privés de tous les droits de l'homme et ils'y déroule un horrible processus d'extermination. C'est surtout la Pologne qui, en est le théâtre. C'est là que des dizaines de milliers de juifs de différents pays d'Europe occupée ont été déportés. Aucune nouvelle ne parvient de ces malheureux dont des milliers sont morts au cours du trajet. Des centaines de milliers d'hommes de femmes et d'enfants sont morts au cours du trajet. Des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont été massacrés par tous les moyens.

Les Nations sousignées font connaître au monde entier ces crimes monstrueux envers un peuple innocent et ils sont décidés à appliquer le châtiment suprême à tous les criminels nazis et à tous ceux qui les aident dans



L'UNIVERSITE FRANCAISE N'est pas mûre pour le RACISME:

Tout dernièrement le nazi Abel BONNARD a créé à la Sorbonne la chaire d'histoire du Judaïsme, et l'a confiée à M. LABROUË qui ne sait ni l'hébreu ni le yidisch et que rien nequalifie pour l'enseignement dont il est chargé, si ce n'est la publication d'un livre d'une mauvaise foi inique: VOLTAIRE anti-juif. Le conseil de la FACULTE a protesté à l'unanimité contre le fait que, contrairement à l'usage universitaire, il n'a pas été consulté ni pour la création de la chaire ni pour la désignation du titulaire, le doyen, qui n'avait connu la nouvelle que par le journal officiel, s'est abstenu d'assister à la séance de la leçon inaugurale, de même que les autres professeurs. Par contre Darquier de PELLEPOIX représentait brillamment la culture française nouvelle manière. Le cours a été tel qu'on pouvait s'y attendre: un tissu d'affirmations gratuites, d'absurdité et d'exaltations haineuses. Le "professeur" s'est borné à se réclamer de la prétendue tradition anti-juive du peuple français. Il se charge d'expliquer par l'internationalisme et le parasitisme juifs tous les faits saillants de l'histoire de FRANCE et de l'histoire UNIVERSELLE. Les étudiants venus là par curiosité, n'ont pas tardé à manifester leur mépris à ce singulier enseignement en "chahutant" et en sortant les uns après les autres. La Sorbonne a montré le cas qu'elle fait des "savants" racistes. Nul doute qu'un accueil semblable soit réservé au cours d'anthropologie confié à un autre triste sire, le nommé MONTANDON.

~~~~~

VIV

1. Mitteilung vom 22. FR...

Tout d'abord, le fait que la Sorbonne la chaire de...
2. An...
histoire de Judaïsme, et l'a confiée à...
3. An...
ni le yidisch et que rien ne justifie pour l'instant...

4. An... zur Kenntnis
chargé, et ce n'est la première fois que...
VOLTAIRE anti-juif. Le comité...
5. An...
contre le fait que, contrairement à l'usage universitaire, il n'a pas été

connu ni pour la création de la chaire ni pour la désignation du titulaire, le doyen, qui n'avait connu la décision que par le journal officiel, n'est intervenu à la séance de la Sorbonne inaugurale, de même que les autres professeurs. Par contre, PHILIPPOUX repré-

3 4 2 43

sentait brillamment la culture française nouvelle. Le cours a été tel qu'on pouvait s'y attendre: un tissu d'affirmations gratuites, d'absurdités et d'excitations. Le "professeur" a été bon à se réjouir de la prétendue tradition anti-juive du peuple français. Il se char-

ge d'expliquer par l'internationalisme et le pacarisme juifs tous les faits saillants de l'histoire de FRANCE et de l'histoire UNIVERSITAIR

Les étudiants venus là par curiosité, n'ont pas tardé à manifester leur mépris à ce singulier enseignement en "charmant" et en sortant les uns après les autres. La Sorbonne a menti le cas qu'elle fait des "savants"

La Sorbonne n'a d'ailleurs rien de plus à offrir que ce cours d'anthropologie confié à un autre trieste sion, le nommé MONTAUDON.

Centered

VI W/VII 515

Paris le 13 Février 1943

N° 48

Ag. Fr. communique les renseignements suivants:

Il paraît que les communistes espagnols de Barcelone se seraient engagés pour aller travailler en Allemagne, dans le but de créer de l'agitation là-bas pour faciliter les manœuvres du plan soviétique.

On dit aussi que des soldats italiens occupant Nice auraient dit à des civils français qu'en cas de débarquement anglo-saxon ils aideraient cette opération de tout leur pouvoir.

VIN 4

19 493

- 1. Meldung abmitt von ... *5*
- 2. An L VI m. ~~d. u. f. d. u.~~
- 3. An *VIN 3* zur weiter. Verfügung

3/14/43

Centered

VI W/VII 515

Paris le 13 Février 1943

N° 48

Ag. Fr. communique les renseignements suivants:

Il paraît que les communistes espagnols de Barcelone se seraient engagés pour aller travailler en Allemagne, dans le but de créer de l'agitation là-bas pour faciliter les manoeuvres du plan soviétique.

On dit aussi que des soldats italiens occupant Nice auraient dit à des civils français qu'en cas de débarquement anglo-saxon ils aideraient cette opération de tout leur pouvoir.

N4

19.243

- 1. Mitteilung ... 5
- 2. An L VI m. d. D. u. Kassa.
- 3. An DE N3 zur weiter. Verfügung

Handwritten signature and stamp

17/1810

A k t e n v e r m e r k .

Betr.: Freimaurerreferat bei der Polizeidirektion Paris, 4,
Karte 117.

Gemäss Anweisung des Sds soll das unter dieser Aufsicht arbeitende Freimaurerreferat bei der Polizeidirektion Paris in seiner jetzigen Form aufgelöst und in ein Dezernat Freimaurerei bei der Polizeidirektion Paris umgewandelt werden. Dadurch würden sich für die hiesige Dienststelle folgende Änderungen ergeben: Der für die Führung der Arbeiten des Freimaurerreferats derzeit verantwortliche stellvertretende Referatsleiter wird nicht mehr abberufen werden.

Der bei der Umwandlung abzurufende Material wird durch den Kommandanten des Dienstes für Verfügung gestellt und von diesem abgefordert werden können.

Von IV FM sind für diese beschriebene Organisation besondere insofern entsprechende Vorarbeiten durchzuführen, die mit dem 1. März 1943 (dem Zeitpunkt der Auflösung des Sds) ebenfalls bei den entsprechenden Dienststellen durch den Leiter des Freimaurerreferats nicht verantwortliche Abteilungen werden die Auswertung durch französische Angestellte des Freimaurerreferats vorgenommen werden. Die von IV FM zur Verfügung stehenden französischen Angestellten wurden bereits teilweise mittels en Betr. dem Antifreimaurerdienst "Centre d'Action et de

"Documentation" zur Verfügung gestellt. Vor dem bei den Hausau-
 sörungen sichergestellten Material werden, soweit es sich um Do-
 kumente handelt, die in freimaurerischer bzw. politischer Hin-
 sicht interessant sind, von dem Freimaurerreferat der hiesigen
 Dienststelle fotografieren übersandt. Bei der beabsichtigten Re-
 organisation müsste auch weiterhin ein laufendes Einblickrecht
 in die Arbeit der Dienststelle gewährt sein.

Das Referat würde die Einsichtnahme der Offiziere der Polizei
 besonders im Hinblick auf die §§ 34 Abs. 2 S. 2, 35 Abs. 1 S. 2
 des Verfassungsgesetzes (bisherige Fassung) und die §§ 34 Abs. 2
 wertvolle Arbeit (Ermittlungen, Ermittlungen etc.) leistet.
 Diese Arbeit ist im freimaurerischen Bereich durch die
 eine vollständige Einsichtnahme der über den jeweiligen Interessen
 des Verfassungsgesetzes, insoweit Centered die zur Führung der Freimaurer-Be-
 dienung in der Ordnung. In demselben Zusammenhang des Einverständnisses
 wurde die Einsichtnahme der Referate, diesen Punkten zu
 geben, wird der Polizei, die zur Einsicht der Offiziere der Polizei
 dem. Eine derartige Beförderung stellt sich regelmäßig durch
 des Innenministerium über den verfassungsmäßigen Einblick ausgesagt
 durchgeführt werden. Soweit die Beförderung durch bereits in
 Dezernat Kommissarien durchzuführen.

[Handwritten signature]

#-Obersturnführer

Verf.:

1. in VI § 4 a. i. B. im Satze 1. u. 2. u. 3. u. 4. u.
2. in der Beförderung a. d. B. u. in den. d. in der rechnungs-
 verträge mit politischer Hausverwaltung vorgeliegt.
3. E. d. A. IV 18 - VII 3/1.
4. D. s. d. A. IV 18 - VII 3/1.

IV F M/VII 551.

Paris, den 2. September 1942.

Stü./Wo.

A k t e n v e r m e r k .1.) Betrifft: Freimaurerreferat bei der Polizeipräfektur Paris.

Der officier de police M o e r s c h e l teilte mit, daß der Director der Police Judiciaire T a n g u y ihm in einer Unterredung am 26. 8. 1942 eröffnet habe, daß gemäß Vereinbarung zwischen dem Secrétaire Général à la Police Bousquet, dem Polizeipräfekten Bussière und ~~W~~-Standartenführer Dr. Knochen das Freimaurerreferat bei der Polizeipräfektur Paris aufgelöst oder doch zumindest in seiner bisherigen Form nicht mehr bestehen würde.

Einem Aktenvermerk des L VI vom 28. 8. 1942 über die infragestehende ^{Comerod} Unterredung ist zu entnehmen, daß ~~W~~-Standartenführer Dr. Knochen Bousquet zugebilligt hat, die Anzahl der zur Zeit im Freimaurerreferat bei der Polizeipräfektur Paris tätigen französischen Polizeiinspektoren zu vermindern. Endgültig soll hierüber jedoch noch gesondert verhandelt werden.

Gegen eine Auflösung des Freimaurerreferates bei der Polizeipräfektur Paris bzw. gegen eine auch nur geringe Verminderung der Anzahl der bei dem Freimaurerreferat tätigen Inspektoren werden aus folgenden Gründen allergrößte Bedenken erhoben:

- a) Das Freimaurerreferat bei der Polizeipräfektur ist seit April dieses Jahres die einzige französische Dienststelle, die Aktionen gegen Freimaurer durchführt. Ein Aufhören der Tätigkeit dieser Dienststelle würde in antifreimaurerischen Kreisen größtes Befremden hervorrufen, da allgemein bekannt ist, daß die Dienststelle unter deutscher Führung arbeitet. Es würde zwangsläufig der Eindruck entstehen, daß nunmehr auch die deutschen Stellen ihren Kampf

VII 515. 30

28

gegen die Freimaurerei aufgeben.

- b) Bei dem Freimaurerreferat bei der Polizeipräfektur Paris sind zur Zeit 30 Beamte und Angestellte einschließlich Bürohilfskräften tätig. Hiervon entfallen auf die täglichen Haussuchungen 4 Inspektoren, die in Begleitung eines hiesigen G.F.P.-Angehörigen wöchentlich 8 Haussuchungen durchführen (bis zum Mai 1942 wurden wöchentlich etwa 20 Haussuchungen getätigt). Mit der Erfassung und Auswertung der bei den Haussuchungen sichergestellten Akten sowie mit der Vervollständigung der Kartei, die aufgrund des vorgefundenen Materials laufend vorgenommen wird, weiterhin mit der Fertigung von 3 Abschriften der Kartei für die hiesige Dienststelle, für das Reichssicherheitshauptamt und die Polizeipräfektur sind 13 Beamte beschäftigt. (Anlässlich der informatorischen Tätigkeit des U_nterzeichneten im Reichssicherheitshauptamt - Amt VII - wurde besonders darauf hingewiesen, schnellstens eine soweit als möglich vollständige Freimaurerkartei zu erstellen, die einen Bestandteil der Weltgegnerkartei bilden soll, deren Erstellung von H-Obergruppenführer Heydrich angeordnet wurde.) 5 Inspektoren sind für die Durchführung und Auswertung der Vernehmungen der Freimaurer, bei denen eine Haussuchung erfolgte, abgestellt. Die hiesige Dienststelle hat größtes Interesse an diesen Vernehmungen, die wichtiges Material über die freimaurerischen Querverbindungen bringen, das erfahrungsgemäß bei Vernehmungen durch deutsche Dienststellen niemals zu erhalten wäre. Die restlichen 8 Inspektoren führen laufend die Überwachung Pariser Hochgradfreimaurer durch und stehen für besondere Fälle zur Verfügung, z. B. Ermittlung von Adressen, Überwachung von Lokalen, in denen Freimaurer zusammenkommen sollen, usw. Für die hiesige Dienststelle besteht durch den Überwachungsdienst des Freimaurerreferates die Möglichkeit, ohne offiziell an

die französische Polizei herantreten zu müssen, Personen, die aus irgendwelchen Gründen interessieren, überwachen zu lassen.

- c) Der Leiter des Freimaurerreferates bei der Polizeipräfektur Paris, officier de Police Moerschel, ist bei VI W als AG FR 5 tätig. Nach Rücksprache mit VI W besteht von diesem Referat allergrößtes Interesse an dem Weiterbestehen des Freimaurerreferates bei der Polizeipräfektur in der bisherigen Form, da AG FR 5 mit Hilfe des Apparates des Freimaurerreferates äußerst wertvolle Arbeit für VI W leistet (Auskünfte, Überwachungen, Haussuchungen, usw.). Moerschel werden seit Aufnahme seiner Tätigkeit als Leiter des Freimaurerreferates bei der Polizeipräfektur Paris laufend Schwierigkeiten persönlicher und dienstlicher Art bereitet. So wurde ihm u. a. sogar eine Erklärungsunterschieden, wonach er Freimaurer sei. Bei einer Auflösung des Freimaurerreferates würde Moerschel sicher auf einen ganz untergeordneten Posten abgeschieben werden, wie ihm das von Vorgesetzten bereits mehrfach zum Teil ganz unverhohlen angedeutet worden ist.

Zusammenfassend ist festzustellen:

- 1.) Das Freimaurerreferat bei der Polizeipräfektur Paris ist seit April 1942 die einzige französische Dienststelle, die noch gegen Freimaurer aktiv Stellung nimmt.
- 2.) Eine Auflösung würde dem deutschen Anschein in den kollaborationistischen, antifreimaurerischen und antisemitischen Kreisen stärksten Abbruch tun, diese Kreise noch weiter entmutigen und zur Opposition nicht nur wie bisher gegen Laval sondern auch gegen die Besatzungsbehörden treiben.
- 3.) Von den 30 tätigen Beamten und Angestellten sind 26 mit Aufgaben beschäftigt, an denen das Reichssicherheitshaupt-

- 4 -

amt sowie die hiesige Dienststelle das allergrößte Interesse haben. (Vordringlich: Freimaurerkartei, die nur auf diese Weise laufend ergänzt werden kann.)

- 4.) IV F M würde einen seiner wichtigsten Apparate verlieren, um - getarnt - exekutivmäßig arbeiten zu können.
- 5.) Einer der besten Agenten (AG FR 5) von VI W würde seine vorzüglich getarnte Arbeitsmöglichkeit verlieren und persönlich selber gefährdet werden.

- 2.) An B. d. S. m. d. B. um Ktsn. und als Besprechungsunterlage für die nächste Unterredung mit Bousquet.
- 3.) Doppel an VI W zur Ktsn.
- 4.) Doppel z. d. A. IV F ~~W~~/VII 551.
- 5.) Doppel z. d. A. IV F M/VII 515.

H. 9.42

//-Unterstützungsführer.

IV F M/VII 551.

Paris, den 6. August 1942.

Nzl./No.

A k t e n v e r m e r k .

- 1.) Betrifft: Freimaurerreferat bei der Polizeipräfektur Paris.

Der Leiter der Polizeipräfektur Paris, Noetts, sprach am 2. 7. 1942 mit dem officier de police Moerschel hier vor und bat um Auskunft, wie die Arbeit der Dienststelle Square Rapp in Zukunft verlaufen solle, da ihm von Moerschel gemeldet wurde, daß die Verantwortung auf ihn übergehen solle. Centered

Der Unterzeichnete betonte, daß sich an der grundsätzlichen Verantwortlichkeit der hiesigen Dienststelle nichts ändere, daß nur die Absicht bestehe, Moerschel die Möglichkeit zu geben, freier und ~~zweckmäßiger~~ ^{zweckmäßiger} zu arbeiten. Nachdem Noetts betonte, daß dies inscfern auf Schwierigkeiten stoße, da nach französischem Gesetz Hausdurchsuchungen grundsätzlich nur von Polizeioffizieren, die mindestens im Range eines Kommissars stehen, durchgeführt werden dürfen. Herr Moerschel sei aber nicht Kommissar. auf den Einwand des Unterzeichneten, daß es wohl zweckmäßig wäre, Herrn Moerschel zum Kommissar zu befördern, da dieser besonders auf dem Freimaurergebiet ausgezeichnete Kenntnisse besitze, erklärte Herr Noetts, daß dies nicht möglich sei, da Moerschel nicht die notwendige Vorbildung (Prüfungen usw.) besitze. Es wäre also nur möglich, Herrn Moerschel einen Kommissar der Polizei-

Präfektur als Beauftragten des Herrn Noetts zuzuteilen oder es müsse wie bisher stets ein Beamter der hiesigen Dienststelle an den Haussuchungen teilnehmen.

Herr Noetts schlug jedoch vor, da sein direkter Vorgesetzter zur Zeit nicht anwesend sei und #-Obersturmführer Moritz ebenfalls nicht in Paris ist, über die Angelegenheit noch einmal nach der Rückkehr von #-Obersturmführer Moritz zu verhandeln und vorläufig alles beim Alten zu belassen.

Der Unterzeichnete erklärte sich hiermit einverstanden.

- 2.) #-Obersturmführer Moritz m. d. B. um Ktsn.
- 3.) Z. S. A. IV F M/VII 551.
- 4.) Doppel z. S. A. VI S/VII 515.

I. V.


#-Obersturmführer.

VI 5 - VII 511

Paris, den 19.8.42

B e r i c h t

Str.: Polizeianspektor M e e r s c h e l

FR.7 meldet:

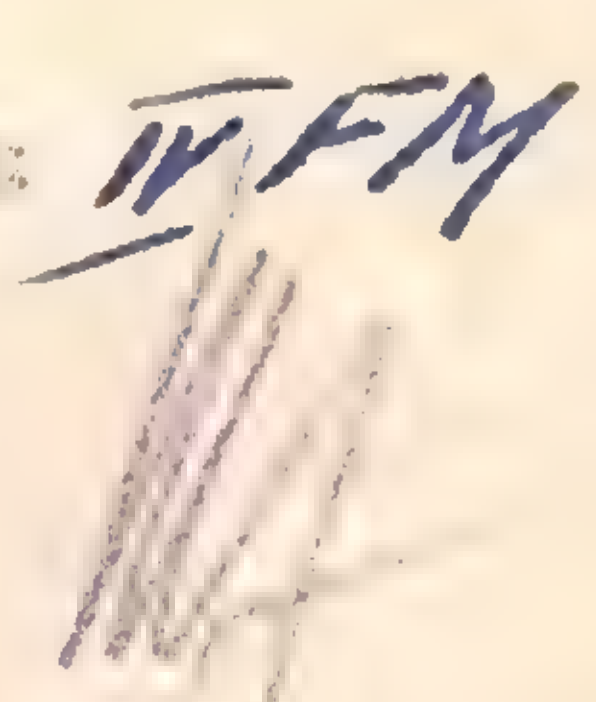
FR.7 hatte heute eine Unterredung mit dem ehemaligen Polizeiinspektor M e e r s c h e l, der z.Z. Direktor der "Assurances Sociales", in Paris, 9 rue Boudreaux, ist.

Im Verlaufe dieser Unterredung sprach sich F. in der schriftlichen Weise über den Polizeianspektor M e e r s c h e l aus. U.a. sagte er, dass ihm M o i r s o n von A.C. erzählt habe, dass M e e r s c h e l auf eigene Faust Haussuchungen vorgenommen und die gefundenen Akten beiseite geschafft habe.

In Anbetracht dessen, dass M e e r s c h e l in Falle D o r b e n tatsächlich eine Haussuchung ohne unser Wissen ausgeführt hat, wäre es erforderlich, bei M o i r s o n zu erfahren, bei wem er die anderen Haussuchungen vorgenommen hat.

Vig-

- 1) an BBS m.d.B.us Kenntnisnahme
- 2) zur IA
- 3) an M e e r s c h e l s.o.B. VI 5 - VII 511
- 4) zur weiteren Bearbeitung des Falles an:

IV FM


-Obersturmführer

FR.7.

Paris, den 2. Juni 1942.

B e r i c h t .

Herr MASSA Joseph, Jean, geboren am 29. Mai 1886 in Nizza (Alpes Maritimes), ist Beamter beim Erziehungsministerium. Er wohnt mit seiner Frau und mit seinen 5 Kindern in der Avenue Erudaine Nr. 5.

Er soll in Verwaltungsloben als Redakteur in genannten Ministerium angefangen haben und durch diesen auf Grund seiner Universitätsvorbildung zum Professor ernannt worden sein.

Herr MASSA hat zuletzt in der "Ecole DORIAN" in der Avenue Philippe Auguste Nr. 74 seinen Beruf ausgeübt; er war Sprachlehrer.

Zu Beginn des Jahres 1941 ist er als Sportlehrer in das Generalkommissariat für Sport in der rue Serise Nr. 11 eingetreten.

Ohne seine pädagogischen Qualitäten heruntersetzen zu wollen, scheint es, als ob dieser Stellungswechsel der Tatsache zu Grunde liegt, dass seine Fähigkeiten für den Bürokratismus markanter waren, als diejenigen für das Professorat.

Infolge der bei dieser Untersuchung erforderlichen Diskretion ist es nicht möglich gewesen, die genauen Ämter, die er auf diesem letzten Posten bekleidete, in Erfahrung zu bringen.

Auf jeden Fall war er immer Beamter beim Erziehungsministerium.

Der Obengenannte ist im Amtshauptregister unbekannt. Obgleich er nicht immer so ohne weiteres offen seine Meinung zum Ausdruck bringt, schien er der Freimaurerei sehr fern zu stehen.

Die Familie MASSA führt ein geregeltes und einfaches Leben. Frau MASSA erledigt persönlich sämtliche Gänge und Arbeiten für den Haushalt.

Herr MASSA ist im Zentralarchiv unbekannt; er ist auch nicht im Strafregister eingetragen.

*Original in PA Massa (PA 1605/42) v. f. g. bez. Unterschrift. (unleserlich).
4 Jda VII / VII 515*

VI E 1/VII 551.

Paris, den 22. April 1942.

Stü./Wo.

A k t e n v e r m e r k .

- 1.) Betrifft: Freimaurerreferat bei der Polizeipräfektur Paris.

Der officier de police M o e r s c h e l teilte vor einiger Zeit mit, daß er von der Polizeipräfektur, inspecteur général L a f o n d , Befehl bekommen habe, bei Haussuchungen etwas zurückhaltender zu sein. Angeblich seien von Freimaurern bei der Polizeipräfektur Beschwerden über das Benehmen der französischen Inspektoren bei Haussuchungen eingegangen, in denen darauf hingewiesen würde, daß die begleitenden deutschen Beamten bei Haussuchungen weniger scharf seien als die französischen Inspektoren.

Es war zunächst daran gedacht, Herrn Lafond wegen Erteilung dieses Befehls an den officier de police Moerschel vorzuladen und ihm grundsätzlich zu untersagen, in die innerdienstlichen Angelegenheiten des Freimaurerreferates bei der Polizeipräfektur einzugreifen. Von diesem Vorhaben wurde jedoch Abstand genommen, da hierdurch der officier de police Moerschel in gewisser Hinsicht bloßgestellt und für die hiesige Dienststelle die Verbindung zur Präfektur abreißen würde.

- 2.) An Abteilung IV zum dortigen Verbleib.
3.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 551.
4.) Doppel zur FA. L a f o n d .
5.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 515.

H-Obersturmführer.

58

VI E 1/XI 82.

Paris, den 18. April 1942.

No./No.

An
die AußenstelleD i j o n .Betrifft: F e r r i , Eugène, wohnhaft Avenay
(Dep. Marne), 1. rue Pasteur.Vorgang: Ohne.Anlagen: - 1 -.

Der ^{Centered} Leiter des unter hiesiger Aufsicht arbeitenden Freimaurerreferates bei der Polizeipräfektur Paris, Polizeioffizier Moerschel, erhielt von dem ihm bekannten Eugène F e r r i den in Übersetzung abschriftlich beigelegten Brief.

F e r r i ist bereit, für das Gebiet Eprenay, Reims, Chalôn s/Marne und Vitry le François antifreimaurerische Nachrichten zu sammeln.

Es wird gebeten, die in dem beigelegten Brief enthaltenen Angaben zu überprüfen und, falls diese für richtig befunden werden, mit Ferri nähere Verbindung aufzunehmen.

Um Bericht wird gebeten.

Vfg.:

- 1.) Z. d. A. VI E 1/XI 82.
- 2.) Wiedervorlage zum 18. 7. 1942.
- 3.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 53 (Ferri).
- 4.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 515.
- 5.) Karteikarte VI E 1 gefertigt.

I. A.


 // - Obersturmführer.

Centered

PRÉFECTURE de POLICE
 Service spécial
 des
 Associations dissoutes
 4, Square Rapha. PARIS-VI^e

PARIS LE 11 AVRIL 1942

Monsieur l'Ober Lieutenant MORITZ

J'ai l'honneur de vous remettre ci-joint une lettre
 adressée par Monsieur FERREY Eugène, demeurant à AVENAY
 (Marne); cette communication est faite à toutes fins
 utiles.

vous

P. Moritz

Übersetzung eines Briefes

AVENAY den 10 April 1942

an Herrn WORSCHMEL Georges

4 Square Wapp

REIMS

Ich habe die Ehre Ihnen den Bericht zu erneuern, den ich Ihnen im vergangenen Januar zugesandt habe, hinsichtlich der Gemeinde AVENAY (Marne). Ich habe Ihnen folgendes mitzuteilen:

Der Bürgermeister, Herr PERCY, Clément, ist Kommunist und Fremdenfeind; zu dieser Zeit habe ich Ihnen sogar seine Photographie zugeschickt, die ihn darstellt, als er im Hofe der Bürgermeisterei der Gemeinde vor dem Gefallenendenkmal des Krieges 1914 gelegentlich einer Zeremonie die Faust erhob.

Der stellvertretende Bürgermeister Herr RICHARD ist ebenfalls Kommunist und Fremdenfeind und 6 oder 7 Mitglieder des Stadtrats sind Kommunisten. Sie haben deren Namen in meinem Berichte vom Januar.

Andererseits ist der Sohn des Bürgermeisters, Herr Paul PERCY, Chef der "Roten Jugend" von Avenay. Dieser kleine Verein versammelt sich alle 8 oder 14 Tage und singt Lieder zu Gunsten der Engländer und gegen Hitler und die Deutschen. Diese jungen Leute schreiben auf die Mauern und auf die Straße Schimpfworte über Deutschland. Übrigens sagt man, wenn man von der Gemeinde spricht: "Das Rote Avenay" und was komisch wirkt ist, dass dieser Paul PERCY der Beauftragte in Avenay des "Secours National" ist. Unnötig zu sagen, dass er sein Amt mit zahlreichen Ungerechtigkeiten, nach den Meinungen der einen oder der anderen, versieht.

Ich hatte eben den Besuch von Herrn CARBON, Inspekteur beim Innenministerium und wohnhaft in Reims, dem wir,

meine Frau und ich, ziemlich genaue Auskünfte gegeben haben, um Ihnen zu erlauben, drei oder vier Berichte zu machen. Ich bitte Sie, wenn es möglich ist, bitte ich ihn wieder zu mir zu kommen, damit ich ihn wieder sehen werde. (Diebstähle, schwarzer Markt, gemeinsames Schweineschlachten etc....)

Ihre Frau ist in der Lage, Ihnen weitere Auskünfte zu geben, diese Gegend ist in Verwesung, ja sogar Spornay, Reims, Châlons s/Marne, wie auch Gemeinden geringerer Bedeutung. Sie hatten mir diesbezüglich gesagt, dass Sie sich wahrscheinlich in dem Viereck SPERNAY, REIMS, CHÂLONS s/MARNE, VITRY LE FRANCOIS, arbeiten liessen, wo es an gewissen Stellen dieser Gegend zahlreiche Kommunisten gibt.

Für weitere Auskünfte stehe ich Ihnen zur Verfügung und Sie können überzeugt sein, dass ich Ihnen ganz ergeben sein werde und dass ich so viel wie möglich Propaganda für die "Collaboration" und ein "einiges Europa", wofür ich ein leidenschaftlicher Anhänger bin, machen werde.

Hochachtungsvoll

gez: Eugène FERRI

P.S. Ich rechne damit, am 15 abm. nach Paris zu kommen und ich werde mir erlauben, Sie in Ihrem Büro aufzusuchen.

Eugène FERRI
1 Rue Pasteur
AVENAY (Marne)

PARIS LE 18 Aout 1942

Monsieur l'Ober Lieutenant MORITZ

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

J'ai l'honneur de vous communiquer ce qui suit, relativement à la composition du Ministère Laval.

J'ai pu apprendre qu'il était dans les intentions de ce dernier, de ne pas placer ses amis personnels dans les cabinets ministériels, mais de les répartir, par contre, dans les diverses directions de ces organismes, de façon à en assurer le contrôle certain.

A "l'intérieur", même, ce sont deux de ses amis qui détiendront les leviers de commande.

Par ailleurs, certains des amis de Laval, ne sont pas compris dans la combinaison ministérielle actuelle et demeurent dans les postes de hauts fonctionnaires qu'ils occupent actuellement, ceci, afin de pouvoir mieux renseigner le Président.

Dans le Ministère actuel, je crois savoir que doivent figurer encore certains de ceux qui se trouvaient dans le Ministère de VICHY (Jacques PARNAUD et Benoist LECHEVIN); parmi les nouveaux, il est question notamment de Jacques Le Roy la Ferrière, frère de Gabriel, et du sieur "E. CIEVAL" que vous connaissez, et qui a fait l'objet d'une perquisition de la part du service.

D'autre part, il semble toujours fort question de LEVILLAIN, le Conseiller, pour la Préfecture.

Enfin, il serait, dit-on, dans les intentions du Président, de se défaire par la suite, de ceux des collaborateurs qu'il est obligé de prendre et qui appartiennent encore au clan de VICHY, mais seulement au fur et à mesure des besoins, ceci pour qu'il n'apparaisse pas dans ses intentions d'exercer des représailles vis-à-vis de ceux qui l'avaient éloigné du pouvoir.

A toutes fins utiles, je vous signale aussi, qu'il y a l'un des amis de Laval dans l'entourage de de BRINON, le sieur BERANGER, inspecteur principal à la SURETE NATIONALE.

W. Nibehall
W. J. A. T. E. I. / VII 515
FR 5
14. 42

POLICEVERFAHREN

PARIS den 25 März 1942

Freimaurerreferat

B E R I C H T

Die Gesellschaft der Verfasser, Komponisten und Musikverleger (S. A. C. S. M.), die unter das Gesetz von 1901 über die Gesellschaften fällt, wurde im Jahre 1851 gegründet; ihr Sitz ist 10 Rue Chaptal in PARIS (9.).

Die Hauptziele:

- 1.) Die Einziehung in Frankreich, in den Kolonien und im Auslande der Eigentumsrechte für Aufführung und Vorstellung, die ihren Mitgliedern oder ihren Berechtigten zustehen und die Aufteilung dieser Eigentumsrechte.
- 2.) Die Ingemeinschaftsetzung eines Teiles ihrer Rechte, um das soziale Kapital zu bilden.
- 3.) Die statutengemäße Zuteilung von Pensionen und Unterstützungen.
- 4.) Und im allgemeinen die Verteidigung der materiellen und moralischen Interessen der Verfasser, Komponisten und Musikverleger.

Die Gesellschaft enthält französische oder ausländische Mitglieder, die sich wie folgt zusammensetzen: angehende professionelle Mitglieder und engagierte Mitglieder, die nach den in den Statuten vorgesehenen Bedingungen zugelassen werden.

Sie wird verwaltet von einem Verwaltungsrat und vertreten von einem Generaldirektor.

Das soziale Kapital enthält:

- 1.) Einen Abzug von 1 1/2%, zu dem jedes Mitglied der Gesellschaft sich verpflichtet, von dem Bruttoertrag der Auditionen, Vorstellungen oder Aufführungen ihrer Werke sowohl in Frankreich als in den Kolonien, Protektoraten und im Auslande vorwegnehmen zu lassen.
- 2.) Die aus irgendeinem Grunde unverteilbaren Summen.
- 3.) Was nach der an die Berechtigten gemachte Aufteilung für ihre persönlichen Werke übrig bleibt.
- 4.) Die nicht angewandten Einkommen und die ~~in~~ Zinsen der angelegten Summen.

5.) Die Summe der im allgemeinen Interesse der Gesellschaft erlangten gerichtlichen Verurteilungen.

6.) Die Geschenke und Spenden, die die Gesellschaft erwerben kann.

Zu den Lasten der Gesellschaft gehören:

- 1.) Die allgemeinen Verwaltungs-, Inspektions-, Steuer- und Einziehungskosten.
- 2.) Die durch die Verteidigung der Rechte der Gesellschaft und ihrer Mitglieder in den Grenzen des sozialen Objektes bedingten gerichtlichen Kosten.
- 3.) Die unvorhergesehenen Kosten nach Zustimmung des Rates.

Die Gesellschaft der Verfasser, Komponisten und Musikverleger wird verwaltet von einem Verwaltungsrat, der aus vier Verfassern, vier Komponisten und vier Verlegern zusammengesetzt ist. Diese Mitglieder werden von der Generalversammlung für vier Jahre gewählt; sie sind alle Jahre zu viert, genommen in jeder der drei Kategorien von endgültigen Mitgliedern, erneuerlich.

Der Verwaltungsrat vertritt und verwaltet die Gesellschaft. Er handelt, schliesst Verträge ab, führt Prozess etc... also im Namen der Gesellschaft; er schliesst Abonnements ab mit allen tributpflichtigen Etablissements, teilt den Gesellschaftern die ihnen auf ihre Werke zukommenden Rechte auf und führt den Überrest dem sozialen Kapital zu.

Er sichert die Ausführung der Verträge, sei es seitens der Mitglieder, sei es seitens Dritter. Er erlaubt und verfolgt alle sozialen oder direkten Interessenprozesse, die jedes Mitglied der Gesellschaft wegen der öffentlichen Aufführung seiner Werke und wegen den daraus hervorgehenden Eigentumsrechten haben kann. Schliesslich verfügt er über alle sozialen Kapitalien, regelt die Anlage, die Verlegung und die Anwendung und genehmigt die Ausgaben und statuiert über die von Mitgliedern oder ihren Berechtigten formulierten Unterstützungsgesuche.

Ausserdem gibt es im Innern der Gesellschaft 3 Kommissionen:

- 1.) Kommission der Rechnungen und der Überwachung, beauftragt mit der Kontrolle der Einnahmen und Ausgaben der Gesellschaft und mit der Überprüfung der Rechnungsführung.
- 2.) Die Kommission der Programme, beauftragt mit der Kontrolle der Programme und Aufteilungstafeln und mit der Ausübung der Inspektion in allen Etablissements, wo öffentlich die Werke der Mitglieder der Gesellschaft aufgeführt werden.
- 3.) Die Kommission der Pensionierungen, beauftragt mit der Überwachung der Verwaltung der Sonderkapitalien der Kasse für Pensionsberechtigte, mit der Aufstellung der Liste der Pensionsberechtigten und damit, alljährlich dem Verwaltungs-

~~rwk~~

rat die Zahl der ansehenden Mitglieder, die zu endgültigen Mitgliedern ernannt werden können, anzugeben.

Jede dieser Kommissionen ist aus sechs endgültigen Mitgliedern, die von der Generalversammlung für drei Jahre und erneuerlich alle Jahre zu dreien gewählt werden, zusammengesetzt.

Die Generalversammlung muss einmal im Jahre zu einer gewöhnlichen Versammlung einberufen werden; sie stimmt der Jahresabrechnung zu und statuiert über die zur Tagesordnung gehörigen Fragen.

Der Rat der Gesellschaft ist gegenwärtig wie folgt zusammengesetzt:

Präsident	Stéphane CHAPPELLER
Vizepräsident	Francis CASADESUS
Generalsekretär	Léo LELIEVRE
Schatzmeister	Paul NAUDIN
Verwalter	Maurice PÉREZ
"	Albert CHENTRIER
"	Jules DOUCHEZ
"	Charles CLONY
"	Lucien de LACOUR
"	Marcel LARBE

CHAPPELLER: Stéphane, gegenwärtiger Präsident der Gesellschaft, ist am 30 August 1884 in ^{Combrailles} COMBRILLAT (Allier) geboren; Komponist; er wohnt 25 ter avenue des Tilleuls à CHATEL (Seine et Oise).

Er ist Mitglied des Verwaltungsrates der französischen Föderation der Verfassergesellschaften.

CHAPPELLER ist der Logerei 1906 beigetreten: Loge "LE TENDRE ACCUEIL", Orient von Angers; er ist später auch der Loge "ART ET SCIENCES", Orient von Paris beigetreten; er hatte den Meistergrad (3.)

CASADESUS: Francis, geb. am 2 Dezember 1870 in PARIS, Vizepräsident der S.F.C.M., ist Professor und Musikkomp. nist. Er wohnt 8 Rue Vauvenargues in PARIS (18.)

Er ist der Gründer und Organisator der "FESTIVALS DE MUSIQUE FRANÇAISE". Er war Mitglied der Brüderlichen Vereinigung der Journalisten und gehört jetzt dem "Centre Lyrique" ex-"Vereinigung der Pensionierten der S.F.C.M." an.

CASADESUS war Mitglied der Loge "LE LIBRE EXAMEN" der Obediensz der Grossen Loge von Frankreich, Orient von Paris; er hatte den 3. Grad. Er wurde wegen Nichtbezahlung des Beitrages aus der Loge "ERNEST RENAN" ausgeschlossen.

CASADESUS war Mitglied im F.S.F., ist aber 1937 ausgetreten, um den "CAMARADES DU FEU" (Feuerkameraden), geleitet von POZZO DU BORGO, beizutreten.

LELIEVRE: Léo, Félix, Generalsekretär, ist am 1. April 1872 in REIMS geboren. Dramatischer Schriftsteller, er wohnt 180 Boulevard Berthier; er ist Ritter der Ehrenlegion und Offizier des öffentlichen Unterrichtswesens.

LELIEVRE steht nicht auf den Listen der ex-Freimaurer, aber sein Sohn, Léo Edmond, hingegen steht in den Jahrbüchern des GRAND ORIENT DE FRANCE.

NAUDIN Paul, geb. am 29 Juni 1875 in FLEISSEUX (Loiret), ist der gegenwärtige Schatzmeister der Gesellschaft der Verfasser. Er ist Besitzer eines Musikverlages, 56 Rue du Faubourg Saint Martin; er wohnt an dieser Adresse.

NAUDIN ist auf unserer Dienststelle nicht als Freimaurer bekannt.

PESSE : Maurice, geb. am 3 Juli 1881 in BRUNOY (Seine et Oise), Verwalter der S. A. C. E. M., ist Musikkomponist und wohnt 4 Avenue des Classeurs in PARIS (17.); er steht nicht auf den Listen der ex-Freimaurer.

CHANTRIER: Albert Louis, geb. am 4 Oktober 1874 in PARIS, Musikkomponist, Verwalter der S. A. C. E. M., wohnt 36 Boulevard Magenta.

Er ist Ritter der Ehrenlegion, Offizier des öffentlichen Unterrichtswesens und hat die Medaille der Sozialen Fürsorge.

CHANTRIER gehörte der Maurerei an und war Mitglied seit 1930 der Loge "MONTAIGNE", Orient von PARIS, der Obediens des GRAND ORIENT DE FRANCE; er hatte den 3. Grad.

Centered

DOUCHEZ: Jules, Marius, genannt "JULSAN", geb. am 1. Juni 1838 in LYON (Rhône), Musikkomponist, Verwalter der S. A. C. E. M., wohnt 108 rue Ordener.

Er war Mitglied der Loge "GARIBOLDI", worin er 1933 das Amt des "Ersten Zeremonienmeisters" inne hatte. Staatsanz. 11/2/1941, Seite 5541 - 1. Absatz).

CLUNY: Charles, Musikverleger, Verwalter der S. A. C. E. M., wohnt 13 rue de l'Archiquier, steht nicht auf den Listen der ex-Freimaurer.

de LACOUR: Lucien, Musikverleger, 60 rue de la Chaussée d'Antin, hat nicht der Freimaurerei angehört. Gegenwärtig ist er Verwalter der S. A. C. E. M.

LABBE: Marcel, Anatole, geb. am 3 Mai 1875 in PARIS, Musikverleger, 8 rue du Croissant, ist auch Verwalter der S. A. C. E. M., ist aber in unserer Dienststelle nicht als Freimaurer bekannt.

Keines der Mitglieder des Verwaltungsrates ist vorbestraft.

Ausser CHAPELIER, CASADESUS, DOUCHEZ und CHANTRIER, bekannt als Angehörige der Freimaurerei, hat keiner von ihnen die Aufmerksamkeit der Polizeipräfekturdienststellen in politischer Hinsicht angezogen.

Im Innern der S...C...M. existiert eine Organisation des Personals der Gesellschaft "LA FRATERNELLE DU PERSONNEL DE LA S...C...M.", welche am 16 Juli 1919 gegründet wurde; ihre Statuten wurden auf der Präfektur der Seine niedergelegt und unter der Nummer 2363 eingetragen.

Diese brüderliche Organisation hat zum Ziel:

- 1.) ihren Mitgliedern während der Dauer der Arbeitsunfähigkeit, Zurückzuführen auf Krankheiten und Verwundungen, wovon sie befallen werden können, eine tägliche Unterstützung auszubezahlen.
- 2.) eine Mutterschaftsunterstützung zu erteilen.
- 3.) in den Grenzen der vorgesehenen Ausgaben entweder eines der Waisen, den Waisenkindern, den Verwandten in aufsteigender Linie, oder allen anderen Personen, die die Kosten der letzten Krankheit oder Beerdigung der teilhabenden Mitglieder Unterstützungen zu bewilligen.
- 4.) jährliche und erneuerliche Unterstützungen für Greisenalter auszubezahlen.

Diese brüderliche Organisation, welche die grosse Mehrzahl des Personals der S...C...M. umfasst (mit Ausnahme der Gesellschafter), empfängt eine jährliche Subvention der Gesellschaft.

Centered

Sie wird von einem Rat von 12 unter den Angehörigen gewählten Mitgliedern verwaltet. Gegenwärtig setzt sich der Rat aus folgenden zusammen:

DUMER Georges, 19 rue Palourzié in SAINT OUBIN;
 KOCH Emile, 18 bis rue Dautancourt
 HARDY, Henri, 122 Faubourg Saint Martin,
 BLONDET Emile, 53 rue Caulaincourt
 AFFAIRE Antoine, 14 Avenue de la Belle Gabrielle in
 FONTENAY S/BOIS;
 GAUDERAT Louis, 10 Villa des Gobelins,
 BOURLIERE Marcel, 6 Place Jeanne Marie in AULNAY S/BOIS
 POURGOUS Frédéric, 20 rue Antoinette,
 LHERVOIRE Paul, 102 ter rue de Lagny, MONTREUIL S/BOIS,
 LEROUX René)
 Sauvage Fulgence (Kriegsgefangene
 CARDON Raymond)

Für diese drei letzteren wurden provisorisch ernannt:

DELOIGNE, Armand, 5 rue Montcalm
 FOUQUET Roger, 8 Rue CAULAINCOURT
 VILLEJOURNET André, 15 Rue Gisquet, SAINT DENIS

Das aus Ratsmitgliedern zusammengesetzte Büro enthält:

Präsident	DOMER
Vizepräsident	ROCH
Schatzmeister	LETTY
Stellvert. Schatzmeister	BLONDET
Sekretär	ASFAINE
Stellvert. Sekretär	GRUBINAT

Unter allen diesen Personen ist nur der gewisse ROCHER Roger, Angestellter, geb. am 16 Januar 1902 in PARIS, wohnt in 3 rue Caulaincourt, als Freimaurer der Loge "FRATERNITE" G.O. bekannt, wo er den 2. Grad (Geselle) hatte.

ROCHER wurde am 19 Oktober 1937 aufgenommen und stand noch 1941 mit der Nummer 99 auf der Tafel der aktiven Mitglieder.

gez: ROCHER I

Centered

VI E 1/VII 515 - PA. 565/42.
Mo./Wo.

Paris, den 10. März 1942.

A k t e n v e r m e r k .

- 1.) Betrifft: M o e r s c h e l, Georges Roger,
Polizeibeamter, geboren am 12. 1.
1902 in Paris, wohnhaft Paris, 4.
Square Rapp.

M o e r s c h e l wurde im Herbst 1940 vom damaligen Polizeipräfekten mit der Bearbeitung der Freimaurerfragen bei der Polizeipräfektur Paris beauftragt. Er nahm sofort Verbindung mit der hiesigen Dienststelle auf, der er Nachrichten über die freimaurerische Tätigkeit zuleitete. Da Moerschel ohne weitere Beamte arbeitete, konnte seine Tätigkeit keine größeren Erfolge zeitigen.

Am 1. 4. 1941 wurde auf hiesige Anforderung bei der Polizeipräfektur Paris ein Freimaurerreferat eingerichtet, das unter hiesiger Aufsicht arbeitet. Zum Leiter des Referats, das zunächst mit 20, später mit 40 Polizeiinspektoren besetzt wurde, ernannte der Polizeipräfekt den damaligen Polizeiinspektor Moerschel. Moerschel wurde im Sommer 1941 zum Polizeioffizier ernannt.

Es wird gebeten, vor Bearbeitung von Vorgängen, die mit Moerschel zusammenhängen, mit VI E 1 - SS-Obersturmführer M o r i t z - Verbindung aufzunehmen.

- 2 -

- 2.) Zur PA. Moerschel (PA. 565/42).
- 3.) Dommel z. d. A. VI E 1/VII 515.
- 4.) Karteikarte VI E 1 gefertigt.

~~4~~
SS-Obersturmführer.

Centered

VI B 1/VII 551.
 No./No.

Paris, den 25. Februar 1942.

An

den Herrn Militärbefehlshaber in Frankreich
 Herrn General von St ü l p n a g e l ,

Paris,
 Hotel Majestic.

Betrifft: Französische antifreimaurerische Spezial-
 polizei. - Errichtung eines "Service de
 Police des Sociétés Secrètes" im besetzten
 französischen Gebiet.

Vorgang: Zuletzt ^{erhalten} dortiges Schreiben vom 29. 1. 1942.
 - Verwaltungsstab - Abt. Verw. - AZ.: V pol.
 290/171/42 -.

Anfang April 1941 errichtete die Polizei-
 präfektur Paris auf hiesige Anregung ein Freimaurer-
 referat, das zunächst mit 20 Beamten und später auf
 hiesige Anforderung mit 40 Beamten besetzt wurde. Als
 Dienstsitz wurde von ~~der hiesigen~~ ^{unserer} Dienststelle das zu
 Beginn der Besatzung beschlagnahmte Gebäude der Theo-
 sophischen Gesellschaft in Paris, 4. Square Napp, zur
 Verfügung gestellt, wo die Beamten des Freimaurerrefe-
 rates unter hiesiger Aufsicht und ~~unter~~ Verantwortung
~~der hiesigen Dienststelle~~ ihre Arbeit durchführen.

Die Aufgaben des Referates bestehen in

- 1.) der Kontrolle über die Durchführung der im franzö-
 sischen Antifreimaurergesetz erlassenen Bestimmungen,

- 2.) der Durchführung polizeilicher Maßnahmen (Haus-suchungen, Vernehmungen, Verhaftungen usw.) bei Pariser Freimaurern,
- 3.) der Überwachung ehemaliger Freimaurer, soweit diese im Verdacht stehen, ihre frühere Logentätigkeit wieder aufzunehmen bzw. vorzubereiten.

Wie bereits erwähnt arbeitet der Leiter des Referates, Polizeioffizier **M o e r s c h e l**, in ständiger Fühlungnahme mit der hiesigen Dienststelle, von der er täglich Weisungen empfängt und der er über seine Tätigkeit in Tagesberichten Mitteilung macht.

Das erfaßte freimaurerische Aktenmaterial wird, soweit es reichswichtig ist, an das Reichssicherheitshauptamt in Berlin überführt. Die übrigen für unwesentlich befundenen Akten werden an den Beauftragten der französischen Regierung für Freimaurerfragen, Professor ^{Comped} Bernard Fay, Direktor der Nationalbibliothek Paris, abgegeben.

Die von dem Freimaurerreferat bisher geleistete Arbeit ist als durchaus zufriedenstellend zu bezeichnen. Es konnte festgestellt werden, daß es in den Pariser Freimaurerkreisen stärkste Unruhe ausgelöst hat, daß sich auch französische Behörden mit der Freimaurerbekämpfung befassen.

Im Herbst 1941 wurde der hiesigen Dienststelle mehrfach vertraulich mitgeteilt, daß der französische Innenminister Fucheu über das Bestehen des Freimaurerreferates in seiner jetzigen Form sehr ungehalten sei und versuchen wolle, diese Dienststelle seiner alleinigen Führung zu unterstellen. Gleichzeitig äußerte er, daß er den Leiter des Referates, Polizeiinspektor Moerschel, auf jeden Fall beseitigen werde, sobald er hierzu die Möglichkeit habe.

Der mit verschiedenen deutschen Dienststellen auf antifreimaurerischem Gebiet zusammenarbeitende Pariser Journalist **M a r q u è s - R i v i è r e** wurde im August 1941 von dem Leiter des im unbesetzten Frankreich tätigen antifreimaurerischen Nachrichtendienstes namens **Labat**, der dem französischen Innenminister unterstellt ist, aufgefordert, einen ähnlichen Nachrichtendienst auch für das besetzte Gebiet aufzubauen.

Marquès-Rivière verständigte hiervon sofort meine Dienststelle, da ihm bekannt war, daß von hier aus schon seit längerem die Notwendigkeit zur Schaffung eines von französischen Antifreimaurern organisierten Nachrichtendienstes zur Bekämpfung geheimer Umtriebe der aufgelösten Freimaurerlogen betont worden war. Da sich **Marquès-Rivière** dabei bereit erklärte, meine Dienststelle laufend über die Tätigkeit seines Nachrichtendienstes zu unterrichten - selbstverständlich ohne Wissen irgendwelcher sonstigen französischen Dienststellen - wurden keine grundsätzlichen Einwendungen gegen diesen Plan erhoben.

In den nachfolgenden Monaten erhielt meine Dienststelle keine weiteren Nachrichten über diese Angelegenheit, die damit vorläufig von offizieller französischer Seite aus zurückgestellt zu sein schien.

Am 24. 12. 1941 legte **Marquès-Rivière** meiner Dienststelle die Abschrift eines Erlasses des französischen Innenministers vom 15. 12. 1941 vor, mit dem dieser die Aufstellung einer sowohl in der besetzten als auch unbesetzten Zone Frankreichs tätigen antifreimaurerischen Spezialpolizei anordnete.

Die Aufgaben dieser Polizei bestehen darin,
1. Verstöße gegen die Antifreimaurergesetze festzustellen,

50

2. die noch versteckten Archive und Dokumente der Logen ausfindig zu machen,
3. andere Polizeidienststellen über die Tätigkeit der ehemaligen Freimaurer zu unterrichten.

Die Spezialpolizei untersteht unmittelbar dem Innenminister, arbeitet jedoch im Einvernehmen mit dem Beauftragten der französischen Regierung für Freimaurerfragen, Professor Bernard Fay, an den auch die aufgefundenen Dokumente und Archive der Logen nach Auswertung auszuhandigen sind.

Wie Marquès-Rivière gleichzeitig mitteilte, wurde ihm dieser Erlaß am 20. 12. 1941 von dem französischen Major Jouannin beim französischen Innenministerium in Paris übergeben mit der Erklärung, daß er zum Direktor der Antifreimaurerpolizei im besetzten Frankreich ernannt worden sei.

Die Schaffung der antifreimaurerischen Polizei beruhe auf einer ^{Centred} mit dem Militärbefehlshaber (Jouannin nannte hier den Namen Dr. Best) bereits Ende November 1941 getroffenen grundsätzlichen Abmachung, wonach alle für irgendwelche deutsche Dienststellen arbeitenden französischen Polizeibeamten wieder dem alleinigen Befehl des französischen Innenministers unterstellt werden sollen. Aufgrund dieser Absprache seien die kommunistische und jüdische Spezialpolizei bereits errichtet worden, wozu man jetzt auch die antifreimaurerische Spezialpolizei fügen wolle. Marquès-Rivière solle sich mit meinem Sachbearbeiter für Freimaurerfragen, SS-Obersturmführer Moritz, in Verbindung setzen, um die Zurückführung der diesem im April 1941 zur Verfügung gestellten Beamten der Pariser Polizeipräfektur aus dem Gebäude Paris, 4. Square Rapp, in das neue Dienstgebäude in Paris, 8. rue Graffulhe, wo sich bereits die kommunistische und jüdische Spezialpolizei der Präfektur Paris befinden, zu besprechen.

Nach Rücksprache mit Herrn Kriegsverwaltungschef Dr. Best ergab sich, daß das französische Innenministerium bisher den Erlaß vom 15. 12. 1941 überhaupt noch nicht zur Genehmigung vorgelegt hatte, so daß von deutscher Seite die antifreimaurerische Spezialpolizei als nicht bestehend angesehen werden muß. Tatsächlich hat der Leiter dieser Polizei, Marquès-Rivière, sich gemäß einer Anweisung meiner Dienststelle bisher jeglicher Tätigkeit enthalten.

Aus der Tatsache, daß ausgerechnet Marquès-Rivière, dessen enge Zusammenarbeit mit deutschen Stellen dem französischen Innenminister bekannt ist und dessen deutschfreundliche Broschüren im unbesetzten Frankreich zum Teil verboten sind, mit der Leitung der Spezialpolizei im besetzten Gebiet beauftragt worden ist, muß meines Erachtens gefolgert werden, daß Innenminister Pucheu gehofft hat, mit der Ernennung Marquès-Rivières leicht die Einwilligung der deutschen Dienststellen zur Errichtung der Antifreimaurerpolizei zu erlangen. Daß Marquès-Rivière dann, wenn er meiner Dienststelle laufend genauesten Einblick in seine Arbeit gewährt, sehr lange Leiter der Spezialpolizei bleiben wird, ist zu bezweifeln. Ich darf in diesem Zusammenhang darauf hinweisen, daß - wie hier streng vertraulich bekannt wurde - Innenminister Pucheu vor einigen Wochen den Beauftragten der französischen Regierung für Freimaurerfragen, Professor Fay, aufgefordert hat, den deutschen Dienststellen keine der im unbesetzten Gebiet aufgefundenen Freimaurerakten zugänglich zu machen. Mit einer grundsätzlichen Änderung der inneren Haltung Pucheus kann bei der Einstellung der französischen Regierung gegenüber den mit deutschen Dienststellen zusammenarbeitenden Franzosen, wie sie in der Neujahrsbotschaft Pétains ganz klar zum Ausdruck gebracht wurde, nicht gerechnet werden.

Des weiteren zeigen die bisher mit der französischen Judenpolizei gemachten Erfahrungen zur Genüge mit welcher Nachlässigkeit die verantwortlichen französischen Stellen die Bekämpfung weltanschaulicher Gegner durchführen. Wenn auf freimaurerischem Gebiet auch im unbesetzten Frankreich bisher bessere Arbeitsergebnisse durch die Antifreimaurerpolizei erzielt worden sind und wenn die französische Regierung verhältnismäßig durchgreifende antifreimaurerische Maßnahmen getroffen hat, so äußert sich hier vor allem die Aktivität der reaktionären chauvinistisch und katholisch eingestellten Kreise, die besonders in der Umgebung des Marschalls Pétain immer wieder versuchen, durch Erweckung von Revanchegedanken eine aufrichtige deutsch-französische Zusammenarbeit zu stören. Diese Kreise sehen in den liberalistisch-pazifistisch verseuchten Freimaurern trotz deren durchaus deutschfeindlicher Einstellung einen gefährlichen ^{geordneten} Gegner für die Verfolgung ihrer Politik. Aus diesem Gesichtspunkt heraus müssen die scharfen Maßnahmen der französischen Regierung gegen die Freimaurerei betrachtet werden.

Wenn die französische Regierung jetzt versucht auch im besetzten Gebiet Exekutivmaßnahmen gegen die Freimaurer ergreifen zu können, entspringt dies zweifellos dem Wunsche, praktische Möglichkeiten zur Bekämpfung politischer Gegner zu bekommen. Bekanntlich sind ein verhältnismäßig großer Teil der in den kollaborationistischen Parteien tätigen Personen Freimaurer oder standen der Freimaurerei nahe. In welche Gefahr diese Kreise geraten, wenn die französische Polizei auf dem Freimaurergebiet Exekutivgewalt auch im besetzten Frankreich erhält, liegt klar auf der Hand.

Andererseits besteht für die hiesige Dienststelle und damit für alle interessierten Stellen die

bereits mehrfach angewandte Möglichkeit, unter dem Vorwand einer angeblichen Logenmitgliedschaft bei allen Franzosen Haussuchungen durchzuführen, bei denen dies aus irgendwelchen Gründen wünschenswert ist. Diese Möglichkeit würde bei einer Genehmigung der mit Erlaß des französischen Innenministers vom 15. 12. 1941 geschaffenen antifreimaurerischen Spezialpolizei für das besetzte Gebiet in Zukunft nicht nur fortfallen, sondern damit im Gegenteil zukünftig der französischen Polizei offen stehen.

Eine schnelle Klärung der Angelegenheit ist nunmehr dringend erforderlich geworden. Ich schlage daher vor, Innenminister Pucheu in ganz unmißverständlicher Form darüber zu unterrichten, daß eine Genehmigung für die Tätigkeit einer antifreimaurerischen Spezialpolizei im besetzten Gebiet bis auf weiteres nicht erteilt wird. Centered

Abschließend darf ich darauf hinweisen, daß Innenminister Pucheu, wie hier vertraulich bekannt geworden ist, in den letzten Wochen immer wieder den verschiedensten französischen Persönlichkeiten gegenüber seinen festen Willen zum Ausdruck gebracht hat, daß er in Kürze bei den deutschen Dienststellen in Paris die Genehmigung für die Tätigkeit einer antifreimaurerischen Spezialpolizei auch im besetzten Frankreich durchsetzen wird.

Vfg.:

- 1.) Leiter m. d. B. um Unterzeichnung.
- 2.) Z. d. A. VI E 1/VII 551.
- 3.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 515.
- 4.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 55.
- 5.) Doppel z. d. A. VI E 1/IX 751.
- 6.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 519.

M 25/12.42

Centered

14/12/42

Copie d'une note qui paraît
émaner de la zone libre.

Cette note m'a été remise par un
inspecteur qui la tient des milieux bancaires
de Paris.

H. J. Joffe
21 JDA VII E1 / VII 515

H. J. Joffe
12/12/42

ENTREVUE DE ST. FLORENTIN

Cette entrevue avait été provoquée par le Gouvernement du Reich qui désirait connaître les positions exactes de la France en politique extérieure, en prévision des graves événements qui allaient se dérouler dans le Pacifique.

Cette rencontre était organisée par M. de BRINON.

Le Maréchal Goering a demandé au Maréchal Pétain de montrer plus d'énergie dans la préparation de la défense de l'Afrique du Nord et des Colonies Françaises. Il aurait été question de la remobilisation de l'Armée de l'Air et de la Flotte française. Le Maréchal PÉTAIN a répondu qu'il n'était pas question de mobiliser en France l'armée de terre et que, seule l'armée de l'Afrique du Nord pouvait être mise sur pied de guerre, à condition toutefois a-t-il dit, c'est que vous nous rendiez nos officiers, nos sous-officiers, nos hommes et notre matériel pour reconstituer nos formations.

Le Maréchal Pétain a rappelé que semblable demande avait été faite par le Gouvernement Français, au moment de l'affaire de Syrie et qu'elle avait été refusée par le Reich et par l'Italie, en particulier, pour ce qui concernait le matériel de Guerre récemment prélevé de Syrie par les Italiens.

Le Maréchal Pétain a rappelé également qu'il était d'accord sur le principe de la Collaboration, mais que la plupart des promesses faites par le Reich n'ayant pas été réalisées, il ne pouvait s'en tenir lui-même qu'au cadre des conditions d'armistice:

"J'ai compris que la collaboration impliquait de traiter d'égal à égal. S'il y a un vainqueur en haut, et en bas un vaincu, il n'y a plus de collaboration, il y a ce que vous appelez un diktat et ce que nous appelons la Loi du plus fort."

"La France a commis, en 1919, l'erreur de ne pas faire une paix de collaboration. Elle avait gagné la guerre, elle a perdu la paix. Vous ne pouvez pas faire la paix sans la France. En ne faisant pas la paix de collaboration, vous vous exposez à perdre la paix."

"Rappelez-vous ce que je vous dis".

Il a donné lecture du mémorandum de 7 pages qu'il avait-lui-même rédigé dans lequel il précisait tous les points en litige.

À la suite de cette lecture, le Maréchal Goering s'est exclamé: "Enfin Monsieur le Maréchal, quels sont les vainqueurs, vous ou nous?" Le Maréchal lui a répondu que jamais il n'avait senti plus profondément qu'au cours de cette entrevue combien la France avait été vaincue. "J'ai confiance dans les destinées de la France, dans son relèvement. Quant à moi personnellement, sachez bien que, pour un homme de mon âge, il est une évasion bien facile à réaliser, celle du passage de la vie à la mort".

Le maréchal Pétain a voulu remettre son mémorandum au Maréchal Goering mais celui-ci à deux reprises, a refusé de la prendre. Alors le

Maréchal Pétain le lui a tout simplement mis dans sa poche.....Et Goering l'y a laissé;

Le Maréchal Pétain, et le maréchal Goering ont continué leur conversation sur des points de détail, puis ont échangé très cordialement des souvenirs de la guerre de 1914-1918 et se sont quittés dans les meilleurs termes.

Le Maréchal Goering a passé deux jours à Paris et à la suite de cette entrevue. Le mémorandum du Maréchal a été traduit en allemand par les services de l'Ambassade. L'ambassadeur ainsi que le général Commandant les Forces militaires en France en ont pris connaissance et, le Lundi 8 Décembre, le Général officier de la Liaison entre le Maréchal Goering et le Fuhër est parti pour remettre le document à ce dernier.



Dans son mémorandum, le Maréchal Pétain rappelle au Chancelier Hitler qu'à la suite de l'entrevue de Fontainebleau et des conversations diplomatiques qui avaient précédé ce qui ont suivi, il avait été convenu que les prisonniers seraient libérés que la ligne de démarcation serait supprimée que les prélèvements de l'armée allemande sur l'économie française seraient réduits et, que dans une certaine mesure l'armée française d'armistice, en particulier l'armée d'Afrique du Nord serait réarmée.

Aucune de ces conditions n'a été complètement réalisée.

Le Maréchal Goering a fait observer au Maréchal Pétain que le Gouvernement allemand était obligé de voir que l'agriculture française ne produisait pas au maximum: "Vendez-nous", a dit le Maréchal Pétain les 600.000 agriculteurs prisonniers que vous conservez".

"Le ravitaillement de la France est mal assuré. Vendez-nous les wagons que la France a prêtés à l'Allemagne et qui ne sont jamais revenus. Ces wagons représentent, il ne faut pas l'oublier, un tiers de la totalité du matériel roulant français et, aux termes des conditions d'armistice, ils devaient être simplement prêtés."

L'industrie française ne produit pas suffisamment a dit le Maréchal Goering.

"Vous deviez lui fournir du charbon et matières premières nous les attendons", a répondu le Maréchal Pétain.

Le Maréchal Pétain a insisté tout particulièrement sur la question qui lui tient le plus à coeur: le retour des prisonniers; il a démontré que la France ne pourrait arriver à se relever que si les 1.500.000 prisonniers qui sont pour la plupart ^{des} jeunes et actifs n'étaient rendus à leurs affaires et à leurs travaux. Il a protesté contre le maintien de la ligne de démarcation, qui a-t-il dit est une plaie saignante au sein ^{flanc} de la France.

Enfin, il s'est élevé contre les prélèvements massifs de denrées alimentaires par l'armée allemande en France. Les effectifs de l'armée d'occupation, sont passés successivement de 2 millions et demi à 2 millions puis de 1 million 500.000 puis 1 million. Il ~~seulement~~ sont actuellement que de 500.000 environ. Néanmoins cet armée prélève 1/3 de la fabrication des conserves de viande, de poisson, et des produits alimentaires de toutes sortes. La disproportion est par trois, sensible a dit le Maréchal entre ce prélèvement de 1/3 et le rapport des 500.000 allemands aux 59.500.000 français c'est 1 sur 80 qui devait être prélevé au lieu de ce 1/3 injustifiable.

Le Maréchal indique, dans son mémorandum, que la somme payée au titre des frais de l'armée allemande d'occupation dépasse déjà considérablement avant toutes discussions et fixations d'indemnités de guerre, les sommes

.....

que l'Allemagne a dû payer au total après sa défaite de 1918.

En racontant cette entrevue, le Maréchal Fétain, a tenu à préciser qu'il n'avait jamais cédé sur le chapitre des concessions territoriales à faire par la France à l'Allemagne, qu'il n'avait même pas cédé ni pris un engagement, ni un semblant d'engagement quelconque, pour la question d'Alsace-Lorraine qui reste absolument entière.

Aucune discussion ^{de fond} n'a eu lieu, à ce sujet, mais à chaque occasion le Maréchal a affirmé sa position et son désir de maintenir l'intégrité du territoire français.

Il a d'ailleurs, au cours de l'entrevue de St Florentin, rappelé au Maréchal Goering, que le Führer lui avait promis, à Reims, qu'aucune annexion territoriale ne serait faite.

Le Maréchal apporte un soin tout particulier au réarmement de la flotte et la remise en état des cuirassiers avariés au cours des attaques anglaises.

Centered

VI B 1/VIII 1.

Paris, den 6. Februar 1942.

SO./10.

GeheimStreng Vertraulich!Aktenvermerk.

- 1.) Betrifft: Von der hiesigen Dienststelle geschaffene französische Antifreimaurerorganisationen in Paris.

Zur Bekämpfung der französischen Freimaurerei bestehen in Paris folgende antifreimaurerische Organisationen, die auf Anregung der hiesigen Dienststelle geschaffen wurden und von VI B 1 dauernd überwacht und in ihrer Arbeitsebene und ihrem Arbeitsziel geleitet werden:

- 1.) Antifreimaurerdienst des Beauftragten der französischen Regierung für Freimaurerfragen, Professor Fay.
- 2.) Antifreimaurerdienst des antisemitischen und antifreimaurerischen Schriftstellers Henry Coste.
- 3.) Freimaurerreferat bei der Polizeipräfektur Paris.

Zu 1.):

In Herbst 1940 wurde von der hiesigen Dienststelle das zu Anfang der Besetzung verriegelte Gebäude des ehemaligen Grand Orient de France in Paris, 16. rue Cadet, auf Veranlassung an Professor Fay übergeben, der hier mit geeigneten Mitarbeitern die Auswertung der in Frankreich aufgefundenen Logendokumente, insbesondere der Mitgliederlisten, vornehmen sollte. Nachdem Fay zum Beauftragten der französischen Regierung für Freimaurer-

Fragen ermahnt worden war, wurden ihm reichliche Geldmittel vonseiten der französischen Regierung zur Verfügung, um mit etwa 50 antifreimaurerisch ausgerichteten Arbeitstriften an die Erstellung einer Freimaurerverkartei sowie an die Schaffung des sichergestellten Informationsdienstes heranzusetzen. Die Kartei umfasst zur Zeit etwa 75.000 Namen, d. h. also, das ungefähr 90 Prozent aller französischen Freimaurer in ihr erfasst worden sind. Um die Auswertung der Akten entscheidend vorwärtszutreiben, hat Jay der französischen Regierung vorgeschlagen, den Personalstand auf etwa 250 Mitarbeiter zu vergrößern. Mit der Genehmigung dieses Vorschlags ist in Kürze zu rechnen.

Nach Gründung der antifreimaurerischen Monatszeitschrift "Les Documents maçonniques" im September 1947 hat sich der Generalsekretär dieser Zeitschrift, ^{Centered} de B o i s t e l , mit seinen gleichfalls aus Regierungsmitteln bezahlten Mitarbeitern (etwa 70) in einem Teil des Gebäudes rue Cadet eingerichtet. Vor Erscheinen jeder Folge der Zeitschrift werden die Akten zur Zensurierung und Verbesserung bei VI 3 1 vorgelegt, das in schwierigen Fällen die Genehmigung des Art. VII des Reichsleiter-Stellenausschusses einholt. Die Zeitschrift erscheint für das gesamte Frankreich, eine Zweigstelle für das unbesetzte Gebiet befindet sich in Vichy. Die Auflagehöhe beläuft sich zur Zeit auf 45.000. Sämtliche entstehenden Unkosten werden durch Regierungsmittel gedeckt.

Die Leitung des Antifreimaurerdienstes Jay's hat ein hiesiger AG. Außerdem sind in der Dienststelle noch 2 AG sowie 3 Intenar vorhanden, die VI 3 1 gemaestens über alle Geschäfte der Dienststelle unterrichten.

Einer der beiden Hauptschriftleiter der Zeitschrift "Les Documents maçonniques" sowie deren Generalsekretär sind hiesige M.G. Da mit Professor Fay ebenfalls seit Beginn der Besetzung enge Verbindung gehalten wird und Fay 2 bis 3mal in der Woche in Mikrowachen mit VI E 1 alle anfallenden Fragen auf freimaurerischem Gebiet klärt, können die Wünsche der hiesig n Dienststelle in Hinblick auf die antifreimaurerischen Maßnahmen der französischen Regierung weitgehend und nachdrücklichst eingeschaltet werden.

Zu 2.):

Am 1. 1941 wurde das zu Beginn der Besetzung beschlagnahmte Gebäude der ehemaligen Grande Loge de France in Paris, 6. rue Tubaux an dem seit Jahren schon antifreimaurerisch und antisemitisch tätigen Schriftsteller Henry Coston übergeben. Coston hatte hier einen antifreimaurerischen Nachrichtenendienst auf, der auch im unbesetzten Gebiet tätig ist. Er beschäftigt zur Zeit 20 ihm von früher her bekannte antifreimaurerisch eingestellte Gesinnungsgenossen, deren Beschaltung mit von VI E 1 ausgestellten Dienstleistungsbescheinigungen durch die Bürgermeisterei Paris erfolgt. Coston gibt wöchentlich einen antifreimaurerischen "ressendienst" heraus, in dem in Form von Kurznachrichten die freimaurerische Durchdringung des öffentlichen Lebens gezeigt wird. Dieser Ressendienst wird allen französischen Zeitungen ausbeutet (also auch denen im unbesetzten Gebiet). Die Artikel werden in immer steigenderem Maße vor allen von der Presse des von Provinzpresse aufgenommen, wie die bei VI E 1 durchgeführte Überprüfung der französischen Presse zeigte. Für diesen Zeitungsinformationsdienst werden Coston wesentlich

20.000 Franken von Professor Fay aus Regierungsmitteln auf Veranlassung von VI 8 1 zur Verfügung gestellt.

Außer dieser Arbeit wartet Coston die freimaurerischen Veröffentlichungen über Logenrituungen, Jahreskonvente usw. ("Bulletin hebdomadaire", Wochenzeitung der Pariser Freimaurerlogen "Compte Rendu", Jahresberichte über die freimaurerischen Konvente usw.) aus, wobei er große Karteiapparate aufbaut, die nach Angaben von VI 8 1 eingerichtet sind. Diese Karteiapparate wurden später ebenfalls nach Berlin an das Reichssicherheitshauptamt überführt. Außer Coston sind 2 AG und 1 Zuträger in der rue Puteaux tätig, so daß VI 8 1 über die dort geleistete Arbeit eingehend unterrichtet ist.

Coston baut zur Zeit auf Anregung von VI 8 1 einen antifreimaurerischen Auslandsnachrichtendienst auf, wobei er seine langjährigen Beziehungen zu spanischen, portugiesischen, türkischen und afrikanischen Antifreimaurern benutzen wird.

Coston und die bei ihm tätigen AG und Zuträger werden aus M-Mitteln von VI 8 1 bezahlt.

Zu 3.):

Am 7. April 1941 stellte die Polizeipräfektur Paris zuerst 20, später 40 Polizeinspektoren VI 8 1 zur Verfügung, von wo in dem ehemaligen Gebäude der Theosophischen Gesellschaft Paris, 4. Square Rapp, das VI 8 1 zu Beginn der Besetzung beschlagnahmt hatte, ein Freimaurerreferat der Polizeipräfektur Paris eingerichtet werden war. Die Leitung wurde einem hiesigen AG, officier de police m o r s e h e l, übertragen, der auf Anweisung von VI 8 1 täglich mehrere Hausdurchsuchungen bei französischen Freimaurern durchführen läßt, die stets in Anwesenheit eines Angehörigen von VI 8 1 er-

folgen. Sämtliche sichergestellte Akten werden von einem in dem gleichen Gebäude untergebrachten Auswertungsdiensnt gesichtet und ausgewertet. Die Leitung dieses Dienstes liegt bei dem hiesigen Vn Pfannstiel, der in einem festen Dienstverhältnis zu VI S 1 steht und dessen Arbeit dauernd überprüft wird. Pfannstiel beschäftigt seinerseits 16 französische Mitarbeiter, deren politische und anti-freimaurerische Einstellung er seit Jahren kennt und deren Besoldung VI S 1 mit weissen Dienstleistungsbescheinigungen durch die Bürgermeisterei Paris durchzuführen läßt, wobei aus Tarnungsgründen zum Teil falsche Namen verwendet werden.

Alle unwesentlichen Akten werden zur weiteren Auswertung (Ergänzung der Mitgliederkartei usw.) an den Antifreimaurerdienst des Beauftragten der französischen Regierung für Freimaurerfragen, Professor Fay, gegen Quittung abgegeben.

Vn Pfannstiel hat außer dieser Arbeit mit einem Teil seiner Mitarbeiter einen auf allen Lebensgebieten tätigen und mit etwa 30 festen Agenten arbeitenden Nachrichtendienst aufgebaut, der von VI S 1 betreut und in seiner Arbeitsweise und seinem Arbeitsspiel laufend ausgerichtet wird.

Alle in dem Gebäude 4, Square Rapp tätigen Vn und AG werden von VI S 1 aus M-Mitteln besoldet.

- 2.) SS-Obersturmbannführer Dr. K n o c h e n m. d. S. um Iten, und zur Unterrichtung von C.
- 3.) Doppel z. d. A. VI S 1/VIII 1.
- 4.) Doppel z. d. A. VI S 1/VII 511.
- 5.) Doppel z. d. A. VI S 1/VII 512.
- 6.) Doppel z. d. A. VI S 1/VII 516.
- 7.) Doppel z. d. A. VI S 1/VII 517.
- 8.) Doppel z. d. A. VI S 1/VII 515.
- 9.) Doppel z. d. A. VI S 1/VII 521.
- 10.) Doppel z. d. A. VI S 1/VII 5112.

SS-Obersturmbannführer.

VI B 1/VII 55.

Paris, den 9. Februar 1942.

No./No.

A k t e n v e r m e r k .1.) Betrifft: Antifreimaurerische Regierungemaßnahmen.

AG FR 1 meldet:

Professor Fay kehrte heute von einer mehrtägigen Reise nach Vichy zurück, wo er mit dem Marschall sowie verschiedenen Ministern über die weiteren antifreimaurerischen Regierungemaßnahmen Besprechungen durchführte.

Bei seinen Unterredungen mit Tétain gewann Professor Fay einen der Eindruck, daß dieser unbedingt freimaurerfeindlich eingestellt ist, während fast alle übrigen Regierungsglieder in Vichy die Freimaurerbekämpfung lediglich benutzen, um irgendwelche persönlichen Vorteile zu gewinnen. Eine Ausnahme hiervon machte lediglich der Arzt des Marschalls, Dr. M é n é - t r e l , der, wie Fay ausdrücklich feststellen konnte, trotz aller seiner sonstigen Fehler stets antifreimaurerisch eingestellt war und auch heute noch ist. Auf seinen Einfluß dürfte die gleichfalls antifreimaurerische Haltung des Marschalls zu einem großen Teil zurückzuführen sein.

Besonders auffällig war Fay die schwankende Haltung du moulin de la Parthote's und des Generals Laure, die plötzlich Bedenken darüber äußerten, daß Fay in seinem neuen Budget-Vorschlag zu große Geldmittel für

die Durchführung der antifreimaurerischen Propaganda-maßnahmen verlange. Erst nach langen hin und her entschlossen sich beide, die Vorschläge Fays, die sich in einem durchaus bescheidenen Rahmen bewegen - der Budget-Plan mit seinen genauen Ziffern wird von AG FR 1 noch nach hier gegeben -, anzunehmen.

Besondere Schwierigkeiten hatte Fay im Hinblick auf die Finanzierung des antifreimaurerischen Pressedienstes zu überwinden, dessen Herausgeber, der antifreimaurerische und antisemitische Schriftsteller Henry Coston, Paris, sicherlich aufgrund seiner schon seit 1929 offen betonten Freundschaft für das nationalsozialistische Deutschland in gewissen Vichy-Regierungskreisen auf unbedingte Ablehnung stößt. Auch hier bedurfte es einer verhältnismäßig langen Aussprache, bis Fays Vorschlag genehmigt wurde, wonach Coston monatlich 20.000 ^{Centred} Franken zur Herausgabe seines Pressedienstes zur Verfügung stehen. Den Ausschlag für die Bewilligung gab ein von dem Generalsekretär der antifreimaurerischen Monatszeitschrift "Les Documents maçonniques", de Boistel, erstellter Bericht, in dem de Boistel sich äußerst günstig über den antifreimaurerischen Pressedienst Costons äußert. Allerdings erfolgte die Bewilligung der Beihilfe für Coston lediglich unter der Bedingung, daß hierüber in der Öffentlichkeit nichts laut werden darf. (Diese Bedingung entspricht durchaus den Wünschen von VI 2 1, da Coston auf diese Weise nach außen hin als völlig unabhängig arbeiten kann).

In einer Rücksprache mit Pucheu erklärte sich dieser gegenüber Professor Fay grundsätzlich bereit, Maßnahmen gegen die okkulten Gesellschaften zu ergreifen. (Einzelheiten siehe Sonderbericht.)

Zur Frage der Schaffung einer antifreimaurerischen Polizei auch für das besetzte Gebiet erklärte Fucheu, daß er größten Wert darauf lege, diesen seinen Plan recht bald zu verwirklichen. Als Leiter dieser Polizei für das besetzte Gebiet halte er nach wie vor **M a r q u è s - R i v i è r e** (hiesiger AG) am geeignetsten. Dagegen könne er niemals mit einem Mann wie dem jetzigen Leiter des Freimaurerreferates bei der Polizeipräfektur Paris, Polizeioffizier **M e e r - s c h e l**, (hiesiger AG) zusammenarbeiten, der sich ihm gegenüber seinerzeit respektlos aufgeführt habe. Fay stimmt mit der Ansicht des Unterzeichneten überein, daß Fucheu lediglich deswegen gegen Meerschel eingestellt ist, weil dieser trotz aller gegenteiligen Anweisungen von französischer Seite engstens mit **V I N** 1 zusammenarbeitet. Fucheu erklärte abschließend, daß er in der kommenden Woche in Paris zur endgültigen Klärung der ganzen Frage mit Kriegsverwaltungschef **Dr. Best** und SS-Obersturmbannführer **Dr. Knochen** in Verbindung treten wolle.

Fay nahm an den Beratungen der am 7. 2. 1942 tagenden Spezialkommission für freimaurerische Begnadigungsgesuche teil. Die Kommission bearbeitete diesmal jedoch keine Gnadengesuche, sondern beratschlagte über die geplante Zusammenfassung aller bisher erschienenen antifreimaurerischen Regierungserlasse in einem klar umschriebenen Gesetz. Man einigte sich grundsätzlich darüber, daß die bisher in den Freimaurergesetzen durchgeführte Verquickung mit den Judengesetzen in Zukunft fallen gelassen werden soll, um eine zu starke Diffamierung vor allem der niederen Grade der Freimaurer zu vermeiden. Man will dadurch die große Masse der Freimaurer für eine Mitarbeit an dem neuen Staatswesen

gewinnen, während lediglich ein geringerer Teil der ehemals aktiven Hochgradfreimaurer und Logenbeamten davon für immer ausgeschlossen werden soll.

In "Journal Officiel" werden in Kürze nochmals etwa 7.000 Namen ehemaliger Hochgradfreimaurer und Logenbeamter veröffentlicht.

- 2.) Leiter z. d. A. um Ktn.
Soll das Reichssicherheitshauptamt in Form eines Zwischenberichtes von den Vorgängen Kenntnis erhalten?
- 3.) Z. d. A. VI B 1/VII 55.
- 4.) Doppel z. d. A. VI B 1/VII 511.
- 5.) Doppel z. d. A. VI B 1/VII 5112.
- 6.) Doppel z. d. A. VI B 1/VII 515.
- 7.) Doppel z. d. A. VI B 1/VII 516.
- 8.) Doppel an VI B zur Ktn. und zum Verbleib.

WJ
SA-Obersturmführer.

VI E 1/VII 551.

Paris, den 4. Februar 1942.

Stü./No.

A k t e n v e r m e r k .

- 1.) Betrifft: Freimaurerreferat bei der Polizeipräfektur Paris.

Der Officier de Police M o e r s c h e l vom Freimaurerreferat bei der Polizeipräfektur Paris, 4. Square Rapp, teilte am 3. 2. 1942 dem Unterzeichneten mit, daß von der Polizeipräfektur Paris eine anti-freimaurerische Spezialpolizei eingerichtet worden sei, die unter der Leitung von M a r q u è s - R i v i è r e in der rue Greffulhe - dem Dienstgebäude der kommunistischen und jüdischen Spezialpolizei - bereits arbeite.

Der Unterzeichnete begab sich daraufhin zur rue Greffulhe, um an Ort und Stelle unauffällig festzustellen, in wieweit diese Angaben zutreffen. Auf Befragen teilte der Kommissar Schwäblin von der jüdischen Spezialpolizei mit, daß Marquès-Rivière sich auf einer Vortragsreise nach Rouen bzw. Bordeaux befände. Schwäblin teilte weiter mit, daß er Marquès-Rivière von seinen Räumen vorübergehend ein Zimmer abgetreten, das dieser bisher aber arbeitsmäßig noch nicht benutzt habe. Marquès-Rivière bekomme für seine antifreimaurerische Spezialpolizei das gesamte 5. Stockwerk des Hauses, das zur Zeit von grundauf renoviert würde. Die antifreimaurerische Spezialpolizei hätte bereits arbeiten sollen, jedoch haben technische Schwierigkeiten - gemeint waren Materialschwierigkeiten zur Instandsetzung der vorgese-

henen Büroräume - das Tätigwerden der antifreimaurerischen Spezialpolizei bisher verhindert.

Es wird also festgestellt, daß

- 1.) Marquès-Rivière sich an sein Versprechen, bis zur endgültigen Entscheidung der Frage über die Errichtung der von der französischen Regierung vorgesehenen antifreimaurerischen Spezialpolizei in keiner Weise tätig zu werden, gehalten hat.
- 2.) die Polizeipräfektur Paris bereits mit der Errichtung einer antifreimaurerischen Spezialpolizei begonnen hat.

- 2.) Leiter m. d. B. um Ktn.
und als Besprechungsunterlage bei SS-Brigadeführer
Dr. B e s t .
- 3.) Doppel z. d. A. VI ^{ca. 1941} 1/VII 551.
- 4.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 519.
- 5.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 515.

I. V.

Wu 4/12

SS-Untersturmführer.

VI E 1/VII 551.

Paris, den 20. Januar 1942.

Mo./Wo.

G e h e i m !

Durch Sonderkurier!

An

den Militärbefehlshaber in Frankreich
- Abteilung Verwaltung -
z. Hd. von Herrn Kriegsverwaltungschef
Dr. B e s t ,

P a r i s ,

Hotel Majestic.

Betrifft: Französische antifreimaurerische
Spezialpolizei.

Vorgang: Ohne.

Anlagen: 1 Abschrift mit Übersetzung.

Der mit verschiedenen deutschen Dienststellen auf antifreimaurerischem Gebiet zusammenarbeitende Pariser Journalist M a r q u è s - R i v i è r e wurde im August 1941 von dem Leiter des im unbesetzten Frankreich tätigen antifreimaurerischen Nachrichtendienstes namens L a b a t, der dem französischen Innenminister unterstellt ist, aufgefordert, einen ähnlichen Nachrichtendienst auch für das besetzte Gebiet aufzubauen.

Marquès-Rivière verständigte hiervon sofort meine Dienststelle, da ihm bekannt war, daß von hier

aus schon seit längerem die Notwendigkeit zur Schaffung eines von französischen Antifreimaurern organisierten Nachrichtendienstes zur Bekämpfung geheimer Umtriebe der aufgelösten Freimaurerlogen betont worden war. Da sich Marquès-Rivière dabei bereit erklärte, meine Dienststelle laufend über die Tätigkeit seines Nachrichtendienstes zu unterrichten - selbstverständlich ohne Wissen irgendwelcher sonstigen französischen Dienststellen - , wurden keine grundsätzlichen Einwendungen gegen diesen Plan erhoben.

In den nachfolgenden Monaten erhielt meine Dienststelle keine weiteren Nachrichten über diese Angelegenheit, die damit vorläufig von offizieller französischer Seite aus zurückgestellt zu sein schien.

Am 24. 12. 1941 legte Marquès-Rivière meiner Dienststelle die Abschrift eines Erlasses des französischen Innenministers vom 15. 12. 1941 vor, mit dem dieser die Aufstellung einer sowohl in der besetzten als auch unbesetzten Zone Frankreichs tätigen antifreimaurerischen Spezialpolizei anordnete (Anlage).

Die Aufgaben dieser Polizei bestehen darin,

1. Verstöße gegen die Antifreimaurergesetze festzustellen,
2. die noch versteckten Archive und Dokumente der Logen ausfindig zu machen,
3. andere Polizeidienststellen über die Tätigkeit der ehemaligen Freimaurer zu unterrichten.

Die Spezialpolizei untersteht unmittelbar dem Innenminister, arbeitet jedoch im Einvernehmen mit dem Beauftragten der französischen Regierung für Freimaurerfragen, Professor Bernard Fay, an den auch die aufgefundenen Dokumente und Archive der Logen nach Auswertung auszuhändigen sind.

Wie Marquès-Rivières gleichzeitig mitteilte, wurde ihm dieser Erlaß am 20. 12. 1941 von dem französischen Major Jouannin beim französischen Innenministerium in Paris übergeben mit der Erklärung, daß er zum Direktor der antifreimaurerpolizei im besetzten Frankreich ernannt worden sei.

Die Schaffung der antifreimaurerischen Polizei beruhe auf einer mit dem militärbefehlshaber (Jouannin nannte hier den Namen Dr. Best) bereits Ende November 1941 getroffenen grundsätzlichen Abmachung, wonach alle für irgendwelche deutsche Dienststellen arbeitenden französischen Polizeibeamten wieder dem alleinigen Befehl des französischen Innenministers unterstellt werden sollen. Aufgrund dieser Absprache seien die kommunistische und jüdische Spezialpolizei bereits errichtet worden, wozu man jetzt auch die antifreimaurerische Spezialpolizei fügen wolle. Marquès-Rivières solle sich mit meinem Sachbearbeiter für Freimaurerfragen, SS-Obersturmführer Moritz, in Verbindung setzen, um die Zurückführung der diesem im April 1941 zur Verfügung gestellten Beamten der Pariser Polizeipräfektur aus dem Gebäude Paris, 4. Square Rapp, - ich verweise in diesem Zusammenhang auf meinen ausführlichen Bericht vom 23. 4. 1941 - Aktenzeichen II B 1 - VII 551 über die Schaffung eines unter Leitung meiner Dienststelle arbeitenden Freimaurerreferates bei der Polizeipräfektur Paris - in das neue Dienstgebäude in Paris, 8. rue Greffulhe, wo sich bereits die kommunistische und jüdische Spezialpolizei der Präfektur Paris befinden, zu besprechen.

Die Schaffung einer antifreimaurerischen Spezialpolizei für das gesamte Frankreich ist meines Erachtens notwendig. Als unbedingte Voraussetzung muß

dabei jedoch gefordert werden, daß diese Polizei engstens mit den zuständigen deutschen Stellen zusammenarbeitet. Darüberhinaus darf sie im besetzten Gebiet nur unter deutscher Aufsicht Exekutivaufgaben durchführen, weil auf antifreimaurerischem Gebiet ohne weiteres die Möglichkeit besteht - im Gegensatz zur Kommunisten- und Judenbekämpfung -, gegen jede beliebige Person vorzugehen unter dem Vorwand, daß diese Mitglied einer Loge gewesen sei. Ohne deutsche Aufsicht würden damit sämtliche mit deutschen Dienststellen zusammenarbeitenden Franzosen in die Gefahr geraten, von französischer Seite polizeilichen Maßnahmen - Überwachung, Verhör, Haussuchung usw. - unterzogen zu werden.

Aus der Tatsache, daß ausgerechnet Marquès-Rivière, dessen enge Zusammenarbeit mit deutschen Stellen dem französischen Innenminister bekannt ist und dessen deutschfreundliche Broschüren im unbesetzten Frankreich zum Teil verboten sind, mit der Leitung der Polizei im besetzten Frankreich beauftragt worden ist, muß meines Erachtens gefolgert werden, daß der französische Innenminister hofft, mit der Ernennung Marquès-Rivières leichter die Einwilligung der deutschen Dienststellen zur Errichtung der Antifreimaurerpolizei zu erlangen. Ob Marquès-Rivière jedoch dann, wenn er der hiesigen Dienststelle laufend Einblick in die Arbeit gewährt, sehr lange Leiter der Polizei bleibt, ist zu bezweifeln. In diesem Zusammenhang darf ich darauf hinweisen, daß - wie hier streng vertraulich bekannt wurde - Innenminister Pucheu vor wenigen Wochen Professor Pay, den Beauftragten der französischen Regierung für Freimaurerfragen, aufgefordert hat, den deutschen Dienststellen keine der im unbesetzten Gebiet aufgefundenen Freimaurerakten zugänglich zu machen. mit einer grundsätzlichen Änderung der inneren Haltung Pucheus kann

bei der Einstellung der französischen Regierung gegenüber den mit deutschen Stellen zusammenarbeitenden Franzosen, wie sie in der Neujahrsbotschaft Pétains zum Ausdruck gebracht wurde, wohl kaum gerechnet werden.

Des weiteren zeigen die bisher mit der französischen Judenpolizei gemachten Erfahrungen zur Genüge, mit welcher Nachlässigkeit die verantwortlichen französischen Stellen die Bekämpfung weltanschaulicher Gegner durchzuführen gewillt sind, wobei auf die ungleich kompliziertere Lage auf dem Gebiet der Freimaurerbekämpfung hier nur kurz hingewiesen sei.

Unter diesen Umständen halte ich es für erforderlich, die Exekutivmaßnahmen zur Bekämpfung der französischen Freimaurer im besetzten Gebiet wie bisher allein den zuständigen deutschen Dienststellen zu belassen, die sich zur Durchführung ihrer Aufgaben in Paris weiterhin des seit dem 1. April 1941 unter Aufsicht meiner Dienststelle arbeitenden Freimaurerreferates bei der Polizeipräfektur Paris bedienen können.

Dagegen ist es meines Erachtens äußerst wünschenswert, wenn von französischer Seite auch im besetzten Gebiet ein antifreimaurerischer Nachrichtendienst aufgebaut wird, als dessen Leiter der seit 1935 als antifreimaurerischer Schriftsteller tätige Marquès-Rivière gut geeignet wäre.

Da eine schnelle Klärung der Angelegenheit dringend erforderlich ist, bitte ich um Mitteilung, ob die Maßnahmen der französischen Regierung bereits die Genehmigung des Militärbefehlshabers gefunden haben. Verneinendenfalls bitte ich um Berücksichtigung meiner vorstehenden Stellungnahme.

Vfg.:

- 1.) SS-Sturmbannführer L i s c h k a m. d. B. um ktsn. und Unterzeichnung.
- 2.) Z. d. A. VI E 1/VII 551.
- 3.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 515.
- 4.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 55.
- 5.) Doppel z. d. A. VI E 1/IX 751.
- 6.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 519.

Handwritten signature

INNENMINISTERIUM

Der Minister Staatssekretär im Innern

Beschliesst:

Artikel 1 Es wird im Innenministerium eine Dienststelle gegründet, genannt "Police des Sociétés Secrètes".

Diese Dienststelle wird dem Kabinetts des Ministers angeschlossen. Sie setzt sich aus 2 Abteilungen zusammen; die eine in der freien Zone, die andere in der besetzten Zone.

Sie hat die Aufgabe:

- a) Über die Überschreitungen der Gesetze über die geheimen Gesellschaften (13 August 1940; 11 März 1941) nachzuforschen.
- b) die bei der Auflösung unterschlagenen Dokumente und Archive der geheimen Gesellschaften zu suchen.
- c) die anderen Dienststellen der Polizei über die Tätigkeiten der Mitglieder der geheimen Gesellschaften zu benachrichtigen.

Artikel 2. Der Direktor des Kabinetts des Ministers oder sein Beauftragter bestimmt die Grundsätze, welche die Tätigkeit dieser Dienststelle lenken müssen und welche Ziele zu erreichen sind.

Im Rahmen dieser allgemeinen Anweisungen leitet der Chef dieser Dienststelle die Handlung seiner Mitarbeiter.

Artikel 3. Ein enger Zusammenhang muss hergestellt werden zwischen der Polizeidienststelle der Geheimen Gesellschaften und den anderen Polizei-Zentraldienststellen, sowie mit den Dienststellen, die mit den maurerischen Archiven und der Kontrolle der Beamtendeklarationen beauftragt sind.

Artikel 4. Der Chef der Polizeidienststelle der Geheimen Gesellschaften schlägt dem Direktor des Kabinetts die Liste seiner Mitarbeiter vor; diese werden von dem Generalsekretär für die Polizei ernannt und in den Nebenrahmen der Polizei eingefügt.

Sie hängen direkt vom Polizeidienstvorsteher der Geheimen Gesellschaften ab, der ihre Aufgaben und ihr Verweilen bestimmt und für ihre Tätigkeit und ihre Disziplin verantwortlich ist.

Artikel 5. Der Direktor des Kabinetts und der Generalsekretär für die Polizei sind beauftragt, jeder in dem was ihn betrifft, mit der Ausführung dieses Gesetzes.

Gemacht in Vichy, den 15 Dezember 1941

Der Minister, Staatssekretär im Innern

gez: Pierre PUCHEU

Für gleichlautende Abschrift:

Der Chef des 3. Büro

des Personals
des Materials und der Buchhaltung.

Vichy den 15 Dezember 1941

Anweisungen über die Organisation der Polizeidienststelle
der Geheimen GesellschaftenI. Amtsgewalt

Die Polizei der geheimen Gesellschaften hat zur Aufgabe:

a) über die Überschreitungen der Gesetze über die Geheimen Gesellschaften nachzuforschen.

Sie erhält diesbezüglich die Anweisungen des Innenministeriums.

b) die Dokumente und Archive der Geheimen Gesellschaften zu suchen, um sich zu bemühen, eine Liste, ebenso vollständig wie möglich, der Mitglieder dieser Gesellschaften aufzustellen. Die sichergestellten Archive und Dokumente werden der Dienststelle der Geheimen Gesellschaften übergeben.

c) mit dem Kabinett des Marschalls Frankreichs, Staatschef, für alles was die Beamtendeklarationen anbelangt und mit dem Dienstvorsteher der Geheimen Gesellschaften für alles was die Archive anbelangt, mit den anderen Polizeiabteilungen, indem sie sie über die verdächtigen Tätigkeiten der Geheimen Gesellschaften benachrichtigen, zusammenzuarbeiten. Diese Auskünfte werden gegeben entweder auf Verlangen der betreffenden Behörden, oder aus freiem Antrieb dem Kabinett des Innenministers und eventuell im Dringlichkeitsfall den regionalen Präfekten und Präfekten; sie werden von den Dienststellen ausgebeutet, von denen die in Frage kommende Tätigkeit abhängt (anti-kommunistische Polizei, wirtschaftliche Brigade, anti-maurerische Polizei, gerichtliche Polizei).

II. ORGANISATION

a) Die Polizei der Geheimen Gesellschaften bildet eine Dienststelle, welche dem Kabinett des Innenministers angeschlossen ist. Sie empfängt jedoch direkt die Anweisungen des Dienstvorstehers der Geheimen Gesellschaften, für alles was die Archive anbelangt.

b) sie setzt sich zusammen:

aus einem Zentralbüro in Vichy, enthaltend:

die Direktion (1 Direktor und eventuell sein Gehilfe,
Sekretariat, etc....)

eine Sonderabteilung der Polizei, zusammengesetzt
aus Beamten der Nationalen Sicherheitspolizei, bestimmt
nach Wahl und zur vollständigen Verfügung des Direktors.

- aus regionalen Beauftragten (im Prinzip einer für eine Gegend) unterstützt wenn nötig von Nebenagenten, welche zusammen die Nachforschungsabteilung der Dienststelle bilden.

Der Direktor und jeder der regionalen Beauftragten werden einen Missionsbrief empfangen, wodurch sie bei den regionalen Präfekten, Präfekten und Intendanten der Polizei beglaubigt sind.

III ZUSAMMENHÄNGE

a) mit den anderen dienststellen der Polizei

Diese Zusammenhänge stellen sich her:

- durch Zentralstufe, unter der Deckung des Kabinetts des Ministers
- durch regionale Stufe, unter der Deckung der regionalen Präfekten.

Die Regionalen Präfekten und unter ihrer Autorität die Polizeiintendanten müssen über die Tätigkeit der Dienststelle und die erlangten Resultate regelmässig auf dem Laufenden gehalten werden. Nach den Anweisungen des Innenministers oder eventuell nach ihrer eigenen Initiative im Dringlichkeitsfalle erhalten sie und beuten sie aus im regionalen Gebiete die über die Tätigkeiten der Mitglieder der Geheimen Gesellschaften eingegangenen Informationen.

Die Regionalen Präfekten und die Präfekten übermitteln dem Regionalen Beauftragten der Polizei der Geheimen Gesellschaften jede Information von Natur seine Tätigkeit zu orientieren und seine Aufgabe zu erleichtern.

b) mit dem Kabinett des Marschalls und mit dem Dienstvorsteher der Geheimen Gesellschaften.

Sie sind durch direkte Kontakte herzustellen; der Innenminister muss informiert werden.

IV. KONTROLLE DER TÄTIGKEIT UND DER

ANWENDUNG DER FONDS

Diese Kontrolle wird ausgeübt von dem Kabinett des Innenministers, welches monatlich dem Direktor der Polizei der Geheimen Gesellschaften die notwendigen Gelder für die Tätigkeit der Dienststelle übergibt.

Der Direktor der Polizei der Geheimen Gesellschaften übergibt dem Kabinett des Ministers:

- a, monatlich einen Bericht über die Tätigkeit seiner Dienststelle;
- b, monatlich die Zusammenstellung der Unkosten seiner Dienststelle des vorherigen Monats (mit Namen der Verbindungsleute und Aufzählung der eingezogenen Summen), und seine voraussichtlichen Unkosten für den folgenden Monat.

V. WERBUNG UND STATUT DES PERSONALS

Das Personal der Dienststelle ist angeworben unter der Verantwortung des Direktors der Geheimen Gesellschaften.

Der Direktor, sein Gehilfe, die Regionalen Beauftragten und die Nebenagenten leisten den Eid dem Marschall und dem Innenminister. Sie werden nach einer Versuchsperiode durch Beschluss des Generalsekretärs der Nationalen Polizei, durch Beschluss des Generalsekretärs der Polizei im Nebenrahmen der Nationalen Polizei zugelassen werden können.

Bis dahin werden sie aus den geheimen Fonds nach dem beiliegenden Budgetplan bezahlt werden.

Dieser Budgetplan enthält, sowohl für die Direktion als für die Gegenden, Sonderfonds, bestimmt für die Bezahlung der Verbindungsleute und für diverse Ausgaben.

Centered

Für den Minister und durch Ermächtigung

Der Direktor des Kabinetts

gez: Y. PARINGAUX

Zur Beglaubigung der Abschrift

Der Bürovorsteher des Kabinetts

INNENMINISTERIUM

Der Minister Staatssekretär im Innern

Beschliesst:

Artikel 1 Es wird im Innenministerium eine Dienststelle gegründet, genannt "Police des Sociétés Secrètes".

Diese Dienststelle wird dem Kabinetts des Ministers angeschlossen. Sie setzt sich aus 2 Abteilungen zusammen; die eine in der freien Zone, die andere in der besetzten Zone.

Sie hat die Aufgabe:

- a) über die Überschreitungen der Gesetze über die geheimen Gesellschaften (13 August 1940; 11 März 1941) nachzuforschen.
- b) die bei der Auflösung unterschlagenen Dokumente und Archive der geheimen Gesellschaften zu suchen.
- c) die anderen Dienststellen der Polizei über die Tätigkeiten der Mitglieder der geheimen Gesellschaften zu benachrichtigen.

Artikel 2. Der Direktor des Kabinetts des Ministers oder sein Beauftragter bestimmt die Grundsätze, welche die Tätigkeit dieser Dienststelle lenken müssen und welche Ziele zu erreichen sind.

Im Rahmen dieser allgemeinen Anweisungen leitet der Chef dieser Dienststelle die Handlung seiner Mitarbeiter.

Artikel 3. Ein enger Zusammenhang muss hergestellt werden zwischen der Polizeidienststelle der Geheimen Gesellschaften und den anderen Polizei-Zentraldienststellen, sowie mit den Dienststellen, die mit den maurerischen Archiven und der Kontrolle der Beamtendeklarationen beauftragt sind.

Artikel 4. Der Chef der Polizeidienststelle der Geheimen Gesellschaften schlägt dem Direktor des Kabinetts die Liste seiner Mitarbeiter vor; diese werden von dem Generalsekretär für die Polizei ernannt und in den Nebenrahmen der Polizei eingefügt.

Sie hängen direkt vom Polizeidienstvorsteher der Geheimen Gesellschaften ab, der ihre Aufgaben und ihr Verweilen bestimmt und für ihre Tätigkeit und ihre Disziplin verantwortlich ist.

Artikel 5. Der Direktor des Kabinetts und der Generalsekretär für die Polizei sind beauftragt, jeder in dem was ihn betrifft, mit der Ausführung dieses Gesetzes.

Gemacht in Vichy, den 15 Dezember 1941

Der Minister, Staatssekretär im Innern

gez: Pierre PUCHEU

Für gleichlautende Abschrift:

Der Chef des 3. Büro

des Personals
des Materials und der Buchhaltung.

Centered

Vichy den 15 Dezember 1941

Anweisungen über die Organisation der Polizeidienststelle
der Geheimen GesellschaftenI. Amtsgewalt

Die Polizei der geheimen Gesellschaften hat zur Aufgabe:

a) über die Überschreitungen der Gesetze über die Geheimen Gesellschaften nachzuforschen.

Sie erhält diesbezüglich die Anweisungen des Innenministeriums.

b) die Dokumente und Archive der Geheimen Gesellschaften zu suchen, um sich zu bemühen, eine Liste, ebenso vollständig wie möglich, der Mitglieder dieser Gesellschaften aufzustellen. Die sichergestellten Archive und Dokumente werden der Dienststelle der Geheimen Gesellschaften übergeben.

Centered

c) mit dem Kabinett des Marschalls Frankreichs, Staatschef, für alles was die Beamtendeklarationen anbelangt und mit dem Dienstvorsteher der Geheimen Gesellschaften für alles was die Archive anbelangt, mit den anderen Polizeiabteilungen, indem sie sie über die verdächtigen Tätigkeiten der Geheimen Gesellschaften benachrichtigen, zusammenarbeiten. Diese Auskünfte werden gegeben entweder auf Verlangen der betreffenden Behörden, oder aus freiem Antrieb dem Kabinett des Innenministers und eventuell im Dringlichkeitsfall den regionalen Präfekten und Präfekten; sie werden von den Dienststellen ausgebeutet, von denen die in Frage kommende Tätigkeit abhängt (anti-kommunistische Polizei, wirtschaftliche Brigade, anti-maurerische Polizei, gerichtliche Polizei).

II. ORGANISATION

a) Die Polizei der Geheimen Gesellschaften bildet eine Dienststelle, welche dem Kabinett des Innenministers angeschlossen ist. Sie empfängt jedoch direkt die Anweisungen des Dienstvorstehers der Geheimen Gesellschaften, für alles was die Archive anbelangt.

b) sie setzt sich zusammen:

aus einem Zentralbüro in Vichy, enthaltend:

die Direktion (1 Direktor und eventuell sein Gehilfe,
Sekretariat, etc....,

eine Sonderabteilung der Polizei, zusammengesetzt aus Beamten der Nationalen Sicherheitspolizei, bestimmt nach Wahl und zur vollständigen Verfügung des Direktors.

- aus regionalen Beauftragten (im Prinzip einer für eine Gegend) unterstützt wenn nötig von Nebenagenten, welche zusammen die Nachforschungsabteilung der Dienststelle bilden.

Der Direktor und jeder der regionalen Beauftragten werden einen Missionsbrief empfangen, wodurch sie bei den regionalen Präfekten, Präfekten und Intendanten der Polizei beglaubigt sind.

III ZUSAMMENHÄNGE

a) mit den anderen dienststellen der Polizei

Diese Zusammenhänge stellen sich her:

- durch Zentralstufe, unter der Deckung des Kabinetts des Ministers
- durch regionale Stufe, unter der Deckung der regionalen Präfekten.

Die Regionalen Präfekten und unter ihrer Autorität die Polizeiintendanten müssen über die Tätigkeit der Dienststelle und die erlangten Resultate regelmässig auf dem Laufenden gehalten werden. Nach den Anweisungen des Innenministers oder eventuell nach ihrer eigenen Initiative im Dringlichkeitsfalle erhalten sie und beuten sie aus im regionalen Gebiete die über die Tätigkeiten der Mitglieder der Geheimen Gesellschaften eingegangenen Informationen.

Die Regionalen Präfekten und die Präfekten übermitteln dem Regionalen Beauftragten der Polizei der Geheimen Gesellschaften jede Information von Natur seine Tätigkeit zu orientieren und seine Aufgabe zu erleichtern.

b) mit dem Kabinett des Marschalls und mit dem Dienstvorsteher der Geheimen Gesellschaften.

Sie sind durch direkte Kontakte herzustellen; der Innenminister muss informiert werden.

IV. KONTROLLE DER TÄTIGKEIT UND DER ANWENDUNG DER FONDS

Diese Kontrolle wird ausgeübt von dem Kabinett des Innenministers, welches monatlich dem Direktor der Polizei der Geheimen Gesellschaften die notwendigen Gelder für die Tätigkeit der Dienststelle übergibt.

Der Direktor der Polizei der Geheimen Gesellschaften übergibt dem Kabinett des Ministers:

- a) monatlich einen Bericht über die Tätigkeit seiner Dienststelle;
- b) monatlich die Zusammenstellung der Unkosten seiner Dienststelle des vorherigen Monats (mit Namen der Verbindungsleute und Aufzählung der eingezogenen Summen); und seine voraussichtlichen Unkosten für den folgenden Monat.

V. WERBUNG UND STATUT DES PERSONALS

Das Personal der Dienststelle ist angeworben unter der Verantwortung des Direktors der Geheimen Gesellschaften.

Der Direktor, sein Gehilfe, die Regionalen Beauftragten und die Nebenagenten leisten den Eid dem Marschall und dem Innenminister. Sie werden nach einer Versuchsperiode durch Beschluss des Generalsekretärs der Nationalen Polizei, durch Beschluss des Generalsekretärs der Polizei im Nebenrahmen der Nationalen Polizei zugelassen werden können.

Bis dahin werden sie aus den geheimen Fonds nach dem beiliegenden Budgetplan bezahlt werden.

Dieser Budgetplan enthält, sowohl für die Direktion als für die Gegenden, Sonderfonds, bestimmt für die Bezahlung der Verbindungsleute und für diverse Ausgaben.

Für den Minister und durch Ermächtigung

Der Direktor des Kabinetts

gez: Y. PARINGAUX

Zur Beglaubigung der Abschrift

Der Bürovorsteher des Kabinetts

VI E 1 -

Paris, am 16.1.1942

B e r i c h t .

Betr.: Gerüchte über Zurückziehung der französischen Dienststelle Square Rapp.

FR.7 meldet:

" Inspektor Moerschel bat, nachstehende Mitteilung weiterzuleiten.

Vorgestern wurde er von Vermilleux, Vertreter von Lafond, gefragt, ob er eine genaue Liste von dem der Präfektur gehörenden Material, das sich im Square Rapp befände, habe, denn eine Abberufung könne jeden Tag kommen.

Gestern wurde er gefragt, ob er von den deutschen Behörden die Abschrift der Freimaurer-Kartei bekommen hätte.

Des weiteren erwähnte Vermilleux, daß nach den Abmachungen zwischen #-Obersturmführer Moritz und Lafond die Polizeipräfektur eine Abschrift der Protokolle bekommen sollte und diese jedoch nicht bekommen habe. Inspektor Moerschel behauptet geantwortet zu haben, daß er letztere in seiner Dienststelle vollständig vorliegen habe.

Inspektor Moerschel wartet dringend auf die Rückkehr von Obersturmführer Moritz, da es nach seiner Ansicht dringend notwendig ist, daß Obersturmführer Moritz mit der Polizeipräfektur Fühlung aufnimmt, um diesen Gerüchten Einhalt zu gebieten."

Vfg.

1) #-Stubaf. Br. Knochen

m.d.B. um Kenntnisaahme.

2) ~~zur F.A.~~

3) Doppel z.d.A. VI E 1 - VII/515

4) ~~zur weiteren Bearbeitung abgegeben an:~~

FR.7

~~#-Untersturmführer~~

VI E 1/VII 551.
Stü./Wo.

Paris, den 14. Januar 1942.

G e h e i m !

A k t e n v e r m e r k .

- 1.) Betrifft: Freimaurerreferat bei der Polizeipräfektur Paris. - Unterredung mit Herrn KVA. Bruns.

Der Unterzeichnete hatte am 13. Januar 1942 mit dem KVA. B r u n s , Hotel Majestic, eine Unterredung in obiger Angelegenheit.

Wie im Aktenvermerk vom 25. 12. 1941 niedergelegt ist, teilte ^{Centered}Marquès-Rivière mit, daß ihm der Kabinettdirektor des französischen Innenministers auf seine Anfrage erklärte, im November 1941 sei zwischen Innenminister Fucneu und den deutschen Dienststellen ein grundsätzliches Übereinkommen getroffen worden, wonach alle für irgendwelche deutschen Dienststellen arbeitenden französischen Polizeistellen sofort wieder dem alleinigen Befehl des französischen Innenministeriums unterstellt werden sollen.

KVA. Bruns äußerte hierzu, daß ihm von einem derartigen Übereinkommen nichts bekannt sei. Offenbar müsse es sich dabei um eine Verwechslung handeln. Über die Einrichtung einer französischen antireimaurerischen Spezialpolizei war ihm ebenfalls in keinster Weise etwas bekannt. Auf telefonische Rückfrage bei dem Referat Polizei bei der Militärverwaltung wurde dem KVA. Bruns mitgeteilt, daß auch dort bisher nichts bekannt geworden sei.

Im übrigen erklärte KVA. Bruns, daß, falls die Regierung in Vichy die Absicht habe ein Dekret über die Schaffung einer antifreimaurerischen Spezialpolizei zu veröffentlichen, es vorher der Militärverwaltung zur Prüfung vorgelegt werden müsse, die dann ihrerseits dasselbe der hiesigen Dienststelle zur Stellungnahme zuleiten würde.

- 2.) SS-Obersturmführer M o r i t z m. d. B. um Ktsn.
- 3.) An Leiter m. d. B. um Ktsn.
- 4.) Z. d. A. VI E 1/VII 551.
- 5.) Doppel z. d. A. VI E 1/IX 751.
- 6.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 515.
- 7.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 55.
- 8.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 519.

Centered

11. 14/11

Vorwerk:

- 1.) Mitteilung würde am IV 7 gegeben.
Übersetzung.
- 2.) z. d. A VI F 1 / VII 515

T R 5

23. 12. 41.

Aktenvermerk für Herrn Leutnant S t ü b e r .

IV / VII 15/1.42.

Im Verfolg der Ereignisse, über die Sie durch Herrn S , von seiten von Herrn Moritz dieser Tage unterrichtet worden sind, teile ich Ihnen folgendes mit:

Oberst Durieux, Chef der anti-jüdischen und antikommunistischen Polizeidienststelle, ist seines Amtes enthoben worden, weil er - wie man glaubt, der Sekretär des Hilfskomitees für jüdische Flüchtlinge in Frankreich gewesen sein soll.

Der Beauftragte des Polizeipräfektur, der die anti-jüdische Dienststelle in der Rue Greffulhe leitet, ist durch Herrn Dannecker, der soeben nach Berlin abgereist ist, unterrichtet worden, dass es wahrscheinlich einen Wechsel in dieser Dienststelle geben würde.

Der Betreffende hat, da er wusste, dass es in Ihrer Absicht liegt, diese jüdische Dienststelle wieder in Ihre Hände zu nehmen, mit Herrn Delarosier, Chef du Cabinet des Herrn Lucheu in Paris, Besprechungen gehabt, mit dem Ziel, hier an Ort und Stelle eine anti-jüdische angegliederte Polizei zu schaffen (alles in allem eine ähnliche Angelegenheit, wie es für die Freimaurerei vorgesehen war und von der Sie Kenntnis erhielten).

Der in Frage stehende Beauftragte hat darauf bestanden, dass diese Dienststelle schnell geschaffen wird, damit Sie uns nicht zuvorkommen.

Für alle Fälle sind von der Polizeipräfektur zwei Beauftragte damit betraut worden, bezüglich der Arbeit dieser anti-jüdischen Polizeidienststelle eine Regelung auszuarbeiten. Dies sind: Herr Lafont und Herr Perrot, Generalinspektor der Präfekturdienststellen bzw. Kommissar in genannter Dienststelle.

Verliegende Mitteilung wird Ihnen gemacht, damit Herr Dannecker alle notwendigen Schritte unternehmen kann, sei es in Berlin, wo er sich augenblicklich befindet, sei es hier, wenn er zurückkommt.

Vielleicht besteht anderweitig ein Interesse, die vorgesehene Dienststelle mit der hiesigen zu verschmelzen.

In der Tat besitzen wir das notwendige Personal, das notfalls leicht erhöht werden kann, und wir haben andererseits genügend Räume, um Leute unterzubringen.

Ich sehe in der Tat meinerseits nur einen Vorteil, wenn die beiden Dienststellen zusammengelegt würden, da die beiden Gebiete (die jüdische und die freimaurerische Angelegenheit) zusammenhängen und sehr häufig die Durchsuchungen, die wir vornehmen, sowohl das eine wie das andere Gebiet interessieren.

Ich wäre Ihnen für Bekanntgabe Ihrer Stellungnahme dankbar.

VI E 1/VII 551.
Mo./Wo.

Paris, den 25. Dezember 1941.

G e h e i m !

A k t e n v e r m e r k .

- 1.) Betrifft: Freimaurerreferat bei der Polizeipräfektur Paris.

Aufgrund der von Polizeioffizier Moerschel übergebenen Meldungen - siehe hiesigen Vermerk vom 20. 12. 1941 - über die Schaffung einer französischen antifreimaurerischen Spezialpolizei wurde am 24. 12. 1941 Verbindung mit dem von französischer Seite vorgesehenen Direktor dieser Polizei für das besetzte Frankreich, Jean M a r q u è s - R i v i è r e , hergestellt. Marquès-Rivière überreichte eine Note (Anlage 1), in der er ausdrücklich feststellt, daß er selber erst am 20. Dezember 1941 in einer ihn überraschenden Form von dem Commandant J o u a n n i n beim französischen Innenministerium von seiner Ernennung als Direktor der französischen antifreimaurerischen Spezialpolizei für das besetzte Gebiet in Kenntnis gesetzt wurde. Gleichzeitig überreichte ihm der Commandant Jouannin ein vom 15. 12. 1941 datiertes Dekret des Innenministers, worin die Schaffung einer französischen antifreimaurerischen Spezialpolizei verfügt wird, die in zwei Teile zerfällt (für das besetzte und für das unbesetzte Gebiet). Eine Abschrift dieses Decrets liegt bei (Anlage 2).

Da bei VI E 1 über die ganze Angelegenheit bisher nichts bekannt war, außerdem hier größte Beden-

- 2 -

ken gegen die Einrichtung einer ohne jegliche deutsche Kontrolle arbeitenden französischen antifreimaurerischen Spezialpolizei bestehen, wurde Marquès-Rivière gebeten, beim französischen Innenministerium Erkundungen darüber einzuziehen, ob bzw. welcher deutschen Dienststelle das Dekret vom 15. 12. 1941 über die Schaffung der antifreimaurerischen Spezialpolizei vorgelegen habe. Wie Marquès-Rivière heute mitteilte, hat ihm der Kabinettsdirektor des französischen Innenministers auf seine Anfrage erklärt, daß Ende November 1941 zwischen Innenminister Pucheu und den deutschen Dienststellen (der Kabinettsdirektor nannte den Namen Best) ein grundsätzliches Übereinkommen getroffen worden sei, wonach alle für irgendwelche deutschen Dienststellen arbeitenden französischen Polizeistellen sofort wieder dem alleinigen Befehl des französischen Innenministers unterstellt werden sollen. Aufgrund dieser Absprache seien die kommunistische und jüdische Spezialpolizei bereits geschaffen worden, wozu man jetzt auch die antifreimaurerische Spezialpolizei fügen wolle.

Da über diese angebliche Übereinkunft hier nichts bekannt ist, wurde Marquès-Rivière gebeten, beim französischen Innenministerium zu veranlassen, daß bis zum 15. Januar 1942 in der fraglichen Angelegenheit keinerlei Schritte unternommen werden. Marquès-Rivière überreichte hierzu die als Anlage 3 beigelegte Note vom 23. 12. 1941 dem Kabinettsdirektor De La R o z i e r e, der seinerseits die Zusicherung erteilte, daß er bis zum 15. 1. 1942 keine weiteren Schritte unternehmen werde.

Hiesige Stellungnahme:

Die Schaffung einer französischen antifreimaurerischen Spezialpolizei für das gesamte Frankreich wird von VI E 1 seit mindestens einem Jahre als unbe-

dingt notwendig herausgestellt. Dabei muß jedoch darauf geachtet werden, daß diese Polizei unter deutscher Aufsicht arbeitet, da gerade auf antifreimaurerischem Gebiet die Möglichkeit besteht, Haussuchungen und sonstige polizeiliche Maßnahmen gegen irgendwelche ungewünschte Personen vorzunehmen, von denen man jederzeit behaupten kann, daß sie im Verdacht stehen, Mitglied einer Loge gewesen zu sein.

Aus der Tatsache, daß ausgerechnet Marqués-Rivière, dessen enge Zusammenarbeit mit der Deutschen Botschaft - Legationsrat Buscher - und dem Unterzeichneten beim französischen Innenministerium bekannt ist und dessen Broschüren über deutsch-französische Zusammenarbeit usw. im unbesetzten Frankreich nicht erscheinen dürfen, mit der Leitung der Polizei im besetzten Frankreich beauftragt worden ist, muß hiesigen Erachtens gefolgert werden, daß der französische Innenminister annimmt, auf diese Weise leichter die Einwilligung der deutschen Dienststellen zur Errichtung der Antifreimaurerpolizei zu erlangen. Ob Marqués-Rivière dann, wenn er der hiesigen Dienststelle laufend Einblick in die Arbeit gewährt, sehr lange Direktor der Polizei bleibt, ist sehr zu bezweifeln. In diesem Zusammenhange muß nochmals an die Anweisung erinnert werden, die Innenminister Pucheu vor wenigen Wochen an Professor Fay erteilte, dem er verbot, den Deutschen irgendwelche im unbesetzten Frankreich aufgefundenen Freimaurerakten zugänglich zu machen. Mit einer grundsätzlichen Änderung der inneren Haltung Pucheus kann nicht gerechnet werden.

Unter diesen Umständen erscheint es erforderlich, die Exekutivmaßnahmen zur Bekämpfung der französischen Freimaurer im besetzten Gebiet wie bisher bei der hiesigen Dienststelle zu lassen, die sich zur

Durchführung dieser Aufgaben weiterhin des seit 3/4 Jahren bestehenden Freimaurerreferats bei der Polizeipräfektur Paris bedienen kann.

VI E 1 schlägt vor, mit der grundsätzlichen Entscheidung über den gesamten Fragenkomplex bis Mitte Januar 1942 zu warten, damit alle beteiligten Dienststellen dann nach Abschluß der Urlaubsperiode befragt werden können.

- 2.) An Leiter m. d. B. um Ktsn.
- 3.) Z. d. A. VI E 1/VII 551.
- 4.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 515.
- 5.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 55.
- 6.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 519.

König

SS-Obersturmführer.

VI E 1/VII 551.

Paris, den 20. Dezember 1941.

G e h e i m !

A k t e n v e r m e r k .

- 1.) Betrifft: Freimaurerreferat bei der Polizeipräfektur Paris.

Der Leiter des Freimaurerreferats, Polizeioffizier M o e r s c h e l, teilt mit, seine vorgesetzte Behörde habe ihn davon in Kenntnis gesetzt, daß er in den nächsten Tagen einen neuen Vorgesetzten bekomme, der eine gewisse Umwandlung des ganzen Freimaurerreferates ^{Centered} vornehmen werde.

Vertraulich hat Moerschel zu dieser Angelegenheit folgendes erfahren:

Der französische Innenminister ist angeblich fest entschlossen, auch für das besetzte Gebiet eine straff organisierte antifreimaurerische Spezialpolizei zu gründen, wie das bereits mit der Juden- und Kommunistenpolizei geschehen ist. Mit der Leitung der Freimaurer-Polizei soll angeblich der auch bei VI E 1 bekannte antifreimaurerische Schriftsteller Jean Marquès-Rivière beauftragt werden, der, wie bei VI E 1 gleichfalls bekannt ist, schon seit Wochen mit dem Leiter des Antifreimaurerdienstes bei der Regierung in Vichy, Fregattenkapitän L a b a t, wegen Gründung eines antifreimaurerischen Nachrichtendienstes im besetzten Frankreich in Verbindung steht. In Vichy soll man zu diesen Plänen geäußert haben, daß man auch ohne

- 2 -

Einwilligung des Unterzeichneten die antifreimaurerische Sonderpolizei schaffen werde, da SS-Obersturmbannführer Dr. Knochen grundsätzlich bereits hierzu sein Einverständnis gegeben habe. Die entscheidenden Verhandlungen darüber sollen Ende Dezember bzw. Anfang Januar in Paris geführt werden.

Moerschel wurde davon unterrichtet, daß dem Unterzeichneten die gesamten Vorgänge unbekannt sind und daß eine Ausschaltung seiner Person aus der Leitung des Freimaurerreferats in Paris von hier aus in keiner Weise bewilligt wird.

Hiesigen Erachtens muß unter allen Umständen verhindert werden, daß sich die Regierung in Vichy auch auf dem Gebiete der Freimaurerbekämpfung im besetzten Frankreich eine Monopolstellung sichert. Besonders gefährlich sind zur ^{gegenwärtigen} Zeit die Bestrebungen des Innenministers Pucheu, unter Ausschaltung des mit der hiesigen Dienststelle gut zusammenarbeitenden Beauftragten Pétains für Freimaurerfragen, Professor Fay, zumindestens die polizeiliche Bekämpfung der Freimaurerei bei dem Innenministerium zu zentralisieren. In diesem Zusammenhang wird daran erinnert, daß Pucheu erst vor wenigen Wochen an Fay die ausdrückliche Weisung erteilte, den deutschen Behörden in Paris keine im unbesetzten Frankreich sichergestellten Freimaurerakten zu überlassen.

Zu der Person des Polizeioffiziers Moerschel ist zu bemerken, daß Moerschel seit über einem Jahr engste Verbindungen zu VI E 1 unterhält (VM) und daher seine Ausschaltung aus dem Freimaurerreferat bei der Polizeipräfektur in Paris unter allen Umständen verhindert werden muß.

Abschließend muß daraufhingewiesen werden, daß hiesigen Erachtens eine Umwandlung des Pariser Frei-

- 3 -

maurerreferats durch die französischen Stellen nur im engen Einvernehmen mit VI E 1 erfolgen kann, wie das seinerzeit im April 1941 bei der Gründung des Referates zwischen dem Unterzeichneten und dem Kommissar L a - f o n d ausdrücklich festgelegt worden ist.

- 2.) An SS-Obersturmbannführer Dr. K n o c h e n
m. d. B. um Ktsn.
- 3.) An SS-Sturmbannführer L i s c h k a m. d. B. um Ktsn.
- 4.) Z. d. A. VI E 1/VII 551.
- 5.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 515.
- 6.) Doppel z. d. A. VI E 1/VII 55.

Centered


SS-Obersturmführer.

A H N E N T A F E L

von Georges M O E R S C H E L , Officier de Police,
geb. in PARIS am 12 Januar 1902.

Väterlicherseits

Urgrosseltern

Christian MOERSCHEL
Sophie ROCHY
beide in Hornbach (Rheinpfalz)
gestorben

Balthazar HOMBERG
Anne-Marie MEIER
wohnhaft in Hornbach

Grosseltern

Christian MOERSCHEL, geb. in Hornbach am 2 April 1841
Catherine HOMBERG, geb. in Hornbach am 22 Juli 1840

Verwandte in Deutschland: Familie der HOMBERG in Hornbach (?)

Mütterlicherseits

Urgrossvater KADEL, gebürtig und wohnhaft in Zotzenbach (Odenwald);
6 Kinder, davon 5 Kinder in Deutschland geblieben.

Grosseltern

Richard KADEL, geb. in Zotzenbach im Jahre 1860
Emile MIGOT, geb. in Héricourt (Haute Saône) September 1862

Verwandte in Deutschland:

- Familie von Philipp KADEL in Worms
- Familie von Adam KADEL in Zotzenbach
- Familie Richard KADEL in Heddesheim (Baden) Beindstr.39

Urgrosseltern:

Charles MIGOT, geb. in Héricourt 1833
Salomé Preis, geb. in Riqwir (Lothringen)

Eltern

Christophe MOERSCHEL geb. in Chicago am 7 Juli 1874.
Anna KADEL geb. in Montbéliard (Doubs) am 30 Mai 1881

Geschwister

Alice MOERSCHEL, Volksschullehrerin, geb. in PARIS am 3 Juli 1906

*4/11/12
4/10/12 11/12/12 5/15 12/12/12*

A H N E N T A F E L

von Georges M O E R S C H E L , Officier de Police,
geb. in PARIS am 12 Januar 1902.

Väterlicherseits

Christian M O E R S C H E L
Sophie ROCHI
beide in Hornbach (Rheinpfalz)
gestorben

Urgrosseltern

Balthazar H O M B E R G
Anne-Marie M E I E R
wohnhaft in Hornbach

Grosseltern

Christian M O E R S C H E L, geb. in Hornbach am 2 April 1841
Catherine H O M B E R G, geb. in Hornbach am 22 Juli 1840

Verwandte in Deutschland: Familie der H O M B E R G in Hornbach (?)

Mütterlicherseits

Urgrossvater K A D E L, gebürtig und wohnhaft in Zotzenbach (Odenwald);
6 Kinder, davon 5 Kinder in Deutschland geolieben.

Grosseltern

Richard K A D E L, geb. in Zotzenbach im Jahre 1860
Emile M I G O T, geb. in Héricourt (Haute Saône) September 1862

Verwandte in Deutschland:

Familie von Philipp K A D E L in Worms
Familie von Adam K A D E L in Zotzenbach
Familie Richard K A D E L in Heddesheim (Baden) Boindstr.39

Urgrosseltern:

Charles M I G O T, geb. in Héricourt 1833
Salomé Preis, geb. in Riqwir (Lothringen)

Eltern

Christophe M O E R S C H E L geb. in Chicago am 7 Juli 1874.
Anna K A D E L geb. in Montbéliard (Doubs) am 30 Mai 1881

Geschwister

Alice M O E R S C H E L, Volksschullehrerin, geb. in PARIS am 3 Juli 1906

Uebersetzung.

Vermerk für Herrn Leutnant Moritz.

Für alle Fälle unterrichte ich Sie von einem anonymen Brief, den ich erhalten habe.

Vielleicht könnten wir Herrn Many, Präfekt der Seine, davon unterrichten.

Ueber die genannten Personen lasse ich Nachsuchungen durchführen.

Moerschel.

Mein Herr!

Warum lässt man als Chef im Rathaus einen notorischen Freimaurer, der einer Loge angehört? Sein Name ist in der Oeffentlichkeit erschienen.

Das ist ein gemeiner Kommunist; er trägt auf beiden Schultern, er lässt glauben, dass er sich mit den Deutschen gut steht; es ist eine Schande, das im Rathaus zu sehen; das gereicht Herrn Many, der auf dem laufenden ist, nicht zur Ehre. Während er in Tunesien war, hat er die Gefängnistüren allen Zuchthäuslern geöffnet. Centered

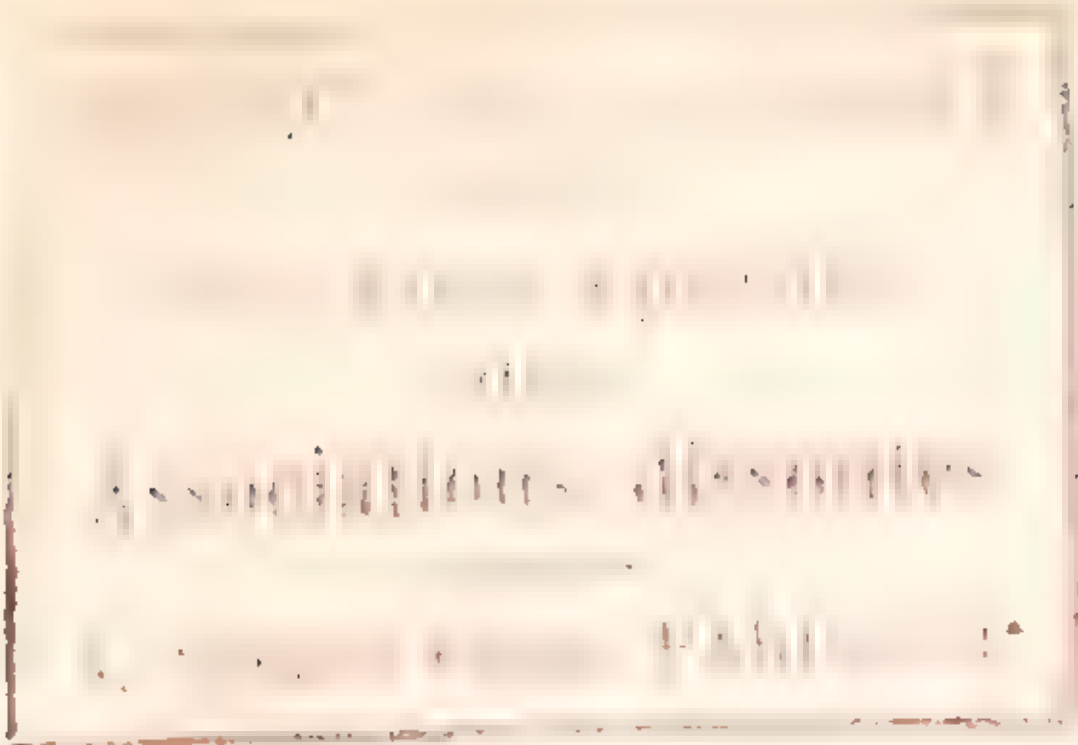
Wehrhaftig, es hat sich dort nichts geändert! Wir bleiben bestimmt in der Fäulnis. Sie wundern sich über die abscheulichen Morde an den Deutschen. Reinigen Sie die Kommunisten, das ist eilig. Dieses wenig empfehlenswerte Individuum nennt sich Robaglia.

Und Giraud? Direction départementale und Dr. Haussmann, alle drei haben falsche Erklärungen abgegeben. Sie sind alle drei Freimaurer.

1/ Nicht zu veranlassen
 2/ VI E 0 / VII 5 15.

1/ 257
 1/ 14/41

Centered



25 SEPTEMBRE 1941

NOTE POUR LE LIEUTENANT MORITZ

-:-:-:-:-:-:-:-

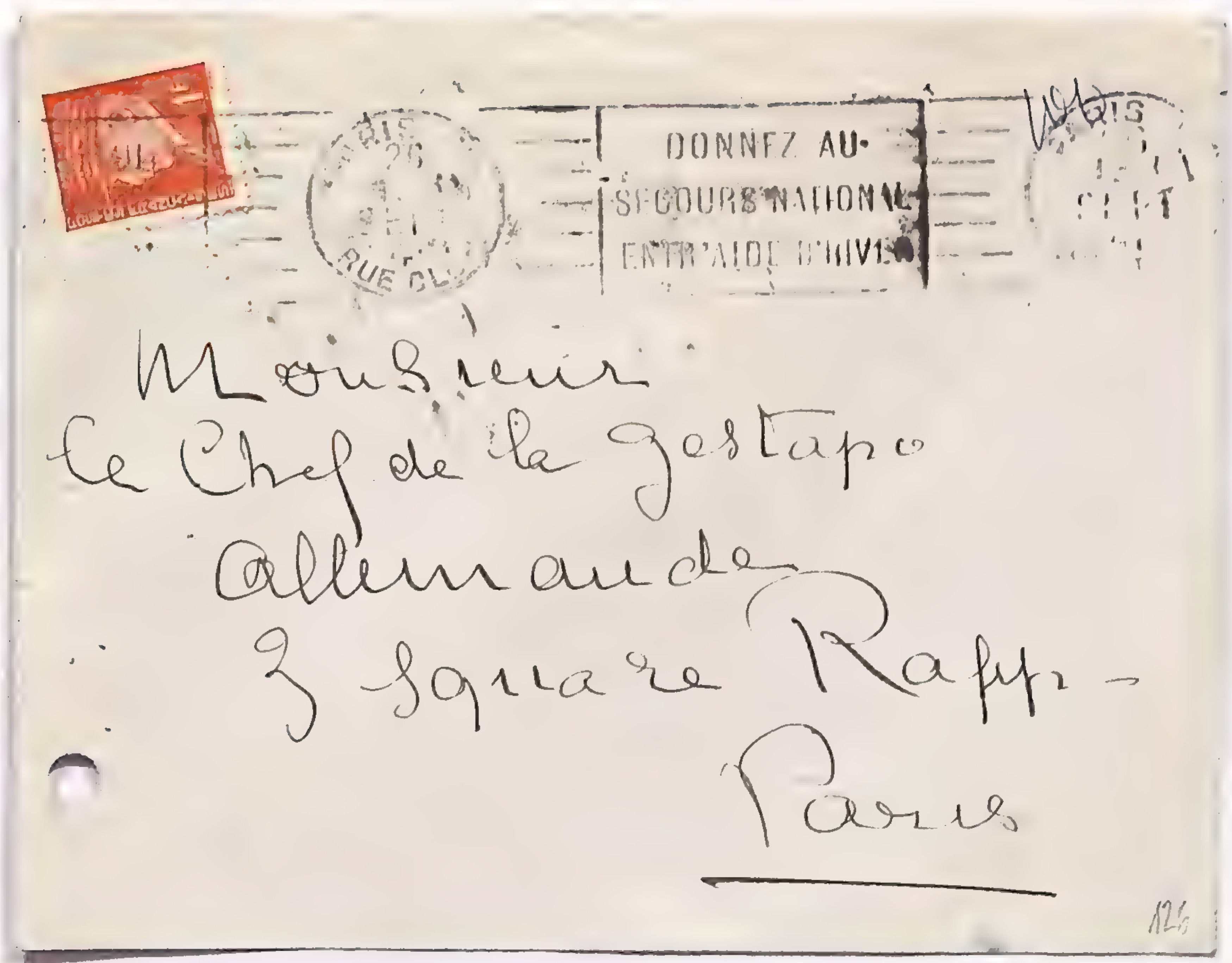
A toutes fins utiles, je vous signale que j'ai reçu la lettre anonyme ci-jointe.

Peut-être pourrions nous en aviser Monsieur MAGNY, Préfet de la Seine.

Je fais effectuer les recherches sur les personnes signalées.

A. M. G.

Centered



Centered



127

Monsieur
 Communiste Passet, comme Chef de l'Hotel de Ville
 un franc mason notoire, qui fait partie d'une
 loge son nom est parvenu a l'officiel...
 c'est un respectable communiste, il joue sur les
 deux tableaux, et fait croire qu'il est bien
 avec les allemands, c'est une honte de
 voir cela a l'Hotel de Ville, cela ne
 fait pas honneur a M^r Magny; qui
 est au courant, pendant qu'il etait
 en Russie, il a ouvert les portes des
 prisons a tous les bagnards. —
 vraiment, il n'y a rien de change
 nous resterons deciderement dans la
 fourniture — vous vous etonnez des
 assassinats honteux des allemands
 nettoyez les Communistes c'est urgent
 Cet individu peu recommandable
 le nomme Robaglia
 et Girard ? Directeur de l'Hotel de Ville
 et le Docteur Hasmann tous les trois
 ont fait de fausses declarations —
 ils sont tous trois franc masons.

Monsieur,

Comment laisser comme chef à l'Hôtel de Ville, un franc-maçon notoire, qui fait partie d'une loge. Son nom est paru à l'officiel.

C'est un ignoble communiste; il joue sur les deux tableaux, et fait croire qu'il est bien avec les allemands; c'est une honte de voir cela à l'Hôtel de Ville; cela ne fait pas honneur à Mr MAGNY qui est au courant - Pendant qu'il était en Tunisie, il a ouvert les portes des prisons à tous les bagnards

Vraiment, il n'y a rien de changé. Nous resterons décidément dans la pourriture. Vous vous étonnez des assassinats honteux des allemands. Nettoyez les communistes, c'est urgent. Cet individu peu recommandable se nomme ROBBILLI.

Et GIRAUD? Direction Départementale et le Docteur HASMANN, tous les trois ont fait de fausses déclarations. Ils sont tous trois francs-maçons.

Centered

POLIZEI-DIREKTOR
Freimaurerreferat
4, square Rapp
Paris

PARIS den 11 November 1941

NOTE FÜR HERRN OBERLEUTNANT MONTIZ
=====

Am 8 ds M. habe ich mich um 10 Uhr 30 in die NATIONALE BIBLIOTHEK begeben, wo ich mich, wie ich Sie benachrichtigt hatte, mit Herrn Bernard FAY getroffen habe. Unsere Unterredung hat etwa 30 Minuten gedauert und erstreckte sich auf folgende Punkte:

1.) Herr FAY sagte mir, dass er erfahren habe, dass wir eine bedeutende Durchsuchung bei Herrn BERNET gemacht hätten, wo brüderschaftliche Dokumente gefunden worden wären. (er hat mir nicht die Auskunftsquelle angegeben und ich habe ihn nicht darüber gefragt).

Ich sagte ihm, dass die brüderschaftlichen Dokumente von Herrn SHLERS überprüft werden sollten, der sich dafür interessierte, aber da dieser Letztere Paris verlassen hat, hatte ich es mir selbst zur Aufgabe gemacht.

Herr FAY hat sich informiert, dass es in der freien Zone einen gewissen Jean BERNARD gäbe, der ganz besonders dafür geeignet sei und dass er wünsche, dass dieser Herr Kenntnis von den Dokumenten nehmen könne.

Wir sind übereingekommen, dass Herr FAY von Ihnen die Erlaubnis verlangen solle, die Dokumente von dem Betreffenden prüfen zu lassen und dies kontradiktorisch in meiner Gegenwart.

2.) Herr FAY gab sein Erstaunen kund, nichts von der Dienststelle zu empfangen; er hat mir einen Umschlag gezeigt, welcher einige Photographien enthielt, die ihm von Herrn SHLERS vor seiner Abreise gegeben wurden und welche alles bilden, was ihm aus unseren Dienststellen gegeben wurde.

Herr FAY wollte den Grund wissen, warum die Dokumente im Square Rapp zurückgehalten werden.

Ich sagte ihm, dass sie von Herrn PFANNE überprüft würden, dass dieser Letztere mir eines Tages gesagt habe, dass er die Dokumente Herrn ROYERON schicken würde und wenn es noch nicht gemacht wäre, so wäre es eben darum, weil ihre Prüfung nicht

beendet wäre.

Herr FAY erklärte mir, dass er das Gefühl hätte, dass ein gewisses Misstrauen von Seiten der deutschen Behörden bestünde. Er hat mir die Frage gestellt, ob es sich da um ein allgemeines Verhalten handle, oder ob es eher die Ursache der Ankunft von Herrn PFANNE und seiner Mitarbeiter sei, welche ihre Gegenwart durch das Zurückhalten, die Prüfung und die Ausbeutung der Dokumente zu gerechtfertigen hatten. Ich wollte ihm nicht antworten und sagte ihm nur, dass das, was er mir erkläre, mich sehr wundere.

Immer diesbezüglich erklärte mir Herr FAY, dass die deutschen Behörden eine bedeutende maurerische Dokumentierung, die sich in der freien Zone befände, verlangten und welche sich zugleich auf den GROSSEN ORIENT, die GROSSE LOGE, den MARTINIUS und die politische Stellung gewisser Männer wie SARRAULT, CHAUTEMPS, u.s.w..... beziehe.

Diese Dokumente, sagte Herr FAY, hätten eine Riesenbedeutung für Frankreich und er sei ein wenig ängstlich sie ohne eine gewisse Garantie geben zu müssen.

Herr FAY sagte mir in der Tat, dass er den Wunsch habe Ihnen angenehm zu sein, dass er aufrichtig mit Ihnen zusammenarbeite, dass er die Absicht habe es weiterhin zu tun, aber dass immerhin dieses Misstrauen, das er fühle, ihn zögern lasse.

Ich habe ihm meine Meinung darüber nicht geben können, da ich nicht von den Dokumenten, die sich in der freien Zone befinden, und ihrer Bedeutung weiss, noch über das Gesuch, das Sie an ihn gerichtet haben.

3.) Herr FAY liess mich wissen, dass er Herrn PUCHEU besuchen würde; dieser hätte die Absicht, für das gesamte Territorium eine Sonderpolizei zu gründen, dazu bestimmt, sich mit der Freimaurerei zu beschäftigen. Herr FAY fragte mich, ob ich an die Nützlichkeit dieses Organismus glaube, denn er seinerseits wäre zufrieden mit der kleinen Polizeigruppe, die sich in der freien Zone unter dem Kommissar MENNERET betätigt und was jene des Square Rapp anbelangt, schien sie ihm auch nützlich zu arbeiten, obwohl er nichts von ihr erhalten habe.

Ich sage ihm, dass es mir nicht zustehe ein Urteil abzugeben, ob die Gründung von ... für eines neuen Dienstes notwendig sei und dass, falls dies belangt, ich weiterhin den Instruktionen, die mir gegeben ... nachkommen werde, da ein Entschluss über ein Einverständnis zwischen den Besatzungsbehörden und den Dienststellen des ... abgeschlossen sei.

4.) Herr FAY hat mich gefragt, was ich über gewisse Freunde von uns (den Oberst unter anderen) denke. Ich antwortete ihm, dass es nicht meine Sache sei über unsere gemeinsamen Mitarbeiter ein Urteil abzugeben.

gez: MOERSCHEL

Vfg.	
1)	<i>Doppel für PA-Fay in Form SA VII E1</i>
2)
3)
Wv
Zd.A	<i>VII E1 / VII 515</i>

VII 551
gefertigt.
M. 31. 7. 41

RECEVUE n° 1
Service spéc
des
Associations dissoutes
4. Square
PARIS-17^e

PARIS LE 11 NOVEMBRE 1941

NOTE POUR MONSIEUR L'OBER LIEUTENANT MORITZ

Personnelle

Le 8 courant, je me suis rendu à 10 heures 30 à la BIBLIOTHEQUE NATIONALE où j'avais rendez-vous, ainsi que je vous en avais avisé, avec Monsieur Bernard FAY. Notre entretien a duré trente minutes environ: il a porté sur les points suivants:

1° - Monsieur FAY m'a dit qu'il avait eu connaissance que nous avions fait une importante perquisition chez Monsieur BERNET, où avaient été trouvés des documents compagnonniques (il ne m'a pas indiqué sa source de renseignements et je ne la lui ai pas demandée).

Je lui ai dit que les documents compagnonniques devaient être examinés, à l'époque, par Monsieur HALLERS, qui s'y intéressait, mais que ce dernier ayant dû quitter PARIS, je m'étais chargé moi-même de ce soin.

Monsieur FAY m'a informé qu'il y avait, en zone libre, un sieur JEAN BERNARD, particulièrement qualifié, et qu'il désirait que ce Monsieur puisse prendre connaissance des documents.

Il a été convenu que Monsieur FAY vous demanderait l'autorisation de faire examiner les documents par l'intéressé et ce, contradictoirement, en ma présence.

2° - Monsieur FAY m'a manifesté son étonnement de ne rien recevoir du service, - plus exactement, il m'a représenté une enveloppe qui contenait quelques photographies, à lui remises, par Monsieur HALLERS, avant son départ, et qui constituait tout ce qui lui avait été donné en provenance de nos services.

Monsieur FAY m'a demandé la raison pour laquelle les documents étaient retenus Square RAPP.

Je lui ai dit qu'ils étaient examinés par les services de Monsieur PFANNE, que ce dernier m'avait dit un jour, qu'il enverrait à Monsieur POIRSON des documents, et que si ce n'avait pas été encore fait, c'était sans doute, parce que leur examen n'était pas terminé.

Monsieur FAY a insisté en me déclarant qu'il avait le sentiment qu'il y avait une certaine défiance de la part des autorités allemandes. Il m'a questionné sur le point de savoir s'il s'agissait là d'une attitude générale, ou si, plus exactement, c'était le fait de l'arrivée de Monsieur PFANNE et de ses collaborateurs, qui avaient besoin de justifier leur présence ^{par} la détention, l'examen et l'exploitation des documents.

.....

*44-6.11.41
Moritz m.
Ch. P. in. Kub.
M. G. Nic...
M. G. Nic...*

Je n'ai pas voulu lui répondre, lui disant simplement que ce qu'il me déclarait, m'étonnait beaucoup.

Toujours sur ce sujet, Monsieur FAY m'a déclaré ~~alors~~, que les autorités allemandes demandaient à ce que leur soit remis une importante documentation maçonnique, se trouvant en zone libre, et intéressant à la fois, le GRAND ORIENT, LA GRANDE LOGE, le MARTINISME, et la position politique de certains hommes tels que SARRAULT, CHAUTEUPS, etc.

Ces documents - a dit Monsieur FAY - avaient une importance capitale pour la FRANCE et il était un peu anxieux d'avoir à les donner sans une certaine garantie.

Monsieur FAY m'a dit, en effet, qu'il avait le désir de vous être agréable, qu'il collaborait loyalement avec vous, qu'il avait l'intention de continuer, mais que, tout de même, cette méfiance, qu'il sentait, le laissait hésitant.

Je n'ai pu lui donner mes sentiments sur ce sujet, puisqu'aussi bien, j'ignore tout des documents qui se trouvent en zone libre, de l'importance qu'ils peuvent présenter, et de la demande même que vous lui avez faite.

3° - Monsieur FAY m'a fait connaître qu'il allait voir Monsieur PUCHEU; ce dernier avait l'intention de créer pour l'ensemble du territoire, une police spéciale destinée à s'occuper de la franc-maçonnerie. Monsieur FAY m'a demandé si je croyais à l'utilité de cet organisme car, de son côté, il estimait avoir satisfaction avec le petit groupe de police gravitant autour du Commissaire MENNERET en zone libre et, qu'en ce qui concernait celui du Square Rapp, bien que n'ayant rien reçu de lui, il lui paraissait devoir travailler utilement.

Je lui ai dit qu'il ne m'appartenait pas de juger si la création d'un nouveau service par le Ministre était indispensable et, qu'en ce qui me concernait, je continuerai à suivre les instructions qui m'avaient été données jusqu'à ce qu'une décision intervienne ou qu'un accord soit conclu entre les autorités d'occupation et les services du Ministre.

4° - Monsieur FAY m'a questionné pour savoir ce que je pensais sur certains de nos amis (le colonel entr'autres). Je lui ai répondu qu'il ne m'appartenait pas de porter un jugement sur nos collaborateurs communs.

Handwritten signature

VII B 1/IX 71.
Mo./Pf.

Paris, den

An
das Reichssicherheitshauptamt,
VII B 1 (neu),

B e r l i n .

Betrifft: Fotografien aus Pariser Logen.

Vorgang: Ohne.

Anlagen: 22.

Anliegend werden 22 Fotografien aus Pariser
Logentempeln zum dortigen Verbleib übersandt.

J.A.

SS-Obersturmführer.

19 JUN 1941

Vfg.: 1.) Z.d.A. VII B 1/IX 71.

2.) Doppel z.d.A. VI E 1/VII 515.

Centered

PARIS LE 15 OCTOBRE 1941

NOTE POUR MONSIEUR L'OBEL LIEUTENANT MONTIE

J'ai l'honneur de vous remettre en double exemplaires:

4 photographies concernant le temple de la rue de la Condamine

2 photographies du Temple de la rue de l'ivette,

2 photographies représentant la façade du temple de BREUX

3 photographies du temple de la rue Ramey ainsi que 2 photographies prises lors du déménagement de ce temple, au moment où les habitants de l'arrondissement, stationnaient devant l'entrée de ce temple.

*Argaba au Dal
RJA*

P. Montie

VI E 1/PA. 1375/41.

Paris, den 29. September 1941.

Mo./Pf.

A k t e n v e r m e r k .

- 1.) Betrifft: T a s t e v i n , Pierre, geb. am 2.1.1896 in Moskau, wohnhaft Paris, französischer Polizeioffizier.

VM "FR 5" liess über Tastevin Ermittlungen durchführen, die folgendes Ergebnis hatten:

"Die Ermittlungen sind gleicherweise über Herrn Tastevin, Polizeioffizier beim Kommissariat Saint Ambroise in Paris (XI^o), durchgeführt worden. Sie haben ergeben - bitte um vertraulichste Behandlung - dass es sich dabei um eine in Russland geborene Person handelt, die seit Jahren bei der "Police Judiciaire" beschäftigt wird, als äusserst ^{Centered}überspannt, sehr launisch und als etwas übergeschnappt gilt. So trägt er z.B., trotzdem seine Aufgaben das nicht erforderlich machen, eine Pistole von grössten Ausmassen, die er recht auffällig zeigt.

Er hat sich immer als Antisemit bezeichnet, trotzdem sind die oben bezeichneten Vorbehalte gegenüber seiner Person zu machen."

Nach Rücksprache mit SS-Stubaf. Boemelburg am 15.9.1941 kommt Tastevin für eine Verwendung in Dienststellen, die mit dem hiesigen Kommando zusammenarbeiten, überhaupt nicht in Frage, da er nicht ernst zu nehmen ist.

- 2.) Zur PA. T a s t e v i n (1375/41).
 3.) Doppel z.d.A. VI E 1/I 1.
 4.) Vorlage der PA. 1375/41 bei VI P m.d.B. um Beifügung einer Durchschrift der dort. Berichte v. 7. April 1941 und vom 9. April 1941. Beide Berichte waren bisher nicht aufzufinden.
 5.) Wiedervorlage bei VI E 1.
 6.) Doppel z.d.A. VI E 1/VII 515.

Handwritten signature

Centered

FR 5. - 14.6.41,

2^o - Mr CASTELAIN

Des renseignements ont été également recueillis sur Monsieur CASTELAIN, Officier de Police au Commissariat SAINT AMBROISE à PARIS même. Il résulte - ceci confidentiellement - qu'il s'agit là d'une personne née en RUSSIE, en fonction à la Police Judiciaire depuis de nombreuses années, plus particulièrement connue comme excentrique, très changeant ~~et~~ dans caractère, ~~et~~ passe pour un peu exubérant; c'est ainsi qu'à bien que sa fonction ne l'appelle pas à s'en servir tout au moins d'une façon soignée, il se promène nanti d'un revolver d'énorme dimension, qu'il porte ostensiblement.

Il a toujours manifesté des opinions antisémites; il y a lieu de faire des réserves sur cette Personne;

VI E 1/VII 515.

Paris, den 29. August 1941.

Mo./Pf.

A k t e n v e r m e r k .

- 1.) Betrifft: C h o u m i t z k y , Nicolas, André, geb. am 30.4.1889 in Tchnigiv (Ukraine), Freimaurer, z.Zt. wohnhaft in Paris, 3.rue de la Grande Chaumiere.

VM "FR 5" fertigte den beigegeführten Bericht über C h o u m i t z k y , wobei er einen kurzen Überblick über dessen politische und freimaurerische Vergangenheit gibt.

Centered

- 2.) An SS-H'Stuf. E h l e r s m.d.B.u.Ktsn.

- 3.) Z.P.A. Choumitzky.

- 4.) Doppel z.d.A. VI E 1/VII 515.


SS-Obersturmführer.

PARIS den 15 Juli 1941

POLIZEIPRÄFECTUR
Sonderdienststelle
4 Square Rapp
PARIS

B E R I C H T

Auskünfte über den
gewissen Herrn
CHOUMITZKY

Der gewisse Herr CHOUMITZKY, Nicols, André, ist am 30 April 1889 in TCHERNIGIV (Ukräne) geboren; es handelt sich um einen Flüchtling ukränischer Herkunft, der den Gesetzen und Verordnung über den Aufenthalt der Ausländer in Frankreich beipflichtete. Er hat seine Aktenmappe im Zentralfach der Ausländer auf der Polizeipräfektur unter der N. 40.666 und ist Besitzer einer Identitätskarte für Ausländer N. 33. C.E. 78.073.

Er nennt sich Architekt und scheint wirklich diese Profession auszuüben.

Er soll ehemaliger Minister sein; was sicher ist, er ist Präsident der Gesellschaften der ukränischen Eingewanderten in Frankreich. Der gewisse Herr CHOUMITZKY wohnt seit mehreren Jahren 3 rue de la Grande Chaumière in Paris (6.), wo er eine Wohnung von drei Zimmern und Küche einer jährlichen Miete von 4.000 Fr. auf seinen Namen besetzt.

Er ist verheiratet und Vater eines Kindes im Alter von 14 bis 15 Jahren, welches seine Studien im Gymnasium LOUIS LE GRAND in PARIS verfolgt.

Der gewisse Herr CHOUMITZKY hat immer eine grosse politische Tätigkeit entwickelt; er war der Vertreter in Frankreich eines gewissen Herrn PETLIURA; er war Abgeordneter bei der Friedenskonferenz und offizieller Vertreter von PETLIURA, Präsident des Direktoriums und Oberbefehlshaber der Armeen.

Er war auch beauftragt, die Tätigkeit eines gewissen Herrn MARCOU TOUNE Serge zu prüfen, der nach ihm ein Abenteurer in der Ukräne war.

Gleich nach seiner Ankunft in Frankreich beschäftigte er sich mit der Maurerei und war Vénérable der Loge "LE CENTRE DES AMIS" der Grossen Nationalen Loge von 1939 bis 1940. Er war einem gewissen Herrn HUNERY, Mineningenieur, wohnhaft damals 38 rue de Liège und verstorben seither, nachgefolgt.

Nach ihm hatte MARCOUTOUNE, der die Maurereigenschaft widerrechtlich an sich gerissen hatte, gesagt, dass es ihm durch seine Beziehungen in der Maurerei möglich sei, bei der Wiederaufrichtung der ukränischen Republik zu helfen und Waffen und Munition bei Bezahlung zu liefern. Diesbezüglich wurden ihm mehrere hundert tausend Franken von PETLIURA ausbezahlt. Trotz seiner Versprechungen wurde nichts von Marcoutoune gemacht, der nur ein gewöhnlicher ukränischer Mitbürger war,

ohne irgendeine maurerische Eigenschaft. Die wesentliche Rolle von CHOUMITZKY war, die besondere Lage der Maurerei in der Welt und im allgemeinen zu prüfen, um die Nützlichkeit zu kennen, die die Unterstützung dieser Organisation für den Kampf der ukrainischen Republik vorstellen könnte.

Aus der Gesamtheit seiner Beobachtungen, ganz besonders über die Maurerei in Frankreich, hatte er einen Bericht aufgesetzt, den er PETLIURA nicht übermitteln konnte, da er im Jahre 1926 ermordet wurde. Nach seinen Aussagen blieb der Mörder von PETLIURA, der Jude war, seines Verbrechens unbestraft Dank des internationalen Judentums und der Maurer des Grossen Orient und der Grossen Loge. Uebrigens soll der Mörder von PETLIURA, ein gewisser SCHWARTZBART, freimaurer gewesen sein und der regelwidrigen Loge "NARCISSUS" angehört haben, Loge, welcher auch CHOUMITZKY angehörte. Hierauf hat CHOUMITZKY fortgesetzt, die Maurerei zu studieren und hat eine grosse Menge Elemente allgemeiner Ordnung vereinigt, aber hat seine Aufgabe aus Grund der Ereignisse, die sich im Jahre 1940 in Frankreich abgespielt haben, nicht beenden können.

CHOUMITZKY hat auch der grossen ukrainischen Loge angehört, deren Hauptziel die Befreiung des Landes gewesen sein soll.

gez: MOERSCHNEL

Centered

PRÉFECTURE de POLICE
 Service spécial
 des
 Associations dissoutes
 4. Square Rapp. PARIS-VII^e

Le 21 Mars 1941

R A P P O R T

---:---:---:---:---:---:---

Renseignements sur
le nommé CHOCWITZKY

---:---:---:---:---

Le nommé CHOCWITZKY, Nicolas, André, est né le 30 Avril 1889 à TCHERNIGIV (Ukraine); il s'agit d'un réfugié d'origine ukrainienne ayant souscrit aux Lois et règlement sur le séjour des étrangers en FRANCE. Il a dossier au casier central des étrangers de la PRÉFECTURE DE POLICE sous le numéro 40.666, et est titulaire d'une carte d'identité d'étranger n° 33. C.S. 70.073.

Il se dit architecte et en effet, semble exercer cette profession.

Il serait ancien ministre; ce qui est certain, c'est qu'il est président de l'union des associations des émigrés ukrainiens en FRANCE. Le sieur CHOCWITZKY est domicilié depuis plusieurs années, 3 Rue de la Grande Chaumière à PARIS 6^e où il occupe un appartement ^{Centred} de trois pièces et cuisine du loyer mensuel de 4.000 fr. à son nom.

Le susnommé est marié et père d'un enfant âgé de 14 à 15 ans qui poursuit ses études au Lycée LOUIS LE GRAND à Paris.

De tout temps, le sieur CHOCWITZKY a déployé une grosse activité au point de vue politique; il a été le représentant en FRANCE d'un sieur PETLIURA; il a été délégué à la conférence de la Paix et représentant officiel de PETLIURA, président du Directoire et commandant en chef des Armées.

Il a également été chargé d'étudier l'activité d'un sieur MARCOUCHE Serge qui, d'après lui, était un aventurier en Ukraine.

Dès son arrivée en FRANCE, il s'est occupé de maçonnerie et a été vénérable de la loge "LE CENTRE DES AMIS" de la Grande Loge Nationale de 1939 à 1940. Il avait succédé à un sieur HENRY ingénieur des Mines, demeurant à l'époque 30 Rue de Liège, et décédé depuis.

Après lui, MARCOUCHE qui aurait usurpé la qualité de maçon, avait dit, en raison de ses relations dans la maçonnerie, qu'il serait susceptible d'aider à la reconstitution de la république UKRAINIENNE, et de fournir des armes et des munitions moyennant des fonds. A cet effet, des fonds (plusieurs centaines de mille francs) lui auraient été versés par PETLIURA. Malgré ses promesses, rien n'a été fait par MARCOUCHE qui n'était

.....

qu'un simple cite, en ukrainien n'ayant aucune qualité maçonnique. Le rôle essentiel de CHOCWITZKY a été d'étudier la situation particulière de la maçonnerie dans le monde et en général, de savoir l'utilité que pouvait présenter l'appui de cette organisation pour la lutte de la république ukrainienne.

De l'ensemble de ses observations, il avait établi un rapport, mais plus particulièrement sur la maçonnerie en Pologne, rapport qu'il n'a pu transmettre à ESTLERA lequel avait été assassiné en 1926. D'après ses dires, l'assassin de ESTLERA, qui était juif, aurait été ^{impuni} de son crime grâce à l'appui de la juiverie ^{internationale} et des maçons du GRAND ORIENT et de LA GRANDE LOGE. D'ailleurs, l'assassin de ESTLERA, un sieur SCHWARTZBART aurait été franc-maçon et ^{aurait} appartenu à la loge irrégulière "KARCISIOS", loge de laquelle faisait également partie CHOCWITZKY. Par la suite, CHOCWITZKY a continué d'étudier la maçonnerie et à réuni une grande quantité d'éléments d'ordre général mais n'a pu terminer sa mission en raison des événements qui se sont déroulés en PRAQUE en 1940.

CHOCWITZKY a également appartenu à la GRANDE LOGE D'UKRAINE dont le but essentiel aurait été la libération du pays.

Handwritten signature

Centered

PARIS den 26 August 1941

NOTE BEZÜGLICH DER UNTERREDUNG MIT HERRN HERICAUT
=====

Heute um 12 Uhr habe ich im Finanzministerium Herrn H. getroffen.

Der Gegenstand der Unterredung war, die Informationsquelle dieses Letzteren, die Synarchie betreffend, zu suchen.

Nach einiger Zögerung hat mein Mitsprecher mir zu erkennen gegeben, dass die Akten, die er mir vertraulich am vergangenen April zugesandt hat (und wovon ich Ihnen zu dieser Zeit ein Exemplar übergeben hatte), ihm von einem seiner Freunde, ein Journalist namens de SACQUET, übergeben wurde.

H. hat davon zu dieser Zeit, wie er mir versichert hat, nur mich und Herrn LAVAL in Kenntniss gesetzt.

Auf diese Unterredung hin will ich versuchen den genannten SACQUET zu finden und mich mit ihm in Verbindung ~~sa~~ setzen.

Centered

XXXXXXXXXXXXXX

Vfg.
Mitteilung stammt von FR 5.
Doppelzettel VI E I / VII 17
271
2
VI E I / VII 515

M. H. 20.41

Datum
Le

11.7.

Anmeldezettel
Fiche de déclaration

Name und Vorname
Nom et prénoms

Centered

Moerschel

Wohnt
Domicile

4 Square Rapp

Telefonisch erreichbar unter Nr.
N° de Téléphone s'il y a lieu

Geb. am
Né le

1958

In
à

wünscht zu sprechen
Ire avoir un entretien avec

Herrn ...

In Angelegenheit
dans l'affaire

Centered

PRÉFECTURE DE POLICE
 Service spécial
 des
 Associations dissimulées
 4, Square Kapp. PARIS-VII^e

PARIS LE 15 AOUT 1.941

NOT. POUR LES LISTES JOINTES

J'ai l'honneur de vous faire remettre, en trois
 exemplaires, comme vous me l'avez demandé, les
 ouvrages provenant de mes perquisitions aux
 Librairies THIEBAULT et LORRON.

Listes Jointes

Amour
sihe de hoh
50 Bi - Tails
15.8.41
RSAA
 1147

POLIZEIPRÄFEKTUR
Sonderdienststelle

PARIS den 5 August 1941

NOTE FÜR // OBERSTURMFÜHRER MORITZ
=====

Ich habe die Ehre, Ihnen beiliegend, wie Sie mir den Wunsch geäußert haben, die Listen in drei Exemplaren der Werke, die von meinen Untersuchungen in den Buchhandlungen THIEBAULT und DORBON herkommen, zu übergeben.

gez: MOERSCHEL

Centered

POLIZEIPRAEFKUR
Sonderdienststelle

PARIS den 5 August 1941

NOTE FÜR // OBERSTURMFÜHRER MORITZ

=====

Ich habe die Ehre, Ihnen beiliegend, wie Sie mir den Wunsch geäußert haben, die Listen in drei Exemplaren der Werke, die von meinen Untersuchungen in den Buchhandlungen THIEBAULT und DORBON herkommen, zu übergeben.

gez: MOERSCHEL

Centered

Bericht über die Verhörung des Herrn K u e n y
bei dem französischen Polizeikommissar (Abteilung
für aufgelöste Vereinigungen), Paris, 4 Square Rapp
am 31.7.1941 - morgens 10 Uhr.

Ich wurde in der Halle von einem französischen
Polizist sehr höflich begrüsst und empfangen. Er nahm
mir meinen Vorladungszettel ab, brachte mir einen Stuhl
und bat mich einige Minuten zu warten.

Nach einigen Minuten kam der Polizeikommissar
selbst die Treppe herunter, begrüsst mich freundlichst
und bat mich mit ihm in sein Büro zu kommen.

Dort entschuldigte er sich, in meiner Gegen-
wart zu rauchen, da es schwer ist, Zigaretten zu finden,
sei es ihm unmöglich, mir eine anzubieten, oder aber sei
ich auch Raucher, solle ich mich nicht stören. Ich
stopfte mir eine Pfeife und zündete sie an.

Da ging es weiter.

Er fragte mich, ob ich Freimaurer gewesen
bin und erklärte mir, dass er das Wort gewesen anwen-
det, da ja die Freimaurerlogen jetzt gesetzlich ge-
schlossen und es dadurch keine Freimaurer mehr gibt.

Nachdem stellte er mir ganz harmlose Fragen,
dessen Antwort er mir zum grössten Teil selbst zu-
flüsterte.

Dann probierte ich einen Kniff, um zu wissen,
ob er wirklich nichts wissen und nichts hören will.
Er verwunderte sich dann, dass ein Herr Heuson (er sprach

aus: Evson, sodass ich den Namen nicht gleich erkannte) nur Meister war und nicht Hochgradiger Freimaurer. Da sagte ich, dass er wahrscheinlich doch in England hochgradiger Freimaurer war. Blitzschnell sagte er mir, dass er sich um die englischen Freimaurer nicht bekümmere, als hätte er Angst etwas anzuhören.

Dann hielt er mir eine lange Rede in welcher er mir sagte, es sei kein Verbrechen Freimaurer gewesen zu sein, dass es ja die Gesetze erlaubten. Dass er selbst hätte Freimaurer können sein und dass ihm niemand einen Vorwurf deshalb hätte machen können und sagte mir wieder, dass man mich jetzt nicht mehr als Freimaurer betrachten kann, da es keine Logen mehr gibt.

Nach diesen halb beantworteten Fragen sagte er, er müsse von mir einen kurzen Aufsatz über meine freimaurerische Aktivität und der Aktivität meiner Logen verlangen, das sei von den deutschen Behörden verlangt und darin soll ich die Namen meiner Logenbrüder angeben. Aber das sei keine Denunzierung, da er selbst alle Namen und Adressen habe. Nur wäre es besser, ich würde diesen Bericht abgeben, um mit den deutschen Behörden keine Schwierigkeiten zu haben.

Überhaupt sei ich frei es zu tun, wie ich frei war, seinen Fragen Antworten zu geben. Er sagte mir auch es wäre besser, ich würde ihm diesen Bericht bringen und nicht per Post senden. Man weiss ja nicht, was mit der Post los ist und jedermann braucht nicht wissen, dass ich Freimaurer bin und so beendigte sich diese sonderbare Verhörung.

Der Polizeikommissar begleitete mich bis an das Haustor und drückte mir die Hand mit freundlichstem Lächeln und einer (unleserlich) als wäre ich eine Fürstlichkeit.

1.)

A. VII 518.

Vfg.: 2.) In Abschrift z.d.A.VII 515.

VI E 1/VII 551.
Mo./Pt.

Paris, den 29. Juli 1941.

A k t e n v e r m e r k .

Betrifft: Ausbau des Freimaurerreferates bei der
Polizeipräfektur Paris.

Nachdem im Herbst v. Jhrs. bei der Polizei-
präfektur Paris ein Freimaurerreferat eingerichtet wor-
den war, das jedoch lediglich mit dem Inspektor Georges
Rogers M o e r s c h e l , geb. am 12. 1. 1902 in Paris,
besetzt wurde, erfolgte auf Forderung der hiesigen
Dienststelle am 1. April 1941 ein Ausbau dieses Frei-
maurerreferats nach folgenden Gesichtspunkten:

- 1.) Das Freimaurerreferat bei der Präfektur wird
erheblich ausgebaut und personell vergrößert.
Es werden zu diesem Zweck dem bisherigen Sach-
bearbeiter Inspektor Moerschel weitere 20 von
ihm als geeignet befundene und überprüfte Po-
lizeiinspektoren zugeteilt. Sollte sich erwei-
sen, dass die Aufgaben des Referates auch mit
diesen Arbeitskräften noch nicht bewältigt wer-
den können, erfolgt abermalige entsprechende
Verstärkung des Personalstandes.
- 2.) Das Freimaurerreferat wird gesondert von den
übrigen Abteilungen der Präfektur in einem eige-
nen Hause untergebracht, um dadurch eine, seiner

besonderen Aufgabenstellung entsprechende weit-
möglichste Sicherung seines Arbeitseinsatzes
und deren Durchführung zu gewährleisten. Die
hiesige Dienststelle stellt zu diesem Zweck
das von ihr seinerzeit versiegelte Gebäude
der Theosophischen Gesellschaft Paris,
4. Square Rapp, zur Verfügung.

- 3.) Zur Durchführung des ordnungsgemässen Dienst-
betriebes in diesem Hause stellt die Polizei-
präfektur zur Verfügung:
 - 4 Beamte (planton) als ständige Hauswache;
 - 2 Bürokräfte (garçon de bureau),
 - 2 Schreiberkräfte (employés sténo-dactylo-
graphes).
- 4.) Die bei der Benutzung des Hauses Paris,
4. Square Rapp, entstehenden Unkosten werden
von der ^{competent} Polizeipräfektur Paris beglichen.
- 5.) Dem Freimaurerreferat ist zur Durchführung
der Arbeiten ständig ein Auto der Polizei-
präfektur sowie Chauffeur zur Verfügung zu
stellen.
- 6.) Die Hauptaufgaben des Freimaurerreferates bei
der Polizeipräfektur bestehen in:
 - a) der Kontrolle über die Durchführung der
im französischen Antifreimaurergesetz er-
lassenen Bestimmungen;
 - b) der Überwachung der ehemaligen Freimaurer,
besonders soweit diese in Verdacht stehen,
ihre frühere Logentätigkeit wieder aufzu-
nehmen bzw. diese vorzubereiten versuchen;
 - c) der Durchführung notwendig werdender poli-
zeilicher Massnahmen (Verhaftung, Verneh-
mung, Hausdurchsuchung, Vermögenssicher-
stellung usw.) gegen freimaurerische oder
mit der Sache sonstwie in Verbindung ste-
hende Personen.

NS

- 7.) Über seine Tätigkeit wird Inspektor Moerschel der Polizeipräfektur sowie der hiesigen Dienststelle in Tagesrapporten berichten.
- 8.) Der Leiter des Freimaurerreferates, Inspektor Moerschel, führt seine Arbeit im Auftrage und in engster ständiger Fühlungnahme mit der hiesigen Dienststelle durch, um in gemeinsamen Erfahrungsaustausch die notwendigen polizeilichen Massnahmen zur Bekämpfung der Freimaurerei durchführen zu können. Die hiesige Dienststelle kann an das Freimaurerreferat hierzu Anregungen und Aufträge geben.

Inzwischen hat sich herausgestellt, dass eine abermalige Erweiterung des Freimaurerreferats erforderlich ist. Es sind hierzu dem Polizeipräfekten B a r d folgende Forderungen der hiesigen Dienststelle vorzulegen:

Centered

- 1.) Der Leiter des Freimaurerreferates, Inspektor Moerschel, der die Arbeit im Namen und Auftrag der hiesigen Dienststelle durchführt, ist dem Polizeipräfekten unmittelbar unter Ausschaltung sonstiger Vorgesetzter verantwortlich. Er berichtet daher dem Polizeipräfekten über seine Tätigkeit unmittelbar.
- 2.) Inspektor Moerschel wird vom Polizeipräfekten sofort zum officier de police ernannt. Durch diese Beförderung erhält er größere polizeiliche Befugnisse, ausserdem wächst seine Autorität gegenüber den übrigen Beamten seines Referates.

- 3.) Es ist notwendig, den bisherigen Personalstand von 28 auf 40 - 50 Mann zu erhöhen. Moerschel hat die auf der beiliegenden Liste Nr. 1 angegebenen Polizeibeamten selber ausgewählt und als besonders geeignet für die Arbeit des Freimaurerreferates bezeichnet. Die auf Liste 2 angegebenen 6 Beamten, die bisher zu dem Freimaurerreferat abkommandiert waren, sind bei dieser Gelegenheit wieder zu ihrem alten Dienst zurückzustellen, da sie sich als ungeeignet erwiesen haben.
- 4.) Dem Freimaurerreferat sind ständig 2 Personenwagen sowie 1 Lastkraftwagen (für Aktentransporte) zur Verfügung zu stellen. Der bisher abgestellte eine Personenkraftwagen reicht für die Aufrechterhaltung des dienstlichen Betriebes nicht mehr aus.

Der mit der hiesigen Dienststelle zusammenarbeitende Beauftragte Pétains für Freimaurerfragen, Professor Fay, Paris, hat bereits vor einigen Wochen mit dem Präfekten Bard die obigen Punkte allgemein durchgesprochen und die grundsätzliche Zusage Bards hierzu erhalten.


SS-Obersturmführer.

- Vfg.: 1.) ~~SS-Sturmbannführer Boemelburg~~
verabredungsgemäss zur Rücksprache mit
dem Polizeipräfekten B a r d .
- 2.) Z.d.A. VII B 1/VII 551.
- 3.) Doppel z.d.A. VI E 1/VII 515.

VI E 1/VII 515.

Paris, den 28. Juli 1941.

Mo./Pf.

A k t e n v e r m e r k .Betrifft: Benzinschmuggel auf der Polizeipräfektur
Paris.

VM "FR 5", der als Polizeiinspektor die Verhältnisse auf der Polizeipräfektur Paris genau kennt, teilt mit, dass der Garagenmeister der Präfektur namens P e l l e v o i s o i n am 11. Juli 1941 gegen 12.45 Uhr dem Polizeibeamten B i d o t den Dienstwagen Nr. 7855 RM 9 übergeben hat^{Centered}. Dieser Wagen, dessen Brennstoffbehälter vorher gefüllt wurde, war ausserdem mit einem Fass von mindestens 50 Liter Benzin versehen. Der Wagen, der von Herrn Pellevoisin herausgeführt wurde, war am 16.7. noch nicht zurückgekommen. Wie man behauptet, soll er Herrn Bidot für persönlichen Gebrauch während seines Urlaubs zur Verfügung gestellt worden sein.

Pellevoisin steht in dem Ruf, dass er seinen Freunden mehrfach bereits Benzin zu persönlichem Gebrauch abgegeben haben soll.


 SS-Obersturmführer.

Vfg.: 1. An IV mit der Bitte um weitere Bearbeitung.

2.)
 Doppel z.d.A. VI E 1/VII 515.

FR5

16 Juillet 1941

On apprend que le 11/7/1941, vers 12 heures 45, Monsieur BELLEVISIN au garage, a remis entre les mains de Monsieur BIDOT, la voiture N° 7.865 R.M.S. Cette voiture dont le plein fut fait au préalable, était également pourvue d'un tonnelet de 50 litres au moins. Pour sortir, le véhicule était conduit par Monsieur BELLEVISIN.

Le 16/7/1941 la ~~voiture~~ voiture n'était pas rentrée; on affirme qu'elle fut mise à la disposition de Monsieur BIDOT pour des besoins personnels.

Des complaisances de fourniture d'essence au sont déjà produites à plusieurs reprises en faveur d'amis de Monsieur BELLEVISIN.

Abschrift.

Dienststelle
11.Bld.Flandrin

Paris, den 17. Juli 1941.

AM/GH

An
SS-Obersturmbannführer Dr. K n o c h e n
72.Avenue Foch

P a r i s .

Betrifft: Freimaurerbrigade.

Vorgang: Dortiges Schreiben vom 9.7.41 - VII B 1/VII
551. Mo/Pf.

Centered

Unter Bezugnahme auf das hiesige Schreiben vom 28.v.Mts.
wird mitgeteilt, dass die Ausführungen über die Frei-
maurerbrigade von Polizeikommissar P e s c a d è r e ,
Paris, 31. Bld. de Charonne, stammen, dieser hatte die
Angaben an VM P 19 gemacht.

gez. Unterschrift.
SS-Obersturmführer.

Vfg.: 1.) Z.d.A. VII B 1/VII 551.

2.) Doppel z.P.A. Pescadère.

3.) Doppel z.d.A. VI E 1/VII 515.

M. 25/10.41

Abschrift.

VII B 1/VII 551.
Mo./Pf.

Paris, den 9. Juli 1941.

An
die Dienststelle
11.Bld.Flandrin,

F a r i s .

Betrifft: Freimaurerbrigade.

Vorgang: Dort.Schreiben vom 28.6.1941.-AM/GH.

Unter Bezugnahme auf das dortige Schreiben vom 28.6.1941 wird um Mitteilung gebeten, welcher Polizeikommissar die ^{benotet}Notiz über die Freimaurerbrigade angefertigt hat. Es besteht deswegen hier daran grösstes Interesse, da festgestellt worden ist, dass von mehreren Seiten sowohl bei deutschen als auch bei französischen Behörden versucht wird, den derzeitigen Leiter des Freimaurerreferats, den Inspektor M o e r s c h e l, irgendwie zu belasten und ihn zum Abtritt zu zwingen.

Um baldige Beantwortung wird gebeten.

gez. Moritz

SS-Obersturmführer.

Vfg.: 1.) Z.d.A. VII B 1/VII 551.

2.) Wiedervorlage zum 10.8.1941.

3) Doppel jda VII B 1 / VII 551

Abschrift.

Dienststelle
11.Bld.Flandrin

Paris, den 28. Juni 1941.

AM/GH.

An
SS-Obersturmbannführer Dr. Knochen
72.Avenue Foch

Paris.

Betr.: Freimaurer-Brigade.

VM P 19 erhielt von einem Polizeikommissar
den in Übersetzung ^{Centered} beigefügten Bericht, der zur Kennt-
nisnahme nach dort gegeben wird.

gez. Unterschrift.
SS-Obersturmführer.

1 Anlage

JdA VII 51 / VII 515

Abschrift.

P 19

Die Freimaurer-Brigade.

Es ist eine Dienststelle gegründet worden, um über die Aktivität des Freimaurertums Untersuchungen anzustellen.

Auf französischer Seite wird diese Dienststelle von Bernard F a y , Administrateur de la Bibliothèque National, geleitet, von deutscher Seite von Leutnant M o r i t z , dessen Büro sich, 75 bis Avenue Foch, befindet.

Leutnant Moritz leitet einen Polizeidienst, der aus 20 Inspektoren besteht. (10 für allgemeine Aushünfte und 10 von der Gerichtspolizei) deren Amt sich Avenue Rapp (Square Rapp) befindet.

Diese Inspektoren unterstehen dem Inspektor M o e r s c h e l von der Gerichtspolizei.

Letzterer übernimmt Haussuchungen im Sitz der Freimaurerorganisationen und befiehlt die Überwachung von verschiedenen Mitgliedern dieser Verbindungen.

Dieser Inspektor, der nur einige Jahre Dienst bei der Polizei-Präfektur geleistet hat und der viele Dienststellen "durchlaufen" hat, macht sicher alles so gut er es kann. Doch es fehlen ihm die erforderlichen Praxisjahre. Ausserdem ist er nicht Magistratsperson und kann aus diesem Grunde seine Aufgabe nicht mit der nötigen Kompetenz-Rückendeckung und der nötigen Autorität erfüllen.

Aus diesem Grunde kann er keine Siegel anbringen oder gegen gewisse Beamten, deren Autorität noch sehr mächtig ist, vorgehen.

Um ernste Ergebnisse zu erlangen, muss man eine energische Aktion gegen die Freimaurer in den Verwaltungen, in dem sie noch immer das Steuer in den Händen haben, unternehmen. Es ist nicht mehr die Zeit, sich über diese zu unterhalten und Berichte zu machen, worüber diese nur spotten. Man muss schnell handeln und zupacken, um die Freimaurerei daran zu hindern, ihr Werk der Demoralisation und der Vernichtung fortzusetzen. Die Zukunft des Landes hängt davon ab.

Damit eine Aktion wirklich erfolgreich wäre, müsste man die Durchsichtung der Akten vornehmen und zwar bei der Polizei beginnend. Man muss über Listen verfügen, um in jeder Verwaltung sofort und ohne Zögern jeden Freimaurer ersetzen zu können.

Die Arbeit kann nur von einem energischen Polizei-Kommissar mit Erfolg durchgeführt werden, der die Frage genau kennt und Spezial-Vollmachten in beiden Zonen besitzt. Allein er wird das Recht haben, sich alle interessanten Akten aushändigen zu lassen, ohne erst irgend eine Vermittlung beanspruchen zu müssen.

VI B 1 - I/1
Mo/St

Paris, 17.7.41

A k t e n v e r m e r k

Betr.: M e r c i e r , Emilie, Antoinette, Paule,
geb. 10.5.1893 in Paris, geschieden seit dem
25.7.1919 von Maxwell Rued de W a r d e n e r ,
wohnh. z.Zt. Paris, 23 av.Foch.

Bei einer auf hies. Weisung durchgeführten
Haussuchung bei dem Journalisten Gérard B a u e r ,
Freimaurer, Paris, 23 avenue Foch, stellte die französi-
sche Polizei (Freimaurer-Referat) fest, dass in der Woh-
nung des geflüchteten B. seit einiger Zeit die im Betreff
Genannte wohnt.

Wie aus dem beiliegenden von der Polizeiprä-
fektur erstellten Bericht hervorgeht, hat die flüchtige
Prüfung einiger Papiere der M. den Verdacht aufkommen
lassen, dass sich die M. mit der Befreiung Gefangener
und deren Beförderung in das unbesetzte Frankreich bzw.
sogar ins Ausland beschäftigt.

Die Polizeipräfektur wurde von hier aus ange-
wiesen, keine Schritte gegen die M e r c i e r zu unter-
nehmen.


H-Obersturmführer.

Vfg.

- 1) #-O'Stubaf. Dr. K n o c h e n m.d.B. um Kenntnisnahme
- 2) an IV zur Kenntnisnahme und weiteren Veranlassung.
- 3) Doppel ZdA. PA.1951/41 (Bauer).
- 4) Doppel ZdA. VI E 1 (VII/515.

VI E 1/VII 515.
Mo/Pf.

Paris, den 9. Juli 1941.

A k t e n v e r m e r k .

Betrifft: Kommunistisches Flugblatt.

Das anliegende Flugblatt übergab VM Fr. *5*,
der es von einem ihm persönlich bekannten demobilisierten
Arzt erhielt.

Centered

[Signature]
SS-Obersturmführer.

Vfg.: 1.) An Abt. IV
~~in d. B. u. K. S. Name und zur weiteren Verfügung.~~
2.) Doppel z.d.A. VI E 1/VII 515.

Paris, am 29. 5.41.

Freimaurerreferat
Polizei-prä-fektur Paris.

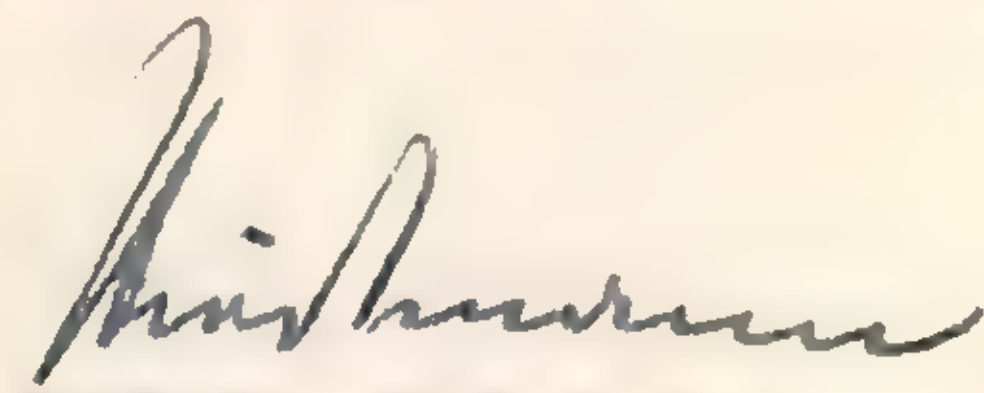
A k t e n v e r m e r k .

Betreff: Insp. M ö r s c h e l ,
Polizei-prä-fektur Paris,
Dienststelle 4 Square Rapp.

Am 29.5.41 vorm. 11 Uhr erschien bei dem Unterzeichneten
(Freimaurerreferat Pol.Prä-fektur Paris) Sonderführer Franz V o l m e r
von der hiesigen Abwehrstelle, ausgewiesen durch Personalausweis, ausge-
stellt von der Militärverwaltung Paris und teilte mit, dass gegen Insp.
M ö r s c h e l ein Attentat geplant sei.

Mörschel sei als eifriger Beamter gegen die Freimaurerei
und als Deutschenfreund bekannt geworden und müsse deshalb damit rechnen,
dass er in den nächsten Tagen beiseite geschafft werde, sei es dass er ei-
nem Autounfall zum Opfer falle oder sonstwie an die Leiche gebracht würde.
Ferner sei bekannt, dass er wegen seiner rührigen Tätigkeit sich bei Herrn
L a f o n t missliebig gemacht habe.

Der Gewährsmann von dem er diese Mitteilung erhalten habe,
sei ebenfalls Polizeiinsp. und einer der tüchtigsten und zuverlässigsten
Vertrauensmänner der Abwehrstelle. Er (Sdf. Volmer) habe es deshalb für
notwendig erachtet, sich selbst hierher zu bemühen, um rechtzeitig zu
warnen. An der Wahrscheinlichkeit der Durchführung des Vorhabens könne
nicht gezweifelt werden.


// U'Sturmführer.

Paris, am 29. 5.41.

Freimaurerreferat
Polizei-Präfektur Paris.

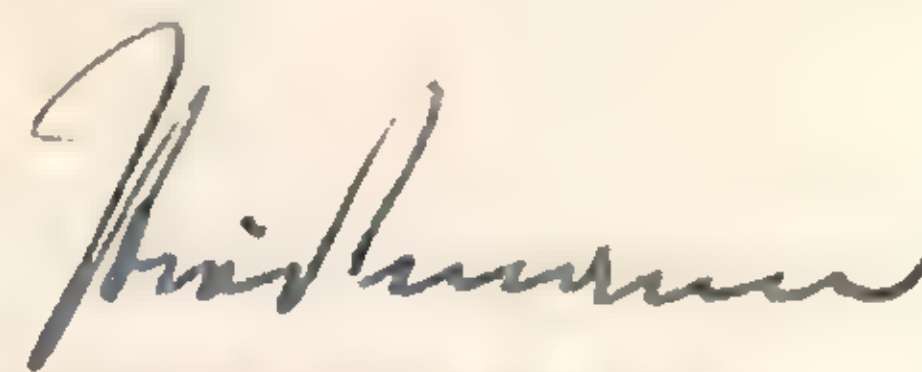
A k t e n v e r m e r k .

Betreff: Insp. M ö r s c h e l ,
Polizei-Präfektur Paris,
Dienststelle 4 Square Rapp.

Am 29.5.41 vorm. 11 Uhr erschien bei dem Unterzeichneten (Freimaurerreferat Pol.Präfektur Paris) Sonderführer Franz V o l m e r von der hiesigen Abwehrstelle, ausgewiesen durch Personalausweis, ausgestellt von der Militärverwaltung Paris und teilte mit, dass gegen Insp. M ö r s c h e l ein Attentat geplant sei.

Mörschel sei als eifriger Beamter gegen die Freimaurerei und als Deutschenfreund bekannt geworden und müsse deshalb damit rechnen, dass er in den nächsten Tagen beiseite geschafft werde, sei es dass er einem Autounfall zum Opfer falle oder sonstwie an die Ecke gebracht würde. Ferner sei bekannt, dass er wegen seiner rührigen Tätigkeit sich bei Herrn L e f o n t missliebig gemacht habe.

Der Gewährsmann von dem er diese Mitteilung erhalten habe, sei ebenfalls Polizeiinsp. und einer der tüchtigsten und zuverlässigsten Vertrauensmänner der Abwehrstelle. Er (Sdf. Volmer) habe es deshalb für notwendig erachtet, sich selbst hierher zu bemühen, um rechtzeitig zu warnen. An der Wahrscheinlichkeit der Durchführung des Vorhabens könne nicht gezweifelt werden.


// U'Sturmführer.

VI B 1 (II B 1) / 1


Paris, am 29. 5.41.

Freimaurerreferat
Polizeipräfektur Paris.A k t e n v e r m e r k .Betreff: Insp. M ö r s c h e l ,
Polizeipräfektur Paris,
Dienststelle 4 Square Rapp.

Am 29.5.41 vorm. 11 Uhr erschien bei dem Unterzeichneten
(Freimaurerreferat Pol.Präfektur Paris) Sonderführer Franz V o l m e r
von der hiesigen Abwehrstelle, ausgewiesen durch Personalausweis, ausge-
stellt von der Militärverwaltung Paris und teilte mit, dass gegen Insp.
M ö r s c h e l ein Attentat geplant sei.

Mörschel sei als eifriger Beamter gegen die Freimaurerei
und als Deutschenfreund bekannt geworden und müsse deshalb damit rechnen,
dass er in den nächsten Tagen beiseite geschafft werde, sei es dass er ei-
nem Autounfall zum Opfer falle oder sonstwie um die Ecke gebracht würde.
Ferner sei bekannt, dass er wegen seiner rührigen Tätigkeit sich bei Herrn
L a f o n t missliebig gemacht habe.

Der Gewährsmann von dem er diese Mitteilung erhalten habe,
sei ebenfalls Polizeiinsp. und einer der tüchtigsten und zuverlässigsten
Vertrauensmänner der Abwehrstelle. Er (Sdf. Volmer) habe es deshalb für
notwendig erachtet, sich selbst hierher zu bemühen, um rechtzeitig zu
warnen. An der Wahrscheinlichkeit der Durchführung des Vorhabens könne
nicht gezweifelt werden.


// U'Sturmführer.

VI E 1 (II B 1) / VII 517

Mo/Gr.

Paris, den 15.5.41.

A k t e n v e r m e r k .

Betr.: Französische Freimaurerei.

VM. "FR 5" erstellte auf Anforderung den beiliegenden Bericht über die französische Freimaurerei, wobei er auch auf die gegen die Freimaurerei getroffenen Maßnahmen im Jahre 1940 einging.


SS-Obersturmführer.

Vfg.: 1. z.SA b.VI E 1 (II B 1) / VII 515.
2. Doppel z.SA bei VI E 1 (II B 1) / II 11.

Aus den Französischen.

Die Französische Freimaurerei zählte im Jahre 1939 ungefähr 55.000 Mitglieder, die sich auf drei Haupt-Organisationen verteilten. Diese drei Organisationen waren nicht immer einig untereinander, haben sich sogar manchmal bekämpft. Ihre grosse Stärke kam aber daher, dass sie sich im richtigen Augenblick wieder einten und geschlossen gegen ihre Gegner vorgingen.

Ein Freundschaftsvertrag besteht zwischen dem " Grossen Orient" und dem " Menschenrecht." Diese beiden Logen verständigten sich oft, wenn die Interessen des Ordens auf dem Spiele standen.

Die " Grosse Loge" aber hat niemals das " Menschenrecht" als eine ordnungsgemässe freimaurerische Organisation angesehen, und gab vor, dass ihre Beziehungen zu diesem Orden internationaler Natur seien.

Der " Grosse Orient" und die "Grosse Loge" unterhielten zu einander freundschaftliche Beziehungen. Allerdings war der Grosse oberen Graden der Orient von dem Schottischen Maurerei, die dem Obersten Rat unterstehen, nicht anerkannt worden. Seine Rosa-Kreuze und Kadosh-Ritter waren von den schottischen Kapiteln und Aeropagen ausgeschlossen.

Aber zufolge des Rechtes, das den Brüdern zustand, mehreren Logen anzugehören, konnten sie ohne Einschränkung auch an den Arbeiten anderer Logen teilnehmen.

Die Sitzungen der Logen der drei Haupt-Organisationen fanden in Tempeln statt, die häufig gemeinsam benutzt wurden. In Paris waren es die Tempel: 16 Rue Cadet (G.O.) 8 Rue Puteaux (G.L.) , 5 Rue Jules Breton (D.H. = Menschenrecht) und 63 Rue Froidvaux, 71 bis Rue La Condamine, 29 Rue de l'Yvette.

Der Grosse Orient und die Grosse Loge unterrichteten ihre Mit-

glieder über ihre Arbeiten durch ein wöchentliches Mitteilungsblatt dem "Bulletin Hebdomadaire des loges de la région parisienne".

Seit dem 6. Februar 1934 wurden die Namen der Redner, die sonst immer im Wochenblatt aufgeführt waren, nicht mehr angegeben.

Die Loge "Menschenrecht" verfügte auch über ein Mitteilungsblatt, das zweimal monatlich erschien.

Ausserdem gab es noch mehrere Zeitschriften, die die Mitglieder der Logen über die freimaurerische Tätigkeit in Frankreich und im Ausland unterrichteten. So die Acacia, (die inzwischen wieder eingegangen ist), ferner "La chaîne d'Union", "Le Symbolisme", "Le Bulletin de l'Association maçonnique internationale".

Die Wochenblätter über die Arbeiten der Logen und die Berichte über die Konvente waren ein Spiegel des freimaurerischen Denkens, denn sie gaben den Inhalt der aus allen Logen Frankreichs und des Auslandes eingegangenen Zeitschriften wieder. In jeder Loge wurde für jede Frage der als am geeignetsten befunde^{ne} Bruder mit der Abfassung der Exposé beauftragt und dann wurde in aller Ruhe darüber diskutiert. Die Ansicht der Mehrheit wurde angenommen und der Berichterstatter hatte dann diese Meinung auf dem regionalen Kongress zu vertreten, wo in gleicher Weise vorgegangen wurde, sodann dann dem Konvent als oberster Instanz eine gereinigte und geklärte Fassung vorgelegt werden konnte.

In Frankreich gab es ausserdem noch eine vierte freimaurerische Organisation "La Grande Loge indépendante et régulière pour la France et les Colonies" (die grosse unabhängige und reguläre Loge für Frankreich und die Kolonien). Diese Loge umfasste in der Hauptsache Engländer. Von der Grossen Loge Englands anerkannt,

schien diese Loge abseits der drei grossen französischen Logen zu stehen und unterhielt keinerlei Beziehungen, auch nicht offiziöse, zu ihnen.

Die übrigen freimaurerischen Gruppen, Ruth, Memphis-Misraim, Martinistes, Grand Prieurés des Gaules, Grande Loge de Fraternité Universelle, Grande Loge Symbolique usw. waren zweiten Ranges und die Zahl ihrer Anhänger war nur sehr gering.

Die Freimaurerei sagt von sich, dass sie die ~~Elx~~ Trägerin geheimer und tiefer Ueberlieferungen sei und dass sie der letzte Hort des geistigen Wesens und der Mystik des Occidents sei. Ihre Macht beruhte auf einem angeblichen Geheimnis, das niemals enthüllt worden ist, das aber anscheinend niemals existiert hat.

In den letzten Jahren hat die französische Freimaurerei in ihrer Mehrheit nach und nach ihren mystischen und philosophischen Charakter aufgegeben, auch die Symbole und die rituellen Gebräuche weggelassen, und ist so nach und nach weiter nichts als ein grosser Klub geworden, wo politische Intrigen gesponnen wurden, ein Herd des Strebertums und der Anpassung. Ihre Tätigkeit richtete sich daher auf die Demokratisierung der Armée, die Laizisierung des Unterrichts, Kampf gegen die Kirche und im besonderen gegen ihren Gegner von anfang an, die katholische Kirche.

Gegen das Jahr 1921 traten viele aktive Sozialisten in die Freimaurerei ein, gründeten selbst ausschliesslich sozialistische Logen und versuchten die Logen im Sinne ihrer politischen Ueberzeugungen zu beeinflussen. Manche Loge hat sich unter ihrem Einfluss dem kollektivistischen Ideal zugewandt.

Auf parlamentarischem Gebiet scheint die Freimaurerei schon immer die Tätigkeit ihrer F.: Brüder in den beiden gesetzgebenden Körperschaften kontrolliert zu haben und scheint nicht gezögert

zu haben, sie zur Rechenschaft zu ziehen, wenn ihre Haltung oder ihre Abstimmung nicht ihrer Lehre oder ihrer Entschlüsse entsprach.

Auf internationalem Gebiet stand die französische Freimaurerei in Verbindung mit verschiedenen ausländischen Mächten, dank ihrer Freundschaftsgaranten, die sie bei den betreffenden Organisationen als ihre Vertreter bestellt hatte.

=====

Die Tätigkeit der Freimaurerei wurde nicht nur in den eigenen Organisationen ausgeübt, sondern erstreckte sich auch auf Gruppen, die anscheinend unabhängig, ihr doch direkt oder indirekt unterstellt waren.

Die ersteren waren ihr direkt einverleibt und bildete *facto und de jure* reine freimaurerische Gruppen, von Freimaurern gebildet und geleitet.

Diese erste Gruppe, die man auch als Filialen der Logen betrachten kann, kann man wie folgt klassieren.

1) Wohlfahrts- und Unterstützungs-Werke, die juristisch wohl unabhängig von den Logen, doch von ihnen unterstützt wurden und zu deren Gunsten in den Logen oft gesammelt wurde.

2) Klubs für philosophische Forschung, die fast immer von bekannten Freimaurern geleitet sind, und in denen Fragen behandelt wurden, die man nicht auf die Tagesordnung der Logen bringen konnte.

3) Politische Verbindungen, deren Programm ebenfalls das der Logen überschritt. Diese aus praktischen Gründen geschaffenen Vereinigungen, obwohl freimaurerische Zellen, hielten ihre Zusammenkünfte ohne das übliche Zeremoniel der Logen ab.

4) Freundschafts- oder auch Brudergruppen, die man in zwei

Sorten einteilen kann.

- a) die beruflichen Vereinigungen, und die
- b) lokalen Vereinigungen, die sich in den verschiedenen Stadtvierteln von Paris zusammenfanden und meistens einen doppelten Zweck verfolgten: Besprechung von beruflichen und politischen Fragen. Ihre Zusammenkünfte fanden teils in den Tempeln, teils in öffentlichen Lokalen statt.

Die zweite grössere Gruppe wird gebildet von Freimaurern und auch Nichtfreimaurern. Wenn auch der Einfluss der Freimaurer oft bedeutend war, kann man doch nicht sagen, dass sie Filialen der Freimaurerei sind oder irgend einer Loge unterstehen. In diese Klasse gehören alle Vereinigungen, die ein selbständiges Vereinsleben haben, und für deren Zugehörigkeit keinerlei Bekenntnis verlangt wird.

Es ist schwierig den Einfluss festzustellen, den die Freimaurerei auf diese Vereinigungen hat, auch scheint es, dass man jetzt anderes zu tun hat, wichtigeres, als dieser Frage nachzugehen.

=====

Der Grosse Orient, der im Jahre 1773 gegründet worden ist, hat offiziellen Charakter, denn eine Verordnung vom 11. Januar 1862 bestimmt, dass der Grossmeister vom Kaiser ernannt wird.

Am 3. Januar 1913 hat er seine Erklärung als eine dem Gesetz unterworfenen Vereinigung abgegeben. (Gesetz vom Jahre 1901, Journal Offiziell vom 16.1.1913, Seite 468.) Trotzdem kann sein Charakter als geheime Gesellschaft nicht bestritten werden, da seine Tätigkeit fast immer eine versteckte ist, und da die Verschwiegenheit die Hauptforderung der Organisation ist.

Der Grosse Orient stellt die französische Richtung in der Freimaurerei dar. Er ist die bekannteste und bedeutendste Organisation. Bei seiner Auflösung im Jahre 1940 zählte er 28.888 Mitglieder, die sich auf 585 Ateliers (Logen, Kapitel, Areopages oder philosophische Räte) ^{Centered} verteilten. Die Mitglieder waren eingeteilt in aktive, Ehrenmitglieder oder beurlaubte Mitglieder.

Die Freimaurer vereinigten sich in Gruppen, die man allgemein Atelier nannte.

Die Direktion und die Verwaltung des Grossen Orient erfolgten durch einen zeitlichen Organismus, der die weitgehendsten Vollmachten hatte, die Generalversammlung oder Convent, und durch vier ständige Organe: Ordensrat, Freimaurerische Unterstützungskommission, Berufungskammer, die aus der Generalversammlung hervorgeht und das grosse Ritual-Kollegium. Im letzten Ordensrat waren von 33 Mitgliedern: 15 Staatsbeamte, 5 Parlamentarier (oder gewesene Parlamentarier) ; 4 Ingenieure, 4 Aerzte, 3 Industrielle und Grosskaufleute, 1 Publizist und 1 Angestellter. Vorsitzender war Arthur Groussier, Ingenieur, früherer stellv. Vorsitzender in der Abgeordneten-Kammer.

Im grossen Ritual-Kollgium war als Gross-Kommandeur Adrien Pouriau, Ehren-Direktor im Landwirtschafts-Minist²erium.

Der Grosse Orient besass Mobilien und Immobilien, besonders das Grundstück und Gebäude in der Rue Cadet No 16, das juristisch einer Aktien-Gesellschaft von 2 Millionen Kapital, der Société Civil Immobilière du Grand Orient 16 Rue Cadet und 9 Rue Saulnier gehörte, sowie von weiteren ca 30 Gebäuden.

Bargeld und Wertpapiere figurierten auf dem Konto "Banque de France", das einen Betrag von ca 1 Million aufwies.

Der Budget-Voranschlag des Grossen Orient für 1940 ist auf der Grundlage von 1.715.000,-- Franken sich ausgleichenden Einnahmen und Ausgaben aufgestellt worden.

Die Grande Loge de France ist die Vertreterin des alten schottischen Ritus. Ihr Ursprung geht auf 1804 zurück und umfasst zwei verschiedene Organismen. Den Obersten Rat, der 1804 gegründet worden ist, und die am 23/ Februar 1895 endgültig gegründete Grosse Loge. Der erstere verwaltete die Ateliers vom 4. bis zum 33. Grad, während die Grosse Loge die Ateliers der drei ersten Grade unter sich hatte. Trotz der Selbständigkeit jeder Organisation waren beide doch eng miteinander verbunden.

Die Grande Loge de France zählte ungefähr 16.000 Mitglieder, die in Logen, Dreiecken und Adoptions-Logen untergebracht waren. Ende 1938 waren es 234 Ateliers.

Die allgemeine Verwaltung der Grossen Loge gehörte einer repräsentativen Versammlung an, dem Konvent, während die executive Gewalt einer Commission, dem Federal-Rat übertragen war. Der Vorsitzende des letzten Federal-Rates, der aus 33 Mitgliedern bestand, war Dumesnil de Gramont, Grossmeister der Grossen Loge von Frankreich.

Die Kontrolle über die Finanzgebarung war einer besonderen Kommission übertragen. Es gab ausserdem eine besondere Verwaltungs-Kommission für die Solidarität-Kasse, sowie eine Kontroll-Kommission hierfür. Ferner gab es auch ein Appellations-Gericht.

Die innere Verwaltung der Grossen Loge besorgte ein General-Sekretariat, 8 Rue de Puteaux, am Sitze der Grossen Loge.

Die Grosse Loge war Besitzerin von Mobilien und Immobilien, besonders des Gebäudes 8 Rue de Puteaux, juristisches Eigentum der Civilen Immobilien - Gesellschaft der Rue de Puteaux, die im Jahre 1911 gegründet worden ist. Die Grosse Loge von Frankreich besass mehrere Bankkonten, beim Crédit Lyonnais, bei der B.N.C.I. (Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie) und bei der Banque de France, sowie 2 Konten beim Postsparkassamt. Zweifellos sind noch

andere Konten bei Mittelspersonen vorhanden. Der Budget-Voranschlag sah 879.000 Francs Ausgaben vor.

Die Grosse Loge hat stets als Geheimgesellschaft funktioniert und hat nie eine Eintragung in das Vereinsregister vornehmen lassen.

Der Oberste Rat Frankreichs, dessen Sitz ebenfalls 8 Rue de Puteaux war, hat am 9. Februar 1935 eine Erklärung als Vereinigung abgegeben, die im Journal Officiel vom 21. Februar 1935 veröffentlicht worden ist. Trotzdem ist aber der Oberste Rat eine geheime Gesellschaft geblieben, zu der nur erprobte, engverbundene Freimaurer zugelassen wurden, die schon die drei ersten Grade besaßen. Unabhängig von seiner statutenmässigen Organisation, die nur eine Fassade bedeutete, hatte der Oberste Rat eine besondere geheime Organisation, die allein Gesetzeskraft im Innern des Ordens hatte.

Leiter des letzten Obersten Rates war Ingenieur René Raymond, dem ein Centered Centralrat zur Seite stand. Er umfasste 672 Mitglieder der oberen Grade, verteilt in einen Rat, 2 Konsistorien, 26 Aréopages und 45 Kapiteln, im ganzen 74 Ateliers der oberen Grade. Ausserdem gab es noch 10 Logen für die Vervollkommnung (vom 4 bis 14 Grad).

Der Oberste Rat war in ständiger Verbindung mit den Obersten Räten des Auslandes in der ganzen Welt. Sein Sekretariat war 8 Rue de Puteaux.

Das Menschenrecht wurde im Jahre 1892 von Maria Deraismes und dem Senator Georges Martin gegründet. Zweck dieses auf der Grundlage des schottischen Ritus gegründeten Ordens war, für die Frau die gleichen Rechte zu erreichen wie sie der Mann besass. Dank einer geschickten Propaganda wurde aus der nationalen Ver-

einigung sehr bald eine Internationale. Es konnten manche Erfolge verzeichnet werden bis der Rückschlag kam, da die erzielten Erfolge in den autoritären Staaten (Deutschland, Italien, Spanien, Portugal, Brasilien usw.) wieder verlorengingen.

Das " Menschenrecht" war folgendermassen organisiert:

1) Eine französische Vereinigung des Menschenrechts, die ungefähr 75 Ateliers in Paris und in der Provinz umfasste und von einem Nationalrat verwaltet wurde.

2) Ein gemischter Internationaler Oberster Rat, dessen Autorität sich über die verschiedenen nationalen Vereinigungen erstreckte: Frankreich, Belgien, Holland, Schweiz, England, Vereinigte Staaten von Nord-Amerika, Brasilien, Niederländisch-Indien usw.)

Die Vereinigung und der Oberste Rat waren in Paris 5 Rue Jules Breton in einem Privathaus untergebracht, das von den Gründern des Ordens erbaut worden ist und u.a. einen grossen Tempel für Feste und Zeremonien und kleine Tempel für die Sitzungen enthielt, ferner die Verwaltungs-Bureaux. Juristisch war das Gebäude Eigentum einer zivilen Immobilien Gesellschaft des Droit-Humain.

Vorsitzender und Grossmeister des Ordens war zuletzt, Henri Petit Versicherungs-Experte. Der Oberste Rat zählte u.a) zu seinen Mitgliedern auch den Abgeordneten des Département Vosges, Marc Rucard, Grossmeister des Ordens.

Le Droit Humain, der bis über 700 Ateliers in der ganzen Welt zählte, hat in den letzten Jahren von seiner Macht verloren. Er unterhielt gute Beziehungen zum Grossen Orient von Frankreich, den er im Jahre 1926 offiziell als Freimaurerische Macht anerkannt hat. Im Jahre 1939, bei Eröffnung der Feindseligkeiten, zählte Le Droit Humain ca 73 blaue Logen und 9 obere Ateliers mit zusammen

2.300 respective 375 Mitgliedern. Der Budget-Voranschlag für 1940 sah 111.150 Frs. in Ausgaben und Einnahmen vor. Den Vorsitz der Vereinigung führte Frau Marguerite Martin, frühere Schuldirektorin.

Die Grosse Nationale , unabhängige Loge für Frankreich und die Kolonien, die von England inspiriert ist und auch von der Grossen Loge Englands anerkannt ist, hat ihren Sitz in Paris, 52 Rue Rochechouart in gemieteten Räumen. Miete 25.000,-- Frs. pro Jahr.

Sie ist am 5. und 6. Dézember 1913 gegründet worden zur Aufrechterhaltung der Prinzipien der freimaurerischen Ueberlieferung in Frankreich. Die Grosse Loge bestand übrigens schon seit Beginn des XX. Jahrhunderts unter der Bezeichnung : Vereinigung der Freunde. (Die Loge ist im Jahre 1858 eingegangen, aber später wieder neu aufgerichtet worden.) Dieses Atelier wurde am 12. Mai 1911 in den Grand Orient aufgenommen, aber im Jahre 1913 kam ein Bruch und die Vereinigung der Freunde gründete einen neuen Orden, die Grosse Nationale , unabhängige Loge.

Am 11. Juni 1918 hat dieser Orden die Eintragung in das Vereinsregister beantragt, gemäss Gesetz vom Jahre 1901 und am 19. Juni 1918 wurde die Erklärung im Journal Officiel veröffentlicht.

Die Grossmeister dieses Ordens mussten stets Franzosen sein (und sie waren es fast auch immer) Der letzte war Gabriel Jollois.

Die Grosse Loge war eine selbständige maurerische Macht. Sie hatte nur drei ^{die} ~~Grade~~ symbolischen Grade: Lehrling, Geselle und Meister. Offiziell wurden die schottischen Gebräuche angewandt.

wandt.

Die Grosse Loge bestand aus: Gross-Offizieren, Gross-Meistern der Provinz und den Delegierten der Provinz-Gross-Logen und der Logen. Sie war verwaltet von einem Grossen Rat, der zu 2/3 aus Franzosen bestehen musste, gemäss Gesetz vom Jahre 1901 (in Wirklichkeit war es aber nicht so).

Die Grosse Loge scheint nie Beziehungen zu den drei französischen Orden gehabt zu haben. Sie kontrollierte zuletzt 29 blaue Logen, 3 Lehrlogen und 7 Kapitel mit zusammen ca 1500 Mitgliedern in der Pariser Gegend und der Provinz, namentlich in den Häfen von Dünkirchen, Boulognes/Mer, Calais, Rouen, Le Havre und Bordeaux.

Le Droit Humain und die ^{Centered}Grosse Nationale , unabhängige Loge sind bisher noch nicht zu den geheimen Gesellschaften gerechnet worden. Es wäre aber angebracht, dass auch sie unter die Massnahmen des Gesetzes vom 13. August 1940 fallen.

Bisher getroffene Massnahmen gegen die Freimaurerei.

1) Am 7. August 1940 richteten der Präsident und der Arthur Groussier

General-Sekretär Louis Villard vom Grossen Orient ein Schreiben an den Marschall Pétain, um ihm darzulegen, dass die Freimaurerei niemals etwas anderes als eine philanthropische Organisation sei, die vorschriftsmässig eingetragen sei, die Rechte einer civilen Person geniesse und sich nur auf nationalem Boden bewegt habe. Der Grosse Orient zähle zu den geistigen Kräften der Nation und

ist niemals von internationalen Mächten beeinflusst worden.

1) Gesetz vom 13. August 1940 verbietet die geheimen Gesellschaften (Journal Officiel vom 14.8.40 Seite 4.691)

2) Verfügung vom 19. August 1940 bestätigt die Nichtigkeit der geheimen Gesellschaften : Grosser Orient und Grosse Loge (J.O. vom 20.8.40) S. 4.744.

3) Der Unterrichtsminister (E. Mireaux) beauftragt den Bibliothekar der Nationalen Bibliothek (Bernard Fay) mit den vorbereitenden Arbeiten für die Schaffung eines Museums der geheimen Gesellschaften und mit der Sammlung der Dokumente und Gegenstände von historischem Wert, die bei den Gesellschaften oder bei Privaten beschlagnahmt worden sind.

4) Am 7. September 1940 übermittelt der Staatsanwalt der Republik dem Polizei-Präfekten das Gesetz vom 13. August und die Verfügung vom 19. August und ersucht ihn, alle diejenigen Gruppen zu erfassen, die in irgend einer Art mit den beiden Vereinigungen (G.O. und G. L.) zusammenhängen.

5) Am 9. September wird durch eine Verordnung des Präsidenten des Zivil-Gerichts Maitre Ferrand als Verwalter und Liquidator der aufgelösten Gesellschaften bezeichnet.

6) Am 18. September erstattet Kommissar Lafont dem Staatsanwalt Bericht über die zufolge dessen Auftrag vom 7. September vorgenommenen Nachforschungen unter Angabe, dass es keine Verwaltungsdokumente über diese Gesellschaften gäbe und dass die Untersuchung lang und schwierig sein werde.

2) dass die deutschen Behörden eine Hausdurchsuchung und Beschlagnahme von Dokumenten in der Rue Cadet 16, Rue de Puteaux 8 , Rue Jules Breton No 5 und Rue Crimée NO 19 vorgenommen und dort die Siegel angebracht hätten. Es wäre daher ange-

bracht, sich an ~~den~~ Chef der deutschen Militärverwaltung zu wenden, um die Ermächtigung zu bekommen, an Sitze dieser Gesellschaften Nachforschungen und andere Operationen vornehmen zu können.

8) am 15. Oktober fragt der Liquidator Ferrand beim Kommissar Lafont, ob er die Erlaubnis bekommen hat, in die Räume der aufgelösten Gesellschaften zu gehen, andernfalls würde er empfehlen die Opérations bei den Filialen dieser Gesellschaften zu beginnen..

7) Am 9. Oktober hat der Innenminister (Peyrouton) die Herren Gueydan de Roussel und Poirson beauftragt, sich von der genauen Durchführung des Gesetzes vom 13. August 1940, und von der ordnungsgemässen Uebertragung der Vermögenswerte zu überzeugen. Die Beauftragten waren befugt, sich alle Archive, und sonstigen Gegenstände vorzeigen zu lassen, sie auch zu photographieren, um über ihre Mission beim Staatschef Bericht zu erstatten.

9) Am 30. Oktober 1940 Brief des Liquidators Ferrand an den Kommissar Lafont, worin er ihm die Angaben mitteilt, die er über die Organisation des G. O. und der G. L. sowie über deren Filialen erfahren hat. Der Liquidator regt an, dass man bei den Bankinstituten nachforschen solle, um das Vermögen der aufgelösten Gesellschaften in Erfahrung zu bringen.

10) Am 12. November 1940 überreicht Kommissar Lafont dem Staatsanwalt 4 Berichte über die bisher erzielten Erfolge der Untersuchung betr. den Grossen Orient, die Grosse Loge und die angeschlossenen Logen, sowie Droit Humain, Grande Loge de Fraternité und bemerkt, dass an den Sitzen dieser Gesellschaften keinerlei Nachforschungen vorgenommen werden konnten, da die Deutschen ihre Einwilligung hierzu noch nicht gegeben hatten.

11) Am 12. November berichtet Kommissar Lafont dem Polizei-

präfekten.

12) Am 12. November 1940 beauftragt Marschal Pétain M. Bernard Fay die auf die verbotenen geheimen Gesellschaften bezüglichen Archive, Dokumente und sonstige Gegenstände in einem zu schaffenden Museum der geheimen Gesellschaften zu sammeln. Er ist beauftragt von den Zwangsverwaltern alle diesbezüglichen Sachen entgegenzunehmen.

13) am 15. November 1940 berichtet Kommissar Lafont dem Staatsanwalt über die den Herren Gueydan de Roussel und Poirson am 9.10. übertragene Mission.

14) Am 16. November 1940 antworten die deutschen Behörden auf die Gesuche vom 19.9., 15. und 22. 10. wegen Nachforschung am Sitz der geheimen Gesellschaften. Antwort abschlägig.

15) Am 20. November 1940 benachrichtigt der stellv. Staatsanwalt den Kommissar Lafont von diesem abschlägigen Bescheid der deutschen Behörden.

16) Am 21. November benachrichtigt das Bankhaus Crédit Foncier de France den Liquidator Ferrand, dass bei ihm ein Konto des Grossen Orient besteht, auf dem Frs. 1.057,73 in bar und Wertpapiere von 4300,-- Frs. (7 Obligationen ,Schatzanweisungen) stehen, sowie dass ein Safe von dieser Gesellschaft gemietet ist.

17) Am 23. November meldet Liquidator dem Kommissar Lafont diese Tatsache.

18) Am 23 November ersucht Kommissar Lafont die Direktion des Kadasteramtes um Angabe der Namen der Personen oder Gesellschaften für die die Grundstücke der geheimen Gesellschaften eingetragen sind.

19) Am 25. November 1940 gibt Liquidator Ferrand dem Kommissar Lafont Kenntnis von den Instruktionen, die er vom stellv.

Staatsanwalt erhalten hat.

20) Am 20. November benachrichtigt M. Bernard Fay den Polizeipräfekten, dass er von den deutschen Behörden die Erlaubnis erhalten hat die Räume des Grossen Orient für seine Diensträume zu benutzen und bittet für die Bewachung derselben Sorge zu tragen.

21) Am 28. November übersiedelt die Dienststelle von M. Fay unter Leitung von M. Poirson.

22) Am 28. November 1940 meldet der Innenminister dem Polizeipräfekten, dass das Gesetz vom 13. August 1940 und die Verordnung vom 19. August 1940 betr. Auflösung der Grossen Loge und des Grossen Orient ihre Anwendung gefunden haben.

Der Minister ersucht dann noch um Bekanntgabe der Einzelheiten über die diesen Organisationen angeschlossenen Gruppen im Départements-Bereich der Präfektur.

Centered

23) Am 30. November übermittelt der Staatsanwalt dem Kommissar Lafont Abschrift des Briefes vom 16. November der deutschen Behörden.

24) Am 30. November verlangt der Staatsanwalt vom Kommissar Lafont die Statuten der Immobilien Gesellschaften der Rue Cadet und der Rue de Puteaux.

25) Am 30. November meldet der Kommissar Lafont dem Präfekten die ^{er}bisherfolgten Untersuchungen über die geheimen Gesellschaften sowie noch in der Schwebe befindlichen Verfahren? Meldet auch, dass zu folge Verweigerung der deutschen Behörden der Liquidator Ferrand seine Aufgabe nicht durchführen kann.

26) Am 2. Dezember meldet der Kommissar Lafont dem Staatsanwalt, dass Bernard Fay den Polizeipräfekten benachrichtigt hat, dass er seine Arbeitsräume nach dem Sitz des Grossen Orient verlegt hat.

27) Am 2. Dezember meldet der Kommissar Lafont dem Polizeipräfekten, dass die Staatsanwaltschaft der Ansicht ist, dass es besse

wäre, wenn M. Bernard Fay noch nicht nach dem Sitz des Grand Orient umziehen würde, da Liquidator Ferrand seine Aufgabe noch nicht hat erfüllen können.

28) Am 3. Dezember stellt Kommissar Lafont die gerichtliche Vollmacht aus für die Beschlagnahme aller bei den Druckereien befindlichen und den Logen gehörigen (auch bei anderen Personen) Drucksachen und sonstigen Materialien.

29) Am 4. Dezember übermittelt Kommissar Lafont dem Staatsanwalt die über die Loge le Droit Humain und deren Filiale in Reims erhaltenen Auskünfte.

30) Am 6. Dezember ersucht der Staatsanwalt den Kommissar Lafont ihm die Unterlagen für die freimaurerischen Unterstützungsvereine zu besorgen.

31) Am ~~ix~~ 7. Dezember gibt der Polizei-Präfekt dem Direktor der Gerichtspolizei Kenntnis von dem Briefe des Innenministers (vom 28. November).

32) Am 8. Dezember benachrichtigt der Polizeikommissar des Stadtviertels Combat den Direktor der Gerichtspolizei von dem kritischen Zustand der Räumlichkeiten des freimaurerischen Waisenhauses in der Rue de Crimée 19. (Die Lokale waren aufgegeben und die Siegel angebracht worden, und doch scheint man dort Beschädigungen vorgenommen zu haben.

33) Brief des Kommissar Lafont an den Staatsanwalt, um diesen von der M. Bernard Fay übertragenen Aufgabe und dessen Umzug nach der Rue Cadet 16 zu benachrichtigen.

34) Am 10. Dezember übermittelt Kommissar Lafont dem Staatsanwalt die über die Loge in Chateau Thierry erhaltenen Auskünfte.

35) Am 10. Dezember Verordnung des Zivil Gerichts, wonach

der Liquidator Ferrand die Angelegenheiten dem Finanzamt zur weiteren Bearbeitung zu übergeben hat, laut Gesetz vom 5.10.40 und Verfügung vom 23.11.40.

36) Am 11. Dezember gibt Kommissar Lafont dem Präfekten von dieser Uebergabe Kenntnis.

37) Am 11. Dezember übermittelt Kommissar Lafont dem Zwangsverwalter die Notiz des Polizeikommissars von Combat.

38) Am 11. Dezember bestätigt der Kommissar seinen Bericht vom 30. November und die Weigerung der deutschen Behörden, ihm den Zutritt zum Sitz der Grossen Orient und der Grossen Loge zu gestatten.

39) Am 13. Dezember teilt der Innenminister dem Polizei-Präfekten mit, dass die Zivilen Immobilien-Gesellschaften der Logen als denen gleichwertig zu erachten und genau wie die Logen zu behandeln sind.

40) Am 18. Dezember ersucht der Staatsanwalt den Direktor der Gerichtspolizei um zusätzliche Auskunft über die neben den beiden grossen Logen bestehenden kleineren Logen.

41) Am 19. Dezember übermittelt der Staatsanwalt dem Kommissar Lafont Abschrift der Erklärungen vom 15. Dezember von M. Refeuille, früherem Kassierer des Grossen Orient.

42) Am 24. Dezember ersucht der Innenminister den Polizei-Präfekten um Auskunft über verschiedene Logen, die angeblich ihre Tätigkeit fortsetzen.

43) Am 2. Januar 1941 ersucht der Staatsanwalt den Direktor der Gerichtspolizei um eingehende Auskunft über das freimaurerische Waisenhais.

44) In den ersten Tagen des Januar erhält der Kommissar Lafont von den Steuerbehörden und vom Kadasteramt die über das

Vermögen der Logen erbetenen Auskünfte,

45) AM 25. Januar ersucht der Staatsanwalt den Kommissar Lafont um Auskunft über die Vereinigung früherer republikanischer Frontkämpfer, die eine Zweigstelle freimaurerischer Organisationen sein soll.

46) AM 25. Januar übermittelt Kommissar Lafont dem Staatsanwalt Auskünfte über die Loge von Montélimar.

47) AM 25. Januar übermittelt das Bureau Lafont dem Staatsanwalt seine Auskünfte über die freimaurerischen Unterstützungs - Einrichtungen ebenso über solche Laien-Gruppen, die mehr oder weniger unter freimaurerischem Einfluss stehen sollen.

48) Das Bureau Lafont ist im Laufe des Monats mit dem Finanz-Inspektor Delesalle in Verbindung getreten zwecks gemeinsamer Durchführung der Liquidation der Vermögen der Logen. Am 13. Januar wurde eine solche Operation durchgeführt, an der der betr. Polizei-Kommissar und auch M. Poirson von der Nationalen Bibliothek teilgenommen haben.

=====

Obwohl das Arbeiten durch das Fehlen von wichtigen maurerischen Dokumenten, sowie durch die Unmöglichkeit in dem /Sitz der Logen Nachforschungen zu halten, sehr behindert worden ist, hat das mit diesen Arbeiten beauftragte Bureau Lafont im Laufe der letzten Monate doch zahlreiche Untersuchungen angestellt. Diese Untersuchungen betrafen meistens freimaurerische Organisationen sowie deren Filialen und damit in Verbindung stehenden Gruppen.

Die erste Arbeit war stets die Versammlungslokale sowie die Tempel ausfindig zu machen, wo die Versammlungen abgehalten wurden.

An den meisten dieser Lokale hatten übrigens die Besatzungs-Behörden sofort nach Ihrem Eintritt in Paris die Siegel angelegt.

Was nun die leitenden Persönlichkeiten anbelangt, so hatte sich das Bureau nicht darum zu kümmern, mit Ausnahme der Wohltätigkeits-Gruppen. Die meisten der Freimaurer, die aufgefordert worden sind, die Unterlagen über Mitgliederbestand, finanzielle Situation usw. beizubringen gaben an, dass sie keine besitzen oder aber, dass sie diese vernichtet haben. In den meisten Fällen hat sich herausgestellt, dass dies unwahr war.

Der B :.) Perrin hat sogar am 21. Januar beim Polizei-Präfekten Beschwerde eingelegt wegen einer einfachen Besichtigung des Lokales, dessen Hauptmieter er war. In diesem Lokal versammelten sich auch u.a. die Mitglieder der freimaurerischen Jugendgruppe " Clarté".

Bisher haben sich 4 ^{Centered} Organisationen mit diesen Fragen auf Grund des Auflösungsgesetzes zu befassen gehabt:

1) Die deutschen Besatzungsbehörden, die Hausdurchsuchungen gehalten, Dokumente beschlagnahmt und die Siegel angelegt haben.

2) Die National-Bibliothek bzw. deren Verwalter M. Berard Fay, der die Dokumente und sonstigen historischen Gegenstände sammelt und sichtet.

3) Der Zwangsverwalter Ferrand , und seit dem 10. Dezember Die Finanzverwaltung.

4) Die Gerichtspolizei (Bureau Lafont) der seine Instruktionen von der Staatsanwaltschaft und vom Polizei-Präfekten erhält.

Was nun die Leiter dieser geheimen Gesellschaften anbelangt, so scheint nichts gegen sie unternommen worden zu sein, ausser dass man von ihnen eine schriftliche Erklärung verlangt hat, dass sie aus der Gesellschaft ausgetreten sind und sich verpflichten auch bei einer ev. Wiederaufrichtung nicht mehr beizutreten.

Gegen die Freimaurerei zu ergreifende Massnahmen.

Es ist dies eine Sache die gleichzeitig das Gericht und die Verwaltung betrifft.

Es ist zu unterscheiden zwischen Massnahmen gegen die Organisationen und gegen die leitenden Persönlichkeiten.

1) Für die Organisationen kommt zunächst das Gesetz vom 13. August 1940 in Frage, das die Auflösung der bestehenden Organisationen und die Liquidierung von deren Vermögen vorsieht.

Im Artikel 4 sind strenge Strafen vorgesehen für Nichtauflösung oder für Wiederaufrichtung aufgelöster Logen.

Der Grosse Orient und die Grosse Loge von Frankreich sind samt ihren Filialen durch Verfügung vom 19. August von diesem Gesetz betroffen worden.

Centered

Die Nichtigkeitserklärung und die Auflösung der anderen Orden müsste schnellstens folgen, wie: Le Droit Humain und die Grosse Nationale und unabhängige Loge von Frankreich und seinen Kolonien. sowie die Orden zweiten Ranges, wie: Grand Prieuré des Gaules, Grande Loge de Fraternité Universelle, Grande Loge Symbolique, Rite Memphis - Misraïm, Martinisten, Israelitischer Orden Benai-Berith: Ferner Union rationalistes, Theosophische Gesellschaft Rotary-Club, usw. Eingehende Untersuchungen sind hierzu erforderlich.

Sobald die entsprechenden Verfügungen erlassen sind, muss durch die Finanz-Inspektoren die Liquidation der Vermögen durchgeführt werden. Sofortige Massnahmen wären z.B. gerichtliche Nachforschung bei den Banken, Kredit-Instituten, beim Kadasteramt und den Steuer-

behörden zur Auffindung und Sicherstellung von Barvermögen und Immobilienwerten.

Während der Liquidierung sind alle Operation vorzunehmen wie Hausdurchsuchung, Beschlagnahme von Archiven, Verhöre usw. Das vorgefundene Material ist zu sichten und klassieren und eine genaue Bestandsaufnahme davon zu machen. Ueber die Mitglieder und die Führer ist eine Kartei anzulegen, aus der alle Einzelheiten, Zeit des Eintritts und Funktionen usw. ersichtlich sind.

Es ist eine scharfe Kontrolle einzurichten für die Ueberwachung von Organisationen, die als verkappte Logen oder als wiederaufgerichtete Logen angesehen werden können.

Die Tätigkeit der Leiter ist genau zu untersuchen, ob sich daraus nicht Schlüsse über eine politische Tätigkeit der Logen und ihre ^{Centered}Einflussnahme im öffentlichen Leben ziehen lassen.

Genaue Kontrolle der dem Gesetz vom Jahre 1901 unterstehenden Vereine, da man in dieser Hinsicht stets sehr nachlässig gewesen zu sein scheint.

2) Massnahmen gegen die Leiter und Mitglieder.

Das Gesetz vom 13. August 1940 verbietet den Beamten des Staates, der Gemeinden usw. solchen aufgelösten Gesellschaften anzugehören. Genauer gesagt, dürfen diese Beamten nie einer solchen Gesellschaft angehört haben, oder wenigstens jede Verbindung mit ihnen aufgegeben haben, um ihre Posten weiter zu behalten. Sie müssen ferner die Verpflichtung eingehen, niemals wieder einer solchen Organisation beizutreten.

In der Praxis wird es kaum möglich sein diejenigen zu bestrafen, die nicht schon vor dem Monat Juni 1940 ihr Amt in der Loge niedergelegt und ihre Mitgliedschaft aufgegeben haben. Das Gesetz müsste eine entsprechende Aenderung erfahren.

-24-

Eine Verfügung hat zu ergehen, dass die früheren Leiter dieser geheimen Gesellschaften für die Folge weder dem Vorstand noch dem Verwaltungsrat von Vereinigungen angehören dürfen, die dem Gesetz von 1901 unterstehen, auch Wohlfahrts-Vereinigungen nicht.

Vorstehendes Verbot erstreckt sich auch auf die sogenannten "Profanen" Personen, die zwar den Logen nicht angehören, aber doch in mancher Hinsicht an deren Arbeiten teilnehmen.

Die vorgeschlagenen Massnahmen sollen nicht etwa eine Versöhnung aller Franzosen, die unbedingt notwendig ist, verhindern. Es soll aber den vorgebeugt werden, dass das Werk der Wiederaufrichtung des Landes durch solche Gesellschaften bekämpft wird, die umso gefährlicher sind, als sich ihre Tätigkeit im Verborgenen abspielt.

Centered

Für die Uebersetzung.

Gut

E n t w u r f

einer Verfügung für die Anwendung der Gesetze betr. die geheimen Gesellschaften.

Für die Ausführung des Gesetzes vom 13. August 1940 betr. die geheimen Gesellschaften usw. wird in Paris eine besondere Abteilung mit einem Direktor an der Spitze und dem notwendigen Personal gebildet.

Das Personal wird von Beamten der Polizei-Präfektur in Paris, oder vom Innenministerium, oder von der Sûreté Nationale oder auch ausserhalb dieser Verwaltungen gebildet. Kein Mitglied dieser Abteilung darf einer freimaurerischen Organisation angehört haben.

Diese Abteilung wird bei der Polizei-Präfektur oder bei einer der anderen Verwaltungen untergebracht, wo sie aber absolut selbständig arbeitet.

Centered

Die Abteilung besteht aus zwei Sektionen:

- 1) eine Verwaltungs-Sektion, die mit den erforderlichen Untersuchungen über die fraglichen Gesellschaften beauftragt ist, und
- 2) eine gerichtliche Sektion, der die Ausführung der vorgesehenen Massnahmen, Hausdurchsuchung, Beschlagnahme, Verhör usw. obliegt.

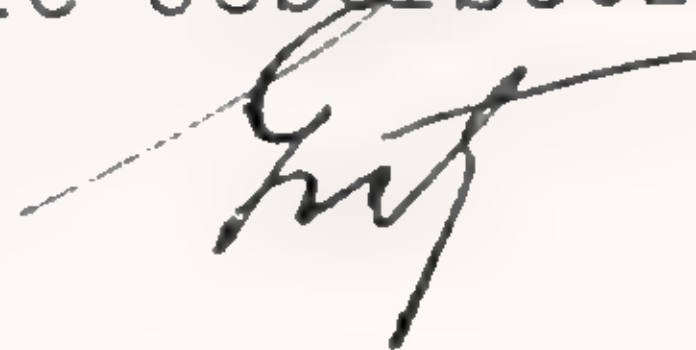
Eine dritte Sektion wird gebildet für die Archive, Dokumenten-Karteien usw. Zu seinen Obliegenheiten gehört auch die Kontrolle der früher verbotenen Gesellschaften angehörenden Beamten.

Für die Direktion dieser Abteilung wäre Kommissar Lafont der geeignetste Mann, dem zur Unterstützung in der Verwaltungs-Sektion M. Berthelot, Beamter im Innenministerium zugeteilt werden könnte, während die gerichtliche Sektion Herrn Moerschel von der Kriminal-Polizei, der die bisherigen diesbezüglichen Arbeiten geleistet hat, übertragen werden kann. Die weiteren Hilfskräfte können sich die g

Genannten unter eigenener Verantwortung wählen.

Alle Beamten sind an strengste Schweigepflicht gebunden.

Für die Uebersetzung.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Gut', written below the text 'Für die Uebersetzung.'

o/Er.

A k t e n v e r m e r k .

Betr.: Freimaurerreferat bei der Polizeipräfektur Paris.

Der Unterzeichnete hatte am 19.4.41 in dem Büro des Kommissar L a f o n d in dem Gebäude der police judiciaire, Paris im Beisein von SS-Hauptsturmführer M h - l e r s eine Unterredung, zu der ihn Lafond mehrfach gebeten hatte.

Lafond erklärte dem Unterzeichneten dabei, er habe zu seinem höchsten Erstaunen jetzt festgestellt, daß der Leiter des Freimaurerreferates Insp. M o e r s c h e l als einziger der zum Freimaurerreferat abkommandierten Polizeibeamten im Herbst 1940 bei der Abgabe der bekannten Freimaurererklärungen für die Beamten den Passus für ehemalige Freimaurer unterschrieben habe, damit also zugebe, daß er Freimaurer gewesen sei. Er (Lafond) habe aus diesem Grunde Moerschel vor wenigen Tagen zu sich kommen lassen und von diesem eine ehrenwörtliche Erklärung bekommen, daß er niemals Freimaurer gewesen sei. Als er daraufhin dem Moerschel die von diesem schriftlich abgegebene Erklärung vom Herbst 40 in Erinnerung gebracht habe, sei Moerschel sehr erregt geworden und habe behauptet, daß er solch eine Erklärung niemals abgegeben habe, vielmehr den Passus für Beamte, die niemals Freimaurer waren, unterschrieben habe.

Nach Darlegung dieses Vorfalles erklärte Lafond dem Unterzeichneten weiter, daß er keinerlei Vertrauen mehr zu Moerschel habe, der, wie ihm nunmehr, je länger er über den Fall nachdenke, eingefallen sei, im allgemeinen oft-

als einen seltsamen Eindruck, sowohl in arbeitsmäßiger als auch in persönlicher Hinsicht mache. Außerdem genieße Moerschel bei den ihm zugeteilten Inspektoren nicht die ~~genügende~~ erforderliche Autorität, so daß es notwendig sei, als Chef für das Freimaurerreferat einen höheren Dienstgrad zu bestimmen.

Während der Ausführungen des Lafond hatten sowohl der Unterzeichnete als auch Hauptsturmführer Ahlers den Eindruck, daß Lafond vermutlich im Einverständnis mit dem Polizeipräsident lediglich versuchen wollte, das Vertrauen sowie die gute Zusammenarbeit, die zwischen Moerschel und der hiesigen Dienststelle bestehen, zu untergraben. Der Unterzeichnete, der die von Moerschel beigefügte eidesstattliche Erklärung erhielt, erklärte Lafond, daß Moerschel, der seine Arbeit ausgezeichnet durchführe, so lange sein Vertrauen genieße, bis einwandfreie Beweise dafür erbracht worden sind, daß Moerschel Freimaurer war. Was die Notwendigkeit, einen höheren Dienstgrad aus Autoritätsgründen als Leiters des Spezialreferats einzusetzen, anbelangt, schlug der Unterzeichnete vor Lafond vor, Moerschel der hiesigen Dienststelle unmittelbar zu unterstellen, von der er Weisungen empfängt und der er Tagesrapporte zu erstellen hat. Lafond ging auf diesen Vorschlag sofort ein. Dabei wurde ausdrücklich festgestellt, daß die Arbeit des Freimaurerreferates zukünftig im Namen der hiesigen Dienststelle durchgeführt wird. Zu diesem Zweck werden Beauftragte der hiesigen Dienststelle an der Arbeit des Freimaurerreferates teilnehmen. (Ein Angehöriger der G.P.F.-Gruppe 550 steht seit dem 19.4.41 ausschließlich für das Freimaurerreferat zur Verfügung).

- Vfg.: 1. SS-Obersturmbannführer Knochen m.d.A. SS-Untersturmführer.
 2. SS-Sturmbannführer Lischka m.d.B.u.A.
 3. SS-Sturmbannführer Boemelburg m.d.B.u.A. auch der
 .anliegend beigefügten Vermerke älteren Datums.
 4. z.d.A. II B 1/VII 52.
 5. Doppel z.d.A. II B 1/VII 515.

II B 1 / VII 515

Paris, den 19.4.41.

o/Gr.

A k t e n v e r e i c h

Betr.: kommunistisches Aktenmaterial.

VM. FR 5 teilt mit, daß er in dem Gebäude Paris, 4. Square Wapp mehrere große Stappel kommunistischen Aktenmaterials liegen hat.

Er bittet um Sichtung dieses materials durch einen Beauftragten der hiesigen Dienststelle, bevor die Akten durch ihn an die Nationalbibliothek (Prof. P a y) weitergeleitet werden.

W. W. W.
SS-U'stuf.

Vfg: 1. SS-Obersturmbannführer Dr. Knochen mit der Bitte u.ä.
2. An Abt. IV mit der Bitte um Benütznahme und Mitteilung, wann von dort aus eine Sichtung des materials durchgeführt werden kann. VM. FR 5 wird dann von hier aus entsprechend unterrichtet.

3. z. d. A. II B 1 / VII 515.

4. Wv. zum 2.5.41.

Paris, den 7.4.1941.

1112
1112

VERGLEICH

Betrifft: WUCHER TOMITCH, jugoslawischer
Generalmajor in Paris.

Befugnis: WUCHER TOMITCH

Im Auftrag des Reichsaussenministeriums ist durch die
deutsche Botschaft in Paris festgestellt worden, dass
WUCHER TOMITCH ein jugoslawischer Staatsangehöriger
ist. Er habe bereits die Personalien des Komitche überprüft und dabei
festgestellt, dass Komitche jugoslawischer Staatsangehöriger
ist. Infolge dessen - auch in Hinblick auf den
Kriegszustand zwischen Deutschland und Jugoslawien - eine
Nachsicherung nicht in Frage kommen könnte, dass dieselbe die
diplomatischen Gepflogenheiten stören würden, immerhin sei es
aber wünschenswert festzustellen, ob Komitche sich weiterhin
in Paris aufhalten wird, oder ob er innerhalb der vorgeschriebenen
Zeit seine Abreise aus Paris vollzieht. Sollte Komitche weiterhin
in Paris aufhalten, so könnte eine Nachsicherung noch ins
Auge gefasst werden. Schmidt wurde gebeten, PR. 5 in
diesem Sinne zu informieren.

Meinert

SS-Hauptsturmführer.

1112/1112/1112/1112/1112
1112/1112/1112/1112/1112
31 1112 PA

II 21 /
 Hr./Gr.

Paris, den 7.4.1941.

A k t e n v e r m e r k .

Betr.: Wm. FR 5.

Zusammen mit dem Kameraden R e i n h a r d t suchte ich am Samstag den 5.4.41 vormittag den FR. 5 auf, um einmal zu sehen, ob seine Arbeit in der erwarteten Weise angelaufen sei. FR. 5 war erfreut, daß wir uns um ihn kümmern und er teilte uns mit, daß seine Arbeit bereits angelaufen sei, obwohl noch verschiedene Dinge verwaltungsmässiger Art zu regeln seien. Es fehle immer noch die Anlage des Telefons, die Gestellung eines Autos sowie auch die Beheizung der Räume. Er habe bereits verschiedene Vorstellungen bei der Polizeiverwaltung erhoben und er denke, daß ihm seine Wünsche auch bei stündigen Nachfragen auch erfüllt werden würden.

Hinsichtlich der eigenen Arbeit bewertete FR. 5, daß er mit der Überwachung von 4 führenden Freimaurern begonnen habe, Da ihm nur 8 Inspektoren für diese Tätigkeit zur Verfügung ständen, könnte er leider nur eine geringe Anzahl zur Zeit überwachen. Er wies darauf hin, daß sein Vorgesetzter L a f o n ~~4~~ ihn zu sich bestellt habe, um von ihm Auskunft über seine augenblickliche Tätigkeit zu erhalten. Dabei habe es sich nicht vermeiden lassen, ~~das~~ ~~er~~ auf ausdrückliche Anforderung seines Chefs die Namen der 4 überwachten Freimaurer ~~zu~~ ~~namte~~.

- 2 -

Ich wies ihn darauf hin, daß dies ein sehr unangenehmer Zwischenfall sei, da mit der Möglichkeit einer Unterrichtung der Freimaurer unter diesen Umständen gerechnet werden müsse. MR. 5 teilte meine Ansicht und erklärte, er werde seinen Chef über die getätigten Aktionen durch seinen Tagesbericht jeweils erst dann unterrichten, wenn sie abgeschlossen seien, da er genau wisse, daß im Falle einer vorzeitigen Unterrichtung mit der Unterrichtsmöglichkeit der betreffenden Personen oder Organisationen gerechnet werden müsse.

Sodann erzählte MR. 5, daß er eine größere Anzahl von Akten des Groß-Orient von Spanien aus den Jahren von 1936 - 1939 sowie auch Akten gleicher Art des Ordens "Droit Humain" in Spanien erfaßt habe, die zur Durchsicht zur Verfügung stünden. Ich sagte ihm, daß es für mich persönlich sehr interessant sein würde, diese Akten des spanischen Groß-Orient zu studieren und erklärte ihm, daß ich diese Akten in den nächsten Tagen einmal durchsehen würde. Bei der Bearbeitung der Akten ergibt sich die Schwierigkeit, daß ein großer Teil des Schriftwechsels in spanischer Sprache geführt ist. Trotzdem wird es sehr interessant sein, dieses Material durchzusehen, zumal beim Reichssicherheitshauptamt so gut wie gar kein Material über die spanische Freimaurerei vorhanden ist. und selbst die spanische Polizei keine Unterlagen hierüber besitzt, sondern sich diesbezüglich schon mehrfach an das RSHA mit der Bitte um Überlassung entsprechenden Materials gewandt hat.

Im Erdgeschoß zeigte MR. 5 mir dann etwa 2 Wagenladungen Bücher und Aktenmaterial, welches er bei einer kommunistischen Zeitung sichergestellt habe, an deren Redaktion Freimaurer beteiligt waren.

IV
ab ...

Im Hinblick darauf, dass diese Akten an sich nicht zu seinem Arbeitsgebiet gehören würden, fragte MR. 5, ob diesseits ein Interesse an einer Durchsicht des fraglichen Materials bestehen würde. Es wurde ihm gesagt, dass diese Angelegenheit einem hierfür zuständigen Kameraden zur Kenntnis gebracht werden würde.

Schulz

SS-Hauptsturmführer.

Vfg.: 1. SS-U'stuf. Moritz zur Kenntnisnahme nach Rückkehr.

Centered

1) Ky.

2) JdA DDA / VII 515

[Signature]
10 / 1941

Paris, den 25.3.41.

A k t e n v e r m e r k .

Betr.: Freimaurerreferat bei der Polizeipräfektur Paris.

An 25.3.41 besprach der Unterzeichnete um 11 Uhr vormittags im Arbeitszimmer des Pariser Polizeipräsidenten M a r c h a n d mit diesem die Errichtung eines Freimaurerreferates bei der Präfektur Paris. Marchand ging sofort auf alle Wünsche der hiesigen Dienststelle ein, die in dem hiesigen A.V. vom 24.3.41 unter Punkt 1 - 3 Centered einschließlich zusammenfaßt worden sind.

Nachdem M archand sein grundsätzliches Einverständnis erteilt hatte, verwies^r den Unterzeichneten an den commissaire superior de la police judiciaire namens L a f o n d, unter dessen Leitung bisher Inspektor M o e r s c h e l arbeitete. Mit Lafond sprach der Unterzeichnete die einzelnen Punkte nochmals genau durch, damit Lafond bereits entsprechende Maßnahmen veranlassen kann. Er wird Insp. Moerschel am Vormittag des 26.3.41 in die hiesige Dienststelle schicken, damit der Unterzeichnete an Moerschel sofort die Schlüssel für das Haus der Theosophischen Gesellschaft übergeben kann, woauf Moerschel dann sofort mit der Einrichtung seiner einzelnen Dienstzimmer beginnen soll. Lafond erklärte, daß s.E. das Freimaurerreferat in der von der hiesigen Dienststelle gewünschten Form am 1.4.41 arbeitsfähig sein würde.

Wie bereits in dem hiesigen Aktenvermerk vom 24.3.41 unter Punkt 9 vorgeschlagen worden ist, stellt die hiesige Dienststelle den Schwager des Inspektor

- 2 -

Moerschel, den Reichsdeutschen Emil Schmidt, gleichzeitig mit Wirkung vom 1.4.41 als Dolmetscher ein, der im Büro des Moerschel arbeiten und alle anfallenden Berichte für II B 1 ins Deutsche übertragen soll. Des

Des weiteren wird vorgeschlagen, dem Inspektor Moerschel aus Nachrichtenmitteln II B 1 eine regelmäßige monatliche Unterstützung von 50.- Rm. zu gewähren, um ihn noch stärker als bisher an die hiesige Dienststelle zu binden.

Woritz

SS-Untersturmführer.

- Vfg.: 2.) ^{Centered} SS-Obersturmbannführer Dr. Knochen nach Rückkehr zur Vorlage mit der Bitte um Kenntnisnahme.
- 2.) SS-Sturmbannführer Lischka mit der Bitte um Kenntnisnahme und mit der Bitte um Genehmigung.
- 3.) z.d.A. II B 1 /VII 551.
- 4.) Doppel z.d.A. II B 1 /VII 515.

Paris, den 26.3.41.

A k t e n v e r m e r k .

Betr.: Freimaurerreferat bei der Polizeipräfektur Paris.

Am 26.3.41 kam Inspektor M o e r s c h e l zum Unterzeichneten, um sich von diesem vereinbarungsgemäß die Schlüssel für das Haus der Theosophischen Gesellschaft zu holen, damit mit der Einrichtung des Freimaurerreferates sofort begonnen werden kann.

Moerschel teilte dem Unterzeichneten dabei mit, daß sein Vorgesetzter L a f o n d sowie der Polizeipräfekt M a r c h a n d anschließend an die gestern mit dem Unterzeichneten ^{Centered}gehabte Unterredung gemeinsam beraten habe, mit welcher Begründung sie die vom Unterzeichneten unterbreitete Forderung der hiesigen Dienststelle auf Einrichtung des Freimaurerreferates ablehnen könnten. Marchand soll dabei geäußert haben, daß ihm die Dienststelle Avenue Foch geradezu unheimlich sei, da man nicht recht wüßte, in wessen Auftrag diese Stelle arbeite, die weder der Deutschen Botschaft Paris, noch dem Militärbefehlshaber Frankreich unterstellt zu sein scheine. Aus diesem Grunde halte er es für besser, mit der Dienststelle Av. Foch im guten Einvernehmen zusammenzuarbeiten und deren Vorschläge anzunehmen.

In Bezug auf seinen Vorgesetzten Lafond wies Moerschel darauf hin, daß dieser stark antideutsch und juden- bzw. freimaurerfreundlich gesonnen sei. Er habe Moerschel hierüber auch nie im Zweifel gelassen, sondern

- 2 -

immer wieder versucht, bei diesem die Freimaurerfrage als unwesentlich hinzustellen und die diesbezügliche Arbeit Moerschels lächerlich zu machen.

Moerschel wird bis zum 1.4.41 das Haus der Theosophischen Gesellschaft für seine Zwecke herrichten, sodaß am 1.4.41 die Arbeit des Referates unter der Leitung und Anweisung der hiesigen Dienststelle aufgenommen werden kann.

Vfg.:

Moerschel
SS-Untersturmführer.

- 1.) An SS-Sturmbannführer Lischka mit der Bitte um Kenntnisnahme.
- 2.) An SS-Obersturmbannführer Dr. Enochen nach Rückkehr zur Vorlage mit der Bitte um Kenntnisnahme.
- 3.) z.d.A. II B 1 / VII 551.
- 4.) Doppel z.d.A.b. ~~II~~ B 1 / VII 515.

II B 1 / VII 551.

Paris, den 24.3.1941.

Mo/Gr.

A k t e n v e r m e r k .

Betrifft: Freimaurerreferat bei der Polizeipräfektur Paris.

Seit einigen Monaten besteht bei der Polizeipräfektur Paris ein Freimaurerreferat, das bis heute jedoch lediglich mit dem Inspektor Georges Rogers Moerschel, geb. ^{Centered} 12.1.02 in Paris, besetzt worden ist. Moerschel, der hier seit langem bekannt ist, besitzt gute Kenntnisse über die französische Freimaurerei und muß zweifellos als ehrlicher Gegner der Freimaurerei angesehen werden. Er ist ^{deu} anfallenden Aufgaben allein umso weniger gewachsen, als er nicht die geringste Unterstützung durch seine unmittelbaren und höheren Vorgesetzten findet, vielmehr - wie mit mehreren Beispielen einwandfrei zu belegen ist - von diesen dauernd gehemmt wird, sodaß die Schaffung dieses Freimaurerreferates in der bisherigen Form lediglich als eine leere und bedeutungslose Geste angesehen werden muß, wodurch der damalige Polizeipräfekt seinen " guten Willen " unter Beweis zu stellen sich bemühte.

Um eine wirklich wirkungsvolle Arbeit zu gewährleisten, müssen folgende Maßnahmen vom Polizeipräfekten durchgeführt werden:

- 1.) Das Freimaurerreferat bei der Präfektur wird erheblich ausgebaut und personell

vergrößert. Es werden zu diesem Zweck dem bisherigen Sachbearbeiter Insp. Moerschel weitere 20, von ihm als geeignet befundene und ~~zu diesem Zweck~~ überprüfte Polizeiinspektoren zugeteilt. Sollte sich erweisen, daß die Aufgaben des Referates auch mit diesen Arbeitskräften noch nicht bewältigt werden können, erfolgt abermalige entsprechende Verstärkung des Personalstandes.

2.) Das Freimaurerreferat wird gesondert von den übrigen Abteilungen der Präfektur in einem eigenen Hause untergebracht, um dadurch eine, seiner besonderen Aufgabenstellung entsprechende weitmöglichste Sicherung seines Arbeitseinsatzes und deren Durchführung zu gewährleisten. Die hiesige Dienststelle stellt zu diesem Zweck das von ihr seinerzeit versiegelte Gebäude der Theosophischen Gesellschaft Paris, 4. Square Rapp zur Verfügung.

3.) Zur Durchführung des ordnungsgemäßen Dienstbetriebes in diesem Hause stellt die Polizeipräfektur zur Verfügung:

- 4 Beamte (planton) als ständige Hauswache,
- 2 Bürokräfte (garçon de bureau),
- 2 Schreibkräfte (employés steno-dactylographes).

4.) Die Hauptaufgaben des Freimaurerreferates bei der Polizeipräfektur bestehen in:

- a) der Kontrolle über die Durchführung der im franz. Antifreimaurergesetz erlassenen Bestimmungen;
- b) der Überwachung der ehemaligen Freimaurer, besonders soweit diese in Verdacht stehen, ihre frühere Logentätigkeit wieder aufzunehmen bzw. ^{diese} vorzubereiten versuchen;

c) der Durchführung notwendig werdender polizeilicher Maßnahmen (Verhaftung, Vernehmung, Hausdurchsuchung, Vermögenssicherstellung usw.) gegen freimaurerische oder mit der Sache sonst wie in Verbindung stehender Personen.

5.) Der Leiter des Freimaurerreferates Insp. Moerschel arbeitet in engster ständiger Fühlungnahme mit der hiesigen Dienststelle zusammen, um so in gemeinsamen Erfahrungsaustausch die notwendigen polizeilichen Maßnahmen zur Bekämpfung der Freimaurerei durchführen zu können. Die hiesige Dienststelle kann an das Freimaurerreferat entsprechende Anregungen geben und durchführen lassen.

6.) Über seine Tätigkeit wird Insp. Moerschel dem Polizeipräfekten ^{Centered} unmittelbar berichten.

7.) Dem Freimaurerreferat ist zur Durchführung der Arbeiten ständig ein Auto der Polizeipräfektur sowie Chauffeur zur Verfügung zu stellen.

8.) Die bei der Benutzung des Hauses Paris, 4. Square Rapp entstehenden Unkosten werden von der Polizeipräfektur Paris beglichen.

9.) Die hiesige Dienststelle stellt den Schwager de Insp. Moerschel, den Reichsdeutschen Erich Emil Schmidt, geb. 7.4.06 in Wintzenhofen, als Dolmetscher und als Verbindungsmann bei dem Freimaurerreferat der Präfektur an. (Ermittlungen über Schmidt sind von hier bereits über Abteilung I eingeleitet worden.)

Vorschlag: Der Unterzeichnete unterbreitet die in den Punkten 1 - 3 aufgestellte Forderung im Namen der hiesigen Dienststelle dem Pariser Polizeipräfekten und verlangt die sofortige Erfüllung.

57-Obersturmbannführer Dr. K n e c h e n hat seit

- 4 -

grundsätzliches Einverständnis zu dieser Angelegenheit bereits erteilt. Ebenfalls ^{ist} SS-Sturmbannführer Boenknecht darüber unterrichtet, daß von II B 1 die ~~Freimaurer~~ ^{Freimaurer} eines Freimaurerreferates bei der französischen Polizei beabsichtigt wird.

Mowitz

Vfg.:

SS-Untersturmführer.

1. SS-Stubaf. Lischka mit der Bitte um Kenntnisnahme und Genehmigung des Vorschlages.
2. z.d.A.B. II B 1 / VII 551.
3. Doppel z.d.A. II B 1 / VII 515.

Centered

II B 1

Am 30. 10. 1940.

Leu.

Betr.: Georges M o e r s c h e l , Polizeibeamter bei
 police judiciaire, *Cabinet des Comm. asar Lafont*
Dier ... apparat 281
er Nr. 7 9200.

1. Vermerk.

Am 29. 10. Traf SS-H:scharf. Leube mit dem obengenannten
 Polizeibeamten vom Kabinett des Kommissars Lafont im Gebäude der
 Sureté zusammen. Moerschel hat den Auftrag, im Rahmen des Gesetzes
 gegen die Freimaurerei Erhebungen über Inventar und Vermögen der
 Pariser Logen anzustellen. Er wies hierbei daraufhin, dass es
 sehr schwer für ihn sei zu arbeiten, da in der franz. Polizei viel
 Freimaurer seien. Alle Ermittlungen, die er treffen würde und die
 er berichtsmässig weitergeben müsse, würden die freimr. Beamten nur
 informieren, inwieweit man über sie unterrichtet sei. Er gab an, d
 dass der Procureur der Republik des Departements de la Seine,
 Herr Frette-Damicourt, dem die Liquidierung der Logen im ganzen
 Departement zufalle, selbst Freimaurer sei und er damit alle An-
 ordnungen praktisch gegen sich selbst richten müsste. H:scharf.
 Leube fand diese Tatsache bestätigt, Frette-Damicourt, Paul, Pro-
 cureur de la République près le Tribunal de la Seine, 12, rue
 Gabrielle d'Estrées, Vanves (Seine) wohnhaft, ist Mitglied der
 Loge "La clémente Amitié" in Paris, System Grand Orient de Fr.. Es
 ist jene Loge, in der auch fast sämtliche einflussreichen Persön-
 lichkeiten der franz. Polizei, wie Nicolle, Priolet, Roches und
 Chaigneau angeschlossen sind. M. führte weiter aus; um über die
 augenblickliche Tätigkeit der Freimaurer unterrichtet zu bleiben,
 bedürfe man der an sich der franz. Polizei zur Verfügung stehenden
 Zuträger, die gegen Geld gewisse Beobachtungen brächten. Für seinen
 Auftrag stelle ihm die Polizei keine Mittel zur Verfügung. Wichtig
 sei ferner die Sperrung und Beschlagnahmung der Geldmittel der
 franz. Logen, um zu verhindern, dass das Geld für die Aufnahme
 illegaler Betätigung verwandt würde. Leu hatte zahlreiche Angaben
 gesammelt, die er in einem Bericht vorlegen will. Es wurde ihm
 zugesagt, dass ihm verschiedene Kontennummern der franz. Grosslogen
 gegeben würden, die er sperren müsse und von denen er sich einen

Bilanzauszug fertigen lassen solle. Was die Auslagen für
 Zuträgernachrichten anlangt, so wurde M. in Aussicht gestellt,
 dass die Möglichkeit besteht, von deutscher Seite Geld zu geben.
 M. erwähnte, dass Dossiers der franz. Polizei über die Frei-
 maurerei bestanden haben und diese Akten wahrscheinlich nach
 Montauban im unbesetzten Gebiet gebracht worden seien. Die in
 seinen Akten bisher zusammengetragenen Notizen sind teilweise
 recht umfassend. So hatte er vor allem zahlreiches Adressen-
 material von den Geheimkulten der Freimaurerei wie den Martinisten,
 dem Ritus von Misraim und Memphis und einigen unabhängigen Logen.
 Darüberhinaus zeigte er viele Profangesellschaften freimaurerischer
 Prägung auf. H!scharf. Leube bleibt mit M. in Verbindung und
 Austausch.

Es ist erforderlich, dass Frette-Demicourt als Procureur der
 Republik abberufen wird.

Centered

H. Leube
 SS-Hauptscharf.

- 2. SS-Stubaf. Dr. Knochen m.d.B. um Kenntnis
- 3. SS-Stubaf. Boemelburg m.d.B. um Kenntnis

Leo

*IV/14
 Sa 7/10 (v)*

*Sprachkraft
 fehlt!!!*

*Nicht den Bericht
 seines Gliedern.
 Namen absetzen,
 so man über nichtlich*

- ~~1) AKten Monopfel anlegen~~
- ~~2) Ww. des PA.~~
- 1) JdA II B1 (VII 51)

*M. Zi.
 M. Zi.*

Leo 30/10

Centered

612

Centered

Centered